Études économiques de l'OCDE

INDE

DÉCEMBRE 2019 (VERSION ABRÉGÉE)



OCDE

Études économiques de l'OCDE : Inde 2019 (version abrégée)

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :
OCDE (2020), *Études économiques de l'OCDE : Inde 2019 (version abrégée)* , Éditions OCDE, Paris, *https://doi.org/10.1787/6be3d465-fr*.

ISBN 978-92-64-87434-3 (pdf)

Études économiques de l'OCDE
ISSN 0304-3363 (imprimé)
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Études économiques de l'OCDE : Inde
ISSN 2223-5094 (imprimé)
ISSN 2223-5108 (en ligne)

Crédits photo : Couverture © iStockphoto.com/Bartosz Hadyniak.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : *www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm*.

© OCDE 2020

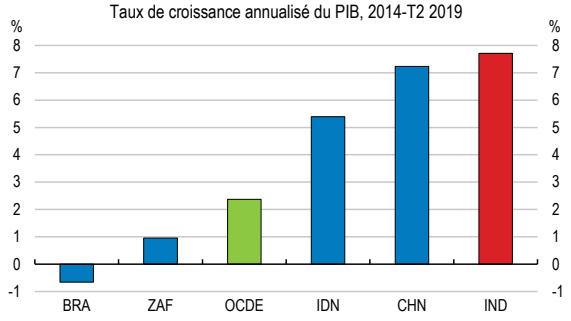
L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : *http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation*.

Résumé

Encourager une croissance solide et durable

Les revenus ont augmenté rapidement ces dernières années, mais l'investissement privé n'a pas suivi et, récemment, l'activité a ralenti. La croissance est tirée principalement par la consommation. La production industrielle et l'investissement des entreprises n'ont pas encore pleinement réagi aux mesures visant à faciliter la conduite des affaires et à développer les activités de prêt des banques.

Graphique A. Les revenus ne cessent d'augmenter



Source : Base de données analytique de l'OCDE

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934046988

L'inflation diminue, mais les taux prêteurs ne se sont pas encore ajustés pleinement. Le régime de ciblage de l'inflation adopté en 2016, associé à la baisse des prix du pétrole et à l'amélioration du fonctionnement des marchés agricoles, a fait reculer l'inflation, qui est passée depuis août 2018 de près de 10 % en 2013 à moins des 4 % retenus comme objectif. Les taux d'intérêt corrigés de l'inflation laissent penser que la transmission reste lente et qu'il reste encore une certaine marge d'assouplissement de la politique monétaire.

Le ratio dette publique/PIB demeure relativement élevé. Le déficit de l'administration centrale et, plus récemment, les déficits des États, ont diminué. En revanche, le financement extrabudgétaire a augmenté. Les besoins d'emprunt du secteur public ont augmenté, atteignant près de 8 % du PIB d'après les estimations de l'OCDE (qui ne prennent pas en compte l'excédent attribuable aux sociétés financières publiques), ce qui fait potentiellement peser des pressions sur les coûts d'emprunt des petites entreprises.

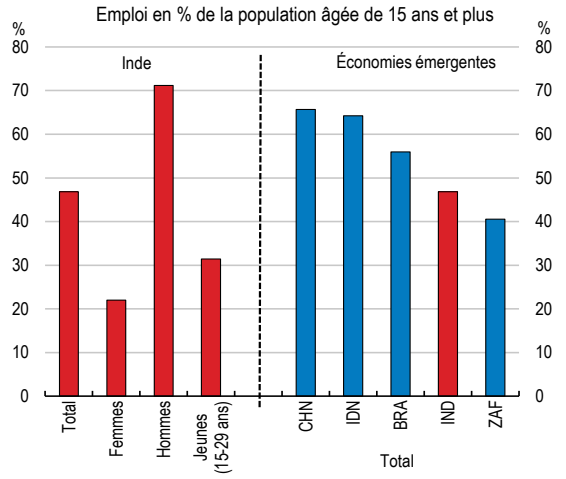
D'ambitieuses réformes ont été adoptées, et leur pleine mise en œuvre serait bénéfique pour les revenus et le bien-être. La taxe sur les produits et services (TPS ou *Goods and Services Tax* – GST) a remplacé une myriade de taxes indirectes, ce qui a abaissé les obstacles au commerce intérieur et réduit le coût des intrants. Conjuguée à la baisse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, cette mesure devrait favoriser l'investissement et la productivité. Les actions visant à simplifier les formulaires et les procédures de l'administration fiscale allègent les coûts de mise en conformité. Une simplification plus poussée des exonérations de TPS et une réduction du nombre de taux différents favoriseraient le respect de la législation fiscale. Les réformes menées dans le secteur immobilier ont eu pour effet d'améliorer la transparence et la gouvernance dans le sens de la protection des acquéreurs de logements. Le Code de la faillite et de l'insolvabilité a déjà permis de réduire les créances douteuses et litigieuses (CDL) et devrait accélérer la réaffectation des ressources en faveur d'entreprises et de secteurs plus prometteurs que les segments à faible productivité. Le respect intégral des délais prévus par le Code nécessiterait un accroissement supplémentaire du nombre de professionnels de la justice et de tribunaux.

Relever les défis sociaux

La création d'emplois de qualité, le sous-emploi et les inégalités de revenus demeurent des défis. Le taux d'emploi a diminué et se situe à un bas niveau, particulièrement pour les femmes qui, lorsqu'elles ont un emploi, sont souvent moins bien rémunérées que les hommes. La législation du travail est complexe ; certaines lois sont particulièrement rigoureuses pour les entreprises industrielles, et la plupart d'entre elles commencent à s'appliquer lorsque les entreprises

s'agrandissent, ce qui a un effet dissuasif sur la création d'emplois formels. Dans la pratique, la plupart des travailleurs ne sont couverts ni par le droit fondamental du travail, ni par la sécurité sociale. Les mesures récemment prises pour rationaliser la réglementation du travail sous la forme de quatre codes sont les bienvenues. Afin de stimuler la création d'emplois et, partant, d'améliorer l'équité, les efforts de modernisation de la réglementation du travail doivent se poursuivre.

Graphique B. Le taux d'emploi est faible



Source : Bureau national de la statistique de l'Inde ; Banque mondiale.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047007

Le gouvernement a lancé plusieurs initiatives en matière de protection sociale, et il en envisage d'autres. Depuis octobre 2014, près de 100 millions de latrines ont été installées dans le but d'éliminer la défécation en plein air, avec un impact positif sur la santé. Dans un souci d'autonomisation des femmes, des programmes d'éducation des filles et de réduction des infanticides de filles ont été mis en place. Le réseau électrique a atteint tous les villages en 2018, mais pas toutes les maisons, et les coupures de courant demeurent fréquentes dans certaines régions. Le gouvernement a promis d'amener l'eau courante dans chaque foyer d'ici 2024, et il va accélérer le programme de routes rurales au bénéfice des pauvres qui habitent dans des régions reculées. Le gouvernement a annoncé la création de régimes plus généreux de couverture des soins hospitaliers et de retraite pour les travailleurs du secteur informel, ainsi que l'ouverture de centres de soins de santé primaires. Le nouveau système de soutien aux revenus des agriculteurs, qui vient s'ajouter aux subventions aux engrais et autres intrants, réduira la pauvreté en milieu rural, mais pourrait laisser de côté les métayers et les ouvriers agricoles.

L'accès aux services publics s'améliore, mais leur qualité peut encore progresser. La réforme des prix subventionnés a rendu le soutien aux ménages plus équitable. Cependant, le montant des ressources publiques investies dans la santé et l'éducation est modeste. Il est urgent de former davantage de médecins, de personnel infirmier et de professeurs afin de relever le niveau du bien-être et de la productivité. Les coûts associés pourraient être financés par un accroissement des recettes de l'impôt sur le revenu et des taxes foncières. Par ailleurs, il est possible de continuer à améliorer le ciblage des subventions en recourant à des transferts monétaires directs.

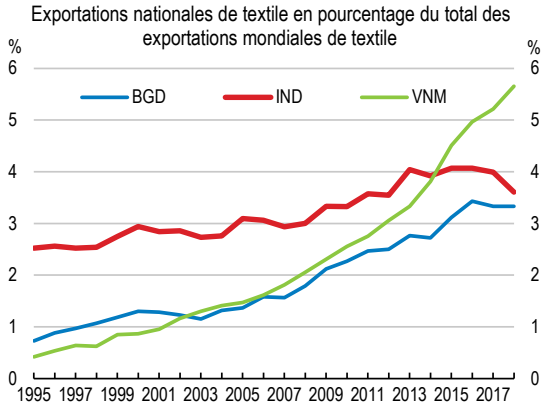
Exploiter les possibilités offertes par une participation renforcée à l'économie mondiale

La participation de l'Inde à l'économie mondiale, déjà élevée, est en augmentation, avec des performances exceptionnelles dans certains services. L'exposition aux échanges a connu un grand essor dans le sillage de la réduction des barrières douanières, au début des années 1990. Dans le secteur des technologies informatiques, l'Inde a vu s'envoler ses parts de marché à l'exportation, ce qui a ouvert de nombreuses possibilités de création d'emplois qualifiés et attiré l'investissement étranger. L'Inde est également très performante dans la fabrication de certains biens complexes, à forte intensité de compétences et de capital, comme les produits pharmaceutiques et les véhicules de transport. Sa diaspora, la plus nombreuse au monde, est un atout pour l'implantation sur de nouveaux marchés.

Les exportations à forte intensité de main-d'œuvre accusent un retard. Dans le secteur de la confection, la part de marché de l'Inde dans les exportations mondiales s'est

figée, en dépit de nets avantages comparatifs et d'un bon savoir-faire.

Graphique C. Dans le textile, l'Inde pourrait accroître sa part de marché à l'exportation



Note : Exportations de textile, d'habillement et de chaussures, à faible teneur technologique.
Source : Calculs de l'OCDE à partir de données de la CNUCED.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047026

Remédier aux goulets d'étranglement structurels de l'économie nationale est indispensable pour soutenir la compétitivité de l'Inde. Il convient de poursuivre les efforts déployés pour améliorer la qualité et la fiabilité de l'alimentation en électricité, des routes et des ports. Une modernisation plus poussée de la réglementation du travail permettra aux entreprises de s'agrandir et de bénéficier d'économies d'échelle. L'Inde a rendu la conduite des affaires plus facile et elle assouplit les restrictions à l'investissement étranger. Si les exemples de réussite obtenus dans certains États et zones économiques spéciales pouvaient être étendus au reste du pays, cela favoriserait encore davantage la compétitivité de l'Inde et attirerait les investisseurs.

Un abaissement supplémentaire des barrières commerciales stimulerait les exportations et l'emploi dans le secteur manufacturier et améliorerait les niveaux de vie. Les droits d'importation affectent le pouvoir d'achat des ménages à faible revenu et pèsent sur la compétitivité des entreprises. Bien que l'Inde participe à des accords commerciaux préférentiels, ceux-ci ne sont pas très étendus.

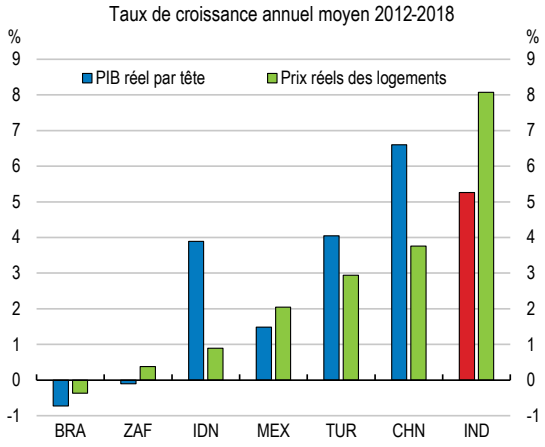
Les restrictions aux échanges de services imposées tant par les partenaires commerciaux sur les exportations indiennes que par l'Inde sur ses importations sont importantes. Les services étant des intrants clés pour d'autres secteurs, ces restrictions ont un impact négatif, en particulier sur les industries manufacturières, et plus généralement sur les revenus. Les estimations de l'OCDE laissent penser que l'Inde serait le premier bénéficiaire d'un allégement multilatéral des restrictions aux échanges de services. En l'absence d'avancées multilatérales dans ce sens, les simulations de l'OCDE semblent indiquer que la modernisation de la réglementation indienne pesant sur les échanges de services contribuerait à la réussite de l'initiative *Make in India* en dépit des restrictions imposées à ses exportations sur les marchés partenaires. Certaines considérations d'économie politique constituent toutefois une contrainte.

Offrir un meilleur logement à tous

En dépit de la réalisation de nombreux programmes résidentiels, la pénurie de logements persiste et l'urbanisation en cours se traduira par des pressions supplémentaires. De nombreux ménages vivent encore dans des conditions précaires. En 2015, quelque 40 millions de ménages souffraient de la pénurie de logements, selon des estimations des pouvoirs publics. La croissance démographique va tendre le marché du logement encore davantage, en particulier dans les agglomérations. Dans le même temps, de nombreux logements sont vacants.

L'accessibilité du logement est une préoccupation de premier plan. Les prix des logements sont relativement élevés, poussés par le haut niveau des coûts de construction et de transaction ainsi que par la rigueur des règlements d'urbanisme dans un contexte de forte densité démographique. Dans le cadre du programme *Housing for All*, le gouvernement veut faire en sorte de fournir un logement à chaque citoyen d'ici 2022. L'accès aux financements est difficile, surtout pour les ménages aux revenus modestes. Trouver le moyen d'offrir un logement aux plus pauvres reste une préoccupation de premier plan.

Graphique D. Le problème de l'accessibilité financière se pose avec plus d'acuité en Inde que dans d'autres pays



Note : Données concernant les exercices budgétaires pour l'Inde.
Source : OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047045

Le marché du logement souffre d'une demande excédentaire de logements bas de gamme et d'une offre excédentaire de logements haut de gamme, surtout en milieu urbain. En dépit des progrès accomplis pour simplifier la réglementation, il reste difficile d'acquérir des terrains, en partie à cause d'inefficiences dans l'attribution des titres de propriété foncière. Cette difficulté a souvent pour effet d'allonger les délais et d'alourdir les coûts des projets immobiliers. La rigidité des codes de la construction pèse aussi sur l'offre, en particulier dans les centres-villes. L'indice de surface habitable impose de strictes limites à la hauteur des immeubles, ce qui se traduit par la construction en masse de logements en périphérie des villes, loin des bassins d'emploi, aggravant ainsi la congestion du trafic et la pollution. Il est indispensable d'intégrer les politiques du logement aux autres politiques d'urbanisation.

Développer le marché de la location améliorerait la mobilité. La plupart des initiatives gouvernementales ont jusqu'à maintenant privilégié la propriété. La disponibilité de logements à louer est la clé de la mobilité spatiale, car elle permet de se rapprocher des bassins d'emploi. Le marché de l'immobilier locatif est restreint du fait du contrôle des loyers et des lois sur la protection des locataires qui, si elles rendent les logements plus abordables, limitent les retours sur investissement et les incitations à entretenir les logements. Le gouvernement a publié le projet de loi 2019 sur le modèle de contrat de bail, et les États sont fortement encouragés à l'appliquer. Développer le parc locatif de logements sociaux contribuerait à élargir le marché de la location et répondrait aux besoins des migrants, des jeunes et des personnes à bas revenus.

Une croissance plus verte pour améliorer le bien-être et freiner le changement climatique

La pollution atmosphérique est intense et va s'aggraver en l'absence d'actions audacieuses. L'Inde est vulnérable au changement climatique. La plupart des Indiens sont exposés à un niveau élevé de pollution de l'air. Sur les dix villes affichant les taux les plus élevés de pollution atmosphérique au monde, tels que mesurés par la concentration de particules fines, neuf se trouvent en Inde. Bien souvent, pour cuisiner, les pauvres brûlent du bois, de la bouse de vache et des résidus de récolte, ce qui contribue à la pollution intérieure et extérieure, qui est une cause majeure de décès prématurés et compromet le développement des enfants. Les centrales électriques, l'industrie, les transports et l'agriculture contribuent aussi à la pollution atmosphérique.

La consommation d'énergie pourrait plus que doubler d'ici 2040, et les pouvoirs publics se sont engagés à atteindre d'ici cette date un niveau de 40 % d'énergies renouvelables. L'investissement dans la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, principalement solaire et éolienne, dépasse désormais l'investissement dans la production fossile, et le gouvernement s'est engagé à l'accroître encore davantage. Il a par ailleurs mis en place un programme de biocarburants et instauré des normes techniques révisées pour les centrales et véhicules thermiques, et subventionne le raccordement au gaz pour les pauvres.

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Poursuivre l'amélioration des politiques macroéconomiques et de la gouvernance	
Il existe une marge d'accroissement des recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qui permettrait de financer des investissements cruciaux dans les infrastructures ainsi qu'un relèvement des dépenses publiques dans la santé et l'éducation ainsi que de respecter l'objectif de ratio dette publique/PIB..	Augmenter les recettes fiscales en supprimant les dépenses fiscales qui profitent le plus aux riches, en gelant les tranches d'imposition sur le revenu des personnes physiques et en améliorant la discipline fiscale.
Le déficit de l'administration a diminué par rapport au PIB. Divers programmes de dépenses publiques sont en partie financés par des ressources extrabudgétaires. Les éléments de passif éventuel suivent une pente préoccupante.	Améliorer la transparence concernant les opérations extrabudgétaires et les passifs éventuels, par exemple en créant un conseil budgétaire indépendant.
Le ciblage de l'inflation, associé à la baisse des prix du pétrole et à la libéralisation partielle des marchés agroalimentaires, a fait reculer l'inflation, qui est désormais inférieure à l'objectif. La transmission de la politique monétaire reste insuffisante.	La politique monétaire devrait rester accommodante tant que l'inflation demeurera aisément près de sa cible. Réduire l'écart entre les taux administrés de la petite épargne et les taux du marché pour améliorer la transmission de la politique monétaire.
La corruption s'est atténuée, mais elle reste répandue. L'absence de législation complète en matière de passation des marchés publics, qui soit homogène à tous les niveaux de l'administration, est un sujet de préoccupation.	Harmoniser la législation des marchés publics dans l'ensemble de l'administration.
Stimuler l'investissement, la productivité et la croissance	
Les retards sont fréquents dans les procédures menées au titre du Code de la faillite et de l'insolvabilité.	Poursuivre la création de tribunaux et employer des professionnels plus nombreux et mieux formés dans les tribunaux commerciaux.
Les risques financiers, en particulier les créances douteuses et litigieuses des banques publiques, ont diminué mais demeurent élevés. Certaines sociétés financières non bancaires (SFNB), en partie financées par des banques, souffrent d'une asymétrie entre actifs et passifs.	Surveiller de près la qualité des actifs des SFNB.
Relever les défis sociaux	
La réglementation du travail est complexe et dissuade les entreprises de se développer et de créer des emplois de qualité. Peu d'emplois sont créés, et la plupart le sont dans le secteur non structuré/informel, c'est-à-dire sans contrat en bonne et due forme et sans couverture sociale. Les exportations à forte intensité de main-d'œuvre sont à la traîne.	Mettre en place une réglementation du travail plus simple et plus souple qui supprime les obstacles à la création d'emplois dans les entreprises.
L'état de santé de la population n'a pas connu une progression aussi rapide que la hausse moyenne des revenus. Les dépenses publiques de santé sont inférieures à 1½ pour cent du PIB. Le nombre de médecins et d'infirmières est faible par comparaison internationale, surtout en milieu rural.	Former davantage de médecins généralistes et de personnel infirmier.
Le nouveau dispositif d'aide au revenu des propriétaires exploitants va contribuer à réduire la pauvreté, mais laisse de côté les exploitants fermiers et les travailleurs agricoles. Il vient s'ajouter aux subventions aux engrais, qui ont un effet néfaste sur la qualité des sols et de l'eau et sur la santé.	Étendre la nouvelle aide au revenu des propriétaires exploitants aux exploitants fermiers et travailleurs agricoles, et réduire les subventions aux intrants dans le secteur agricole, notamment aux engrais..
Améliorer la participation à l'économie mondiale	
Les droits de douane frappent davantage les ménages à faibles revenus et pèsent sur la compétitivité des exportations. Même en l'absence d'accord commercial multilatéral, l'Inde tirerait profit d'un abaissement des droits de douane.	Tenter d'obtenir un accord commercial multilatéral ou, à défaut, réduire davantage les droits de douane.
Les exportations de produits manufacturés contiennent une forte proportion de services. Réduire les restrictions aux échanges de services favoriserait les exportations de produits manufacturés et la création d'emplois.	Continuer d'assouplir les restrictions aux échanges de services.
La qualité et la fiabilité des réseaux de transport et d'électricité se sont améliorées, mais les temps de trajet reste longs et les coupures de courant demeurent problématiques dans certaines régions, pesant sur la compétitivité du secteur manufacturier.	Investir davantage pour améliorer la fourniture d'électricité, les routes et les ports.

Améliorer les conditions de logement	
Les droits de propriété sont déficients, car les registres fonciers ne garantissent pas la propriété, ce qui freine l'offre de logements.	Continuer à clarifier les droits de propriété en ayant plus largement recours à un système unique d'identité et de géoréférencement pour les biens immobiliers, et en passant à un système de titres de propriété enregistrés (par opposition aux actes de vente) comme preuve primaire de propriété.
Le contrôle des loyers est toujours en place dans de nombreux États. Il freine le développement du marché locatif en abaissant la rentabilité des investissements et en décourageant les propriétaires d'entretenir leur bien.	Assouplir le contrôle des loyers en alignant la réglementation des États sur le projet de loi 2019 du gouvernement central sur le modèle de contrat de bail.
Très rigoureuses, les règles d'urbanisme limitent l'offre de logements abordables.	Assouplir l'indice de surface habitable pour permettre la construction d'immeubles plus élevés.
Il existe d'importantes pénuries de logement et l'urbanisation ne fera qu'accroître les tensions.	Accélérer l'achèvement du programme *Housing for All* dans les zones urbaines.
Promouvoir une croissance verte	
La majeure partie de la population indienne est exposée à des niveaux élevés de pollution de l'air extérieur et intérieur. La principale source de cette pollution est la consommation d'énergie des ménages	Déployer des foyers de cuisson efficaces auprès des ménages qui n'auront pas accès à l'électricité ou au gaz dans les 10 à 20 prochaines années.
La consommation d'énergie par habitant est faible et augmentera régulièrement	Continuer d'accroître la part des renouvelables dans la couverture des besoins en énergie.
La production d'électricité à partir de charbon contribue à la pollution de l'air et de l'eau et aux pénuries d'eau. La construction de nouvelles centrales au charbon risque de pérenniser un certain volume d'émissions.	Relever progressivement la taxe sur le charbon et utiliser les recettes fiscales supplémentaires pour financer des mesures de compensation en direction des ménages à faible revenu.

Principaux éclairages pour l'action publique

La croissance économique est forte, mais des défis demeurent sur le plan social et celui de la gouvernance

Les revenus convergent rapidement vers les niveaux observés dans d'autres économies de marché émergentes

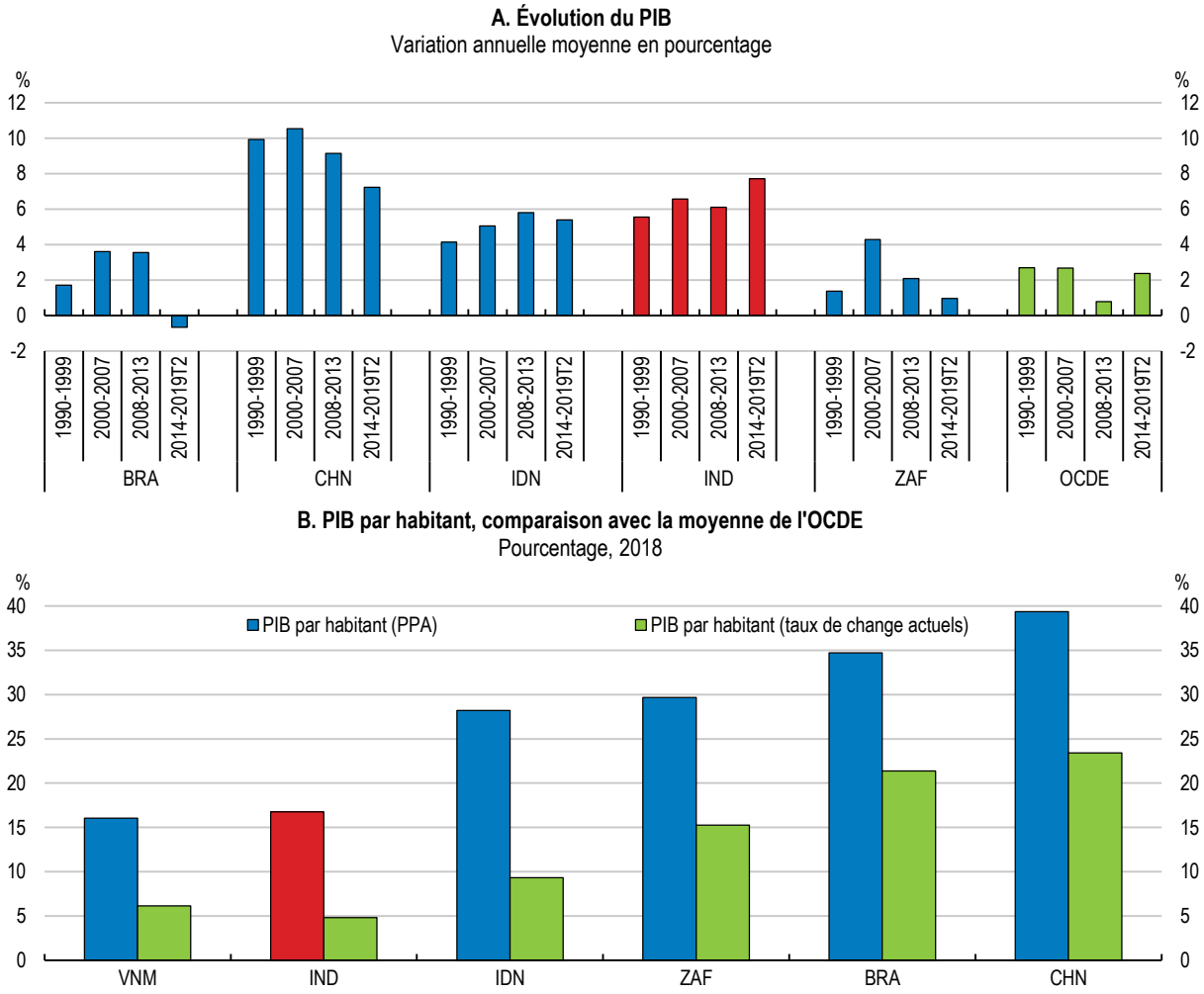
L'Inde est l'économie du G20 qui connaît la croissance la plus rapide depuis 2014 (graphique 1). Si le PIB par habitant à PPA se situait encore à 56 % de la moyenne de l'ensemble constitué par le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, la Chine et l'Afrique du Sud (et à 17 % de la moyenne de l'OCDE) en 2018, le rythme de convergence s'est accéléré. L'Inde est devenue un acteur clé de l'économie mondiale, avec des performances exceptionnelles à l'exportation dans certains secteurs, notamment les services informatiques et les produits pharmaceutiques (chapitre 1).

D'importantes réformes ont été menées depuis 2014 pour stimuler l'activité économique. Conjuguées au niveau modéré des prix du pétrole, elles ont soutenu la croissance de la production, freiné l'inflation et réduit les déficits budgétaire et courant. Les principales réformes lancées depuis la dernière Étude économique de l'Inde réalisée par l'OCDE (OECD, 2017[1]) sont notamment les suivantes.

- La taxe sur les produits et services (TPS, ou *Goods and Services Tax* – GST) a remplacé une myriade de taxes indirectes qui créaient des obstacles au commerce intérieur et pesaient sur la productivité. Même si la mise en œuvre de la TPS produit des perturbations à court terme, cette simplification devrait apporter des avantages significatifs à plus long terme.
- La structure de l'impôt sur les bénéfices des sociétés a été remaniée, avec l'adoption de taux réduits et sans aucune exonération ; pour les nouvelles entreprises du secteur manufacturier, un régime de faible imposition sera en place jusqu'en 2023.
- Le Code de la faillite et de l'insolvabilité, mis en œuvre en 2016, impose une reconnaissance et une résolution plus rapides des faillites et accélère la réallocation des ressources des activités en déclin vers des entreprises et secteurs plus prometteurs.
- Les créances douteuses ou litigieuses (CDL) exprimées en pourcentage du total des actifs ont commencé à diminuer. Pour restaurer la santé du système bancaire, la Banque de réserve a pris des mesures obligeant les banques à reconnaître et résoudre rapidement les CDL, et l'État a pour sa part procédé à la recapitalisation des banques publiques.
- Des réformes dans le secteur immobilier ont permis d'améliorer la transparence et la gouvernance dans le sens d'une meilleure protection des acquéreurs de logements.
- Les infrastructures s'améliorent : la construction de chemins de fer, de grands axes routiers et de routes rurales s'accélère, de même que la création de capacités de production d'électricité, et la modernisation des ports se poursuit.

- Grâce à la réforme des subventions en cours, qui consiste à remplacer les subventions sur les prix par des transferts monétaires directement versés sur le compte bancaire des ménages à l'aide d'un numéro unique d'identification, l'aide aux ménages va devenir plus équitable et efficiente. Cette réforme favorise en outre l'inclusion financière, réduit les distorsions du marché et permet d'économiser des fonds publics.
- Afin d'encourager les réformes et le partage des bonnes pratiques entre les États, les politiques et les résultats au niveau des États font l'objet d'évaluations plus systématiques, en particulier pour ce qui concerne l'environnement des affaires, la réglementation du travail, la santé, la gestion de l'eau et l'éducation. Ce fédéralisme concurrentiel a contribué à promouvoir des réformes structurelles dans plusieurs États.
- Le gouvernement encourage la transformation numérique pour appuyer la transition vers une économie moins informelle et réduire les possibilités de corruption. Afin de favoriser le passage aux paiements numériques, le gouvernement a mis en place des incitations et finance les infrastructures sous-jacentes. Par ailleurs, de plus en plus de formalités administratives peuvent être accomplies en ligne.

Graphique 1. La croissance du PIB est régulière, mais le revenu par habitant reste modeste



Note : Dans la partie B, la différence relative est mesurée par rapport à la moyenne de l'OCDE non pondérée.
Source : OCDE, base de données analytique.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047064

Les réformes structurelles ont pour effet de stimuler la productivité, l'investissement et les revenus, mais à court terme, elles peuvent avoir des coûts économiques et politiques. L'investissement total augmente rapidement depuis la fin 2017 et le ratio investissement/PIB se redresse. Les vastes projets du secteur public et les investissements dans l'immobilier menés dans le cadre de l'initiative « logement pour tous » (*Housing for All*) (chapitre 2) ont joué un rôle moteur à cet égard. En revanche, l'investissement des entreprises privées progresse plus lentement, en raison de tensions sur les bilans qui s'ajoutent aux difficultés rencontrées pour acquérir des terrains et observer des procédures et règles administratives encore relativement complexes. Cela étant, les réformes structurelles passées n'ont pas encore fait sentir pleinement leur effet.

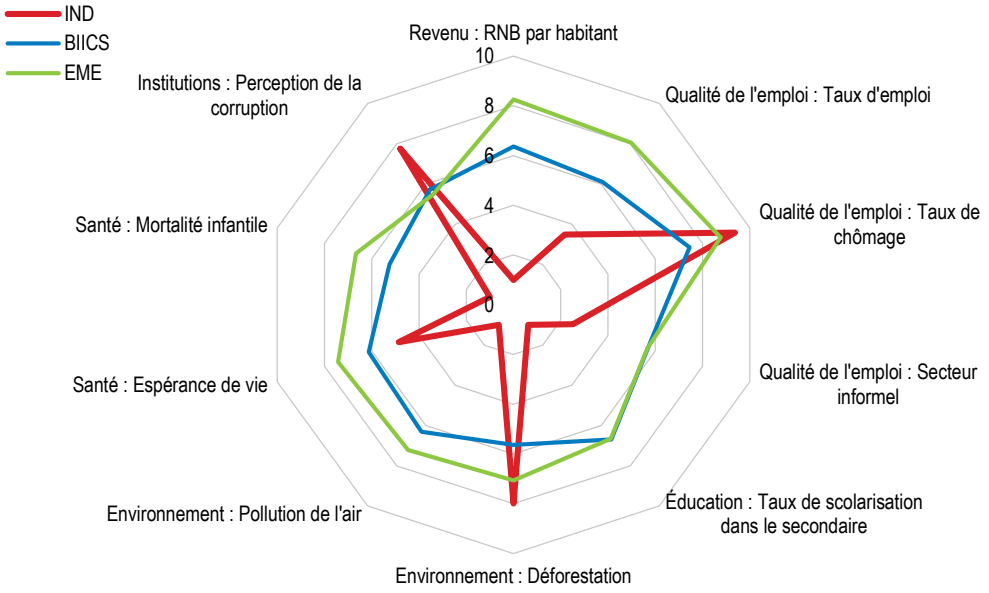
Relever les défis sociaux et accroître le bien-être

Bien que le revenu soit une composante essentielle du bien-être de la population, d'autres dimensions doivent aussi être prises en compte (graphique 2). Répondre aux aspirations

d'une population en croissance rapide sur le marché du travail est un véritable défi. Le taux d'emploi a baissé et, dans la population active, on observe des écarts persistants entre les secteurs formel et informel sur le plan des conditions de travail et des salaires. Les inégalités hommes-femmes sont elles aussi marquées, avec un faible taux d'activité des femmes et, pour les femmes qui sont présentes sur le marché du travail, un taux de chômage élevé (OCDE, 2014[2]).

Graphique 2. Améliorer le bien-être reste difficile

Résultats normalisés de 1 (le moins bon) à 10 (le meilleur)



Note : L'agrégat BIICS correspond à la moyenne simple des valeurs calculées pour le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, la Chine et l'Afrique du Sud. Les indicateurs varient sur une échelle de 1 à 10, 1 correspondant au plus mauvais score parmi les pays BIICS, 10 correspondant au meilleur score. L'agrégat EME correspond à la moyenne simple des valeurs calculées pour les pays BIICS, auxquels ont été ajoutés la Malaisie, la Thaïlande et le Viet Nam.

Source : Base de données analytique de l'OCDE ; OIT ; Indice de perception de la corruption de Transparency International ; Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; et Organisation mondiale de la santé. Les données sur l'emploi en Inde sont extraites de l'enquête périodique du MoSPI sur la main-d'œuvre (MOSPI *Periodic Labour Force Survey*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047083

Bien que des millions de personnes soient sorties de la pauvreté au cours des dernières décennies, les inégalités et la pauvreté restent un problème, et pèsent sur le bien-être. Les dernières données officielles sur la pauvreté datent de l'enquête auprès des ménages de 2011-12. D'autres sources, quoique partielles, laissent penser que les inégalités de revenus et de richesse ne manifestent aucune tendance claire à la baisse à partir de leur niveau relativement élevé (graphique 2). Selon des estimations de l'OCDE, il avait fallu environ sept générations aux enfants d'une famille à faible revenu pour atteindre, à a fin des années 2000, un niveau de revenu moyen (OECD, 2018[3]), la mobilité sociale étant plus élevée en Inde que dans de nombreuses économies de marché émergentes (EME), mais toujours inférieure à celle de la plupart des pays de l'OCDE (graphique 3, partie E).La richesse est fortement concentrée : les 1 % d'Indiens les plus riches détiennent plus de la

moitié de la richesse de l'Inde. Même si la hausse des inégalités peut faire partie intégrante du processus de développement lui-même (Kuznets, 1955[4] ; Bourguignon, 2015[5]), l'absence d'impôt sur les successions ainsi que le faible niveau des impôts fonciers périodiques et de l'impôt sur le revenu ont tendance à perpétuer les inégalités (OECD, 2017[1]).

Malgré d'importantes réformes des programmes sociaux et en dépit des transferts considérables de l'administration centrale vers les États, les disparités spatiales de revenus et d'accès aux services publics sont amples. On observe un accroissement de la dispersion de la production par habitant entre les États (OECD, 2017[1]), les États côtiers étant mieux placés pour attirer l'investissement et participer aux chaînes de valeurs mondiales. Par exemple, le revenu moyen par habitant au Bihar, l'un des États les plus pauvres, est près de neuf fois plus faible que celui des résidents de Delhi (graphique 3). La profonde fracture entre villes et campagnes sur le plan des revenus aggrave encore les inégalités spatiales, l'accès aux services publics tels que la santé étant plus difficile pour les habitants des zones rurales.

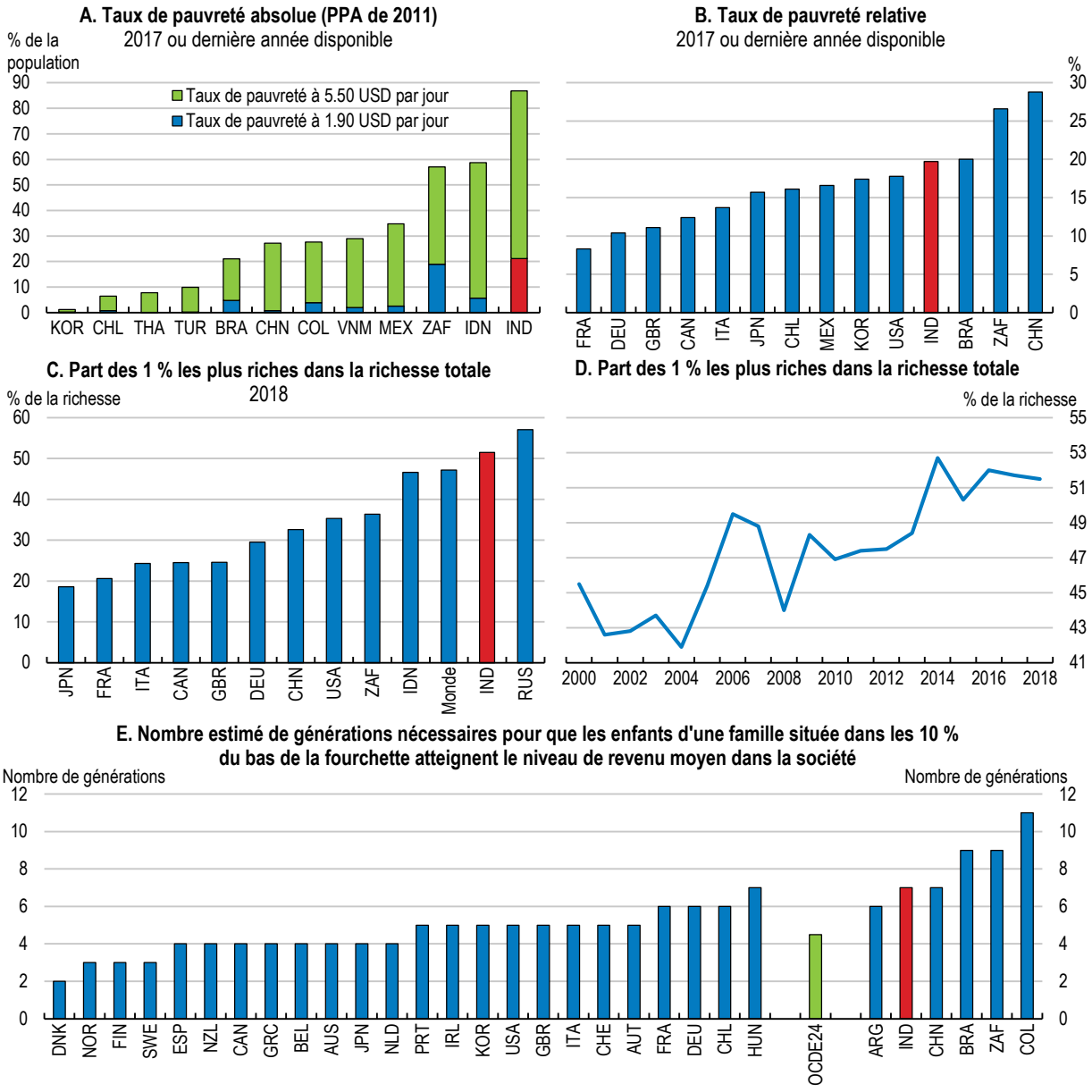
En vue de relever ces défis sociaux urgents, l'administration centrale et plusieurs États ont annoncé des réformes, notamment :

- L'initiative *Housing for All*, lancée en 2015, subventionne l'accès des ménages pauvres à un logement en dur, raccordé au gaz, à l'eau et à l'électricité, et équipé de toilettes (chapitre 2).
- Le réseau électrique est arrivé dans chaque village en 2018, et un demi-milliard de personnes ont obtenu un accès à l'électricité depuis 2000 (International Energy Agency, 2017[6]). La généralisation de l'accès à l'électricité réduit le temps passé, essentiellement par les femmes, à ramasser du combustible (bois ou bouses de vache). Des foyers de cuisson améliorés réduisent le recours aux combustibles solides, qui présentent, pour les individus, un risque majeur d'obstruction pulmonaire chronique.
- Dans le cadre de l'initiative *Clean India*, plus de 100 millions de latrines ont été installées depuis octobre 2014 dans le but d'éliminer la défécation en plein air et de réduire la prévalence des maladies entériques, particulièrement pernicieuses pour les jeunes enfants.
- Un mécanisme de soutien aux revenus des petits paysans a été instauré en février 2019, et élargi à l'ensemble des agriculteurs en mai 2019. Un régime de retraite pour les agricultures a été mis en place en août 2019. Plusieurs États mettent à l'essai des systèmes simples de soutien aux revenus des agriculteurs, et plusieurs États ont annulé la dette des paysans.
- La politique nationale de santé, annoncée en 2017, vise à doubler les dépenses publiques de santé pour les porter à 2.5 % du PIB. En avril 2018, le gouvernement a lancé un régime d'assurance pour les soins hospitaliers, destiné à couvrir 100 millions de familles pauvres et vulnérables (soit quelque 500 millions de personnes) et annoncé la création de 150 000 centres de bien-être et de soins de santé primaires sur une période de cinq ans.
- Un nouveau régime d'assurance-retraite est mis en place pour les travailleurs du secteur informel.

Sur la base de ce qui précède, les principaux messages de la présente Étude sont les suivants :

- Pour alimenter une croissance forte et soutenue, il est indispensable de relancer l'investissement privé et de pousser les investissements dans les infrastructures. Pour ce faire, il faudra moderniser les procédures administratives et la réglementation des marchés de produits, et améliorer l'accès aux financement en respectant l'objectif de dette publique et en réduisant le volume des créances douteuses et litigieuses.
- Pour réduire les inégalités, il faudra encourager la création d'emplois de qualité grâce à la modernisation de la réglementation du travail. Il sera en outre nécessaire de mettre en œuvre un programme d'action pour le bien-être social, qui devrait être financé par la perception de recettes fiscales supplémentaires et la révision des programmes d'aide existants.
- Pour que les exportations puissent s'affirmer comme un nouveau moteur de croissance, il faudrait continuer d'améliorer les infrastructures et de libéraliser le commerce extérieur et l'investissement transnational.

Graphique 3. Les inégalités sont marquées



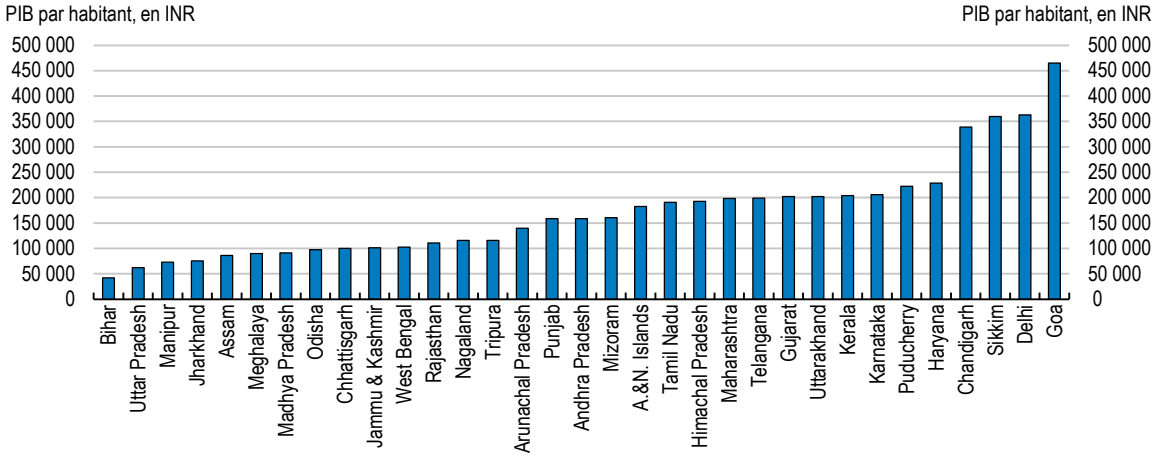
Note : Dans les parties A et B, les données pour l'Inde se rapportent à l'année 2011. La partie B montre les taux de pauvreté relatifs (revenus inférieurs à 50 % du revenu moyen) après prélèvements et transferts. Dans les parties C et D, la richesse désigne les actifs financiers des individus à leur valeur de marché, plus les actifs non financiers (essentiellement le logement et les terres), moins les dettes. Pour la partie E, voir OCDE (2018) *A Broken Social Elevator? How to Promote Social Mobility*.

Source : Base de données OCDE sur la distribution des revenus et la pauvreté ; OCDE (2018) *A Broken Social Elevator? How to Promote Social Mobility ;* Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde ; Credit Suisse.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047102

Graphique 4. Le revenu par habitant varie considérablement d'un État à l'autre

PIB par habitant, 2017-18



Note : Les chiffres de population de 2017 ont été utilisés pour les États et territoires de l'Union suivants : Îles Andaman-et-Nicobar, Assam, Chandigarh, Goa, Gujarat, Haryana, Jammu-et-Cachemire, Kerala et Nagaland.
Source : Calculs de l'OCDE d'après les données du CEIC.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047121

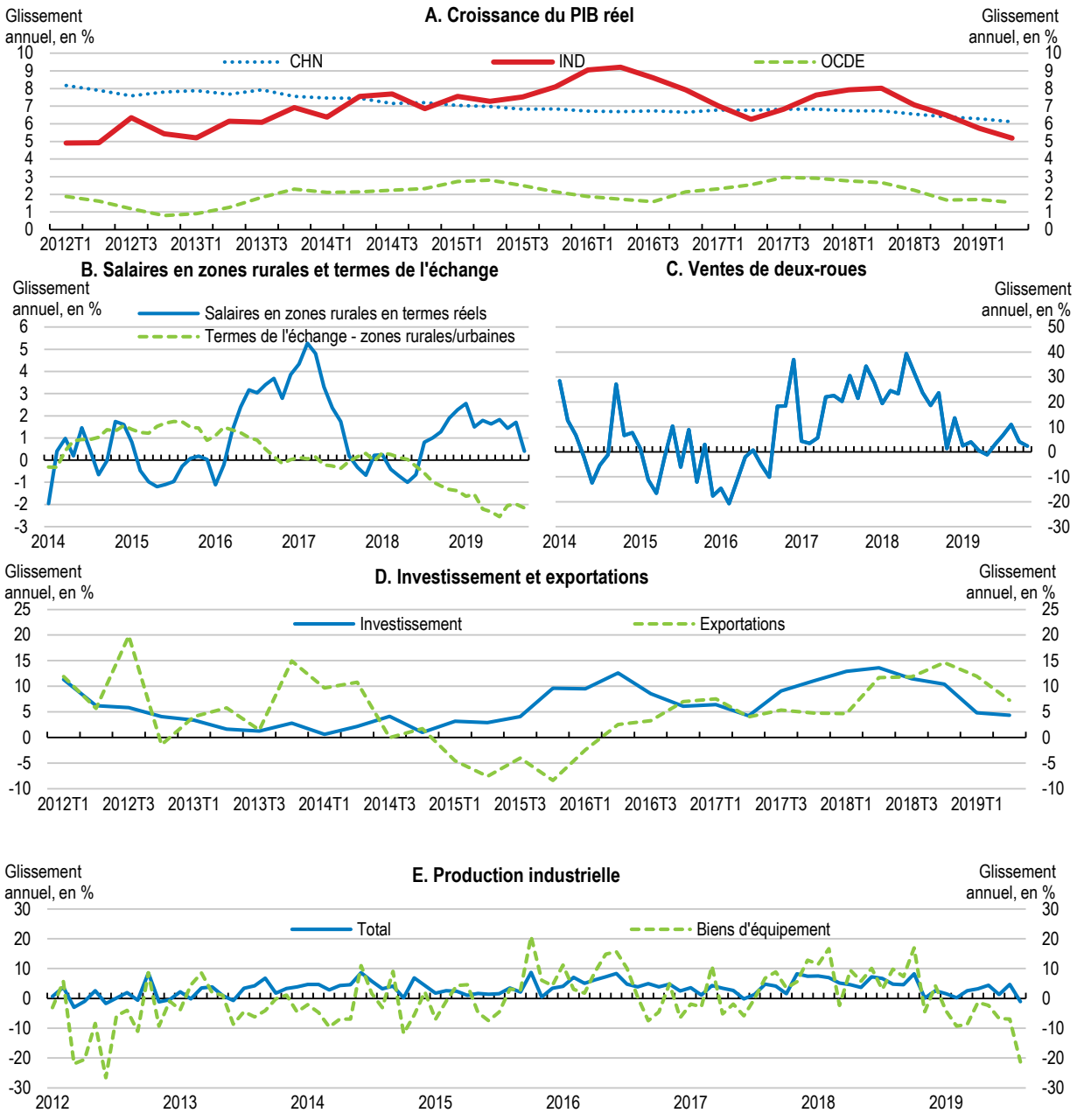
Malgré le ralentissement récent, l'Inde reste un champion de la croissance

Après avoir affiché un rythme rapide, la croissance enregistre un ralentissement depuis le début de 2018, sous l'effet de la forte décélération de la consommation publique. L'évolution de la réglementation des assurances et les problèmes de liquidités des sociétés financières non bancaires (SFNB) ont eu un impact sur les ventes de véhicules automobiles, tandis que l'arrêt d'activité d'une grande compagnie aérienne et la volatilité des prix des carburants ont mis à mal la confiance des consommateurs. Dans les campagnes, la consommation a en outre souffert de l'atonie des salaires dans les zones rurales et d'une détérioration des termes de l'échange entre zones urbaines et zones rurales, de bonnes récoltes ayant entraîné un ajustement à la baisse des prix des produits agricoles (graphique 5). L'incertitude liée aux élections législatives de 2019 et les tensions sur la liquidité pesant sur les SFNB depuis la fin de 2018 font reculer l'investissement des entreprises, en particulier dans le secteur de la construction. La production industrielle, en particulier de biens d'équipement, est en recul, de même que les importations correspondantes. Les exportations ont en revanche relativement bien résisté face au ralentissement de la croissance mondiale et les commandes à l'exportation restent stables. L'administration de la taxe sur les biens et services (TPS) continue de progresser, de sorte que les exportateurs en obtiennent plus rapidement le remboursement, tandis que les efforts d'amélioration des infrastructures, de la logistique et des procédures commerciales commencent à porter leurs fruits.

L'inflation recule depuis 2014, sous l'effet de la baisse des prix du pétrole, de la modération de la hausse des prix des produits alimentaires et de la mise en place en 2016 du cadre de ciblage flexible de l'inflation. La hausse des prix des produits alimentaires – qui représentent plus de la moitié du panier de consommation – s'atténue rapidement (graphique 6). Ce repli reflète un accroissement de l'offre dû à de bonnes moussons et de nouveaux programmes d'irrigation, ainsi qu'une modeste augmentation des prix de soutien

minimums. Les facteurs structurels jouent aussi un rôle : les agriculteurs se sont vu offrir un meilleur accès aux marchés de produits frais et s'appuient davantage sur les marchés numériques. Pour d'autres produits aussi, la concurrence s'est intensifiée grâce à la mise en œuvre de la TPS qui a contribué à unifier le marché indien, et aux mesures prises pour faciliter l'exercice des activités économiques et réduire les obstacles à l'entrée.

Graphique 5. Après avoir affiché un rythme rapide, la croissance ralentit

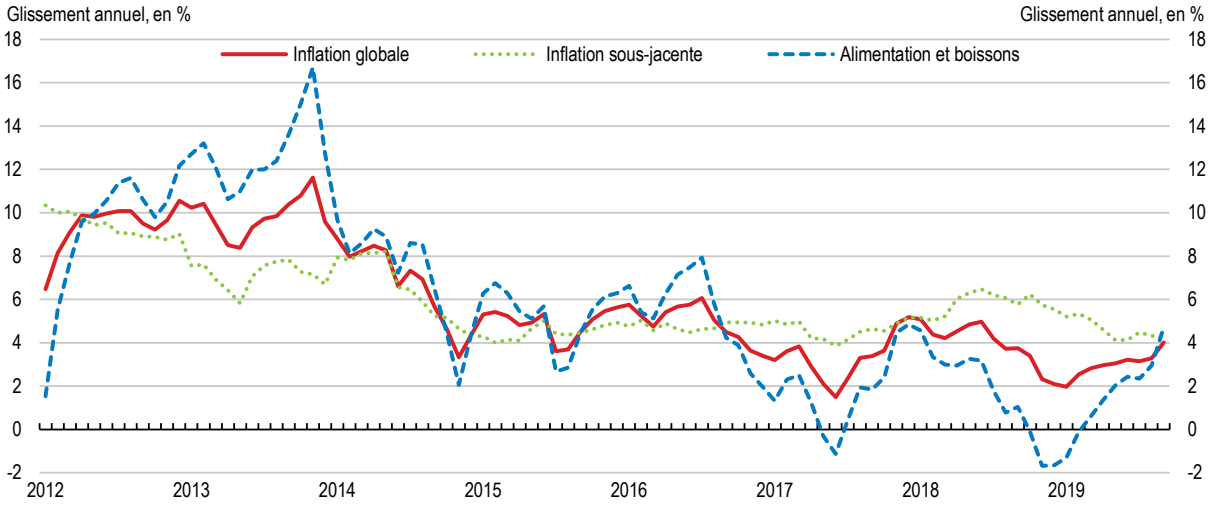


Note : Les termes de l'échange en zones rurales/zones urbaines mesurent la variation des prix à la consommation en zone rurale par rapport aux prix à la consommation en zone urbaine

Source : Labour Bureau Government of India ; Indian Automobile Manufacturers ; Central Statistics Office ; base de données analytique de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047140

Graphique 6. L'inflation globale se maintient au-dessous de l'objectif de 4 %

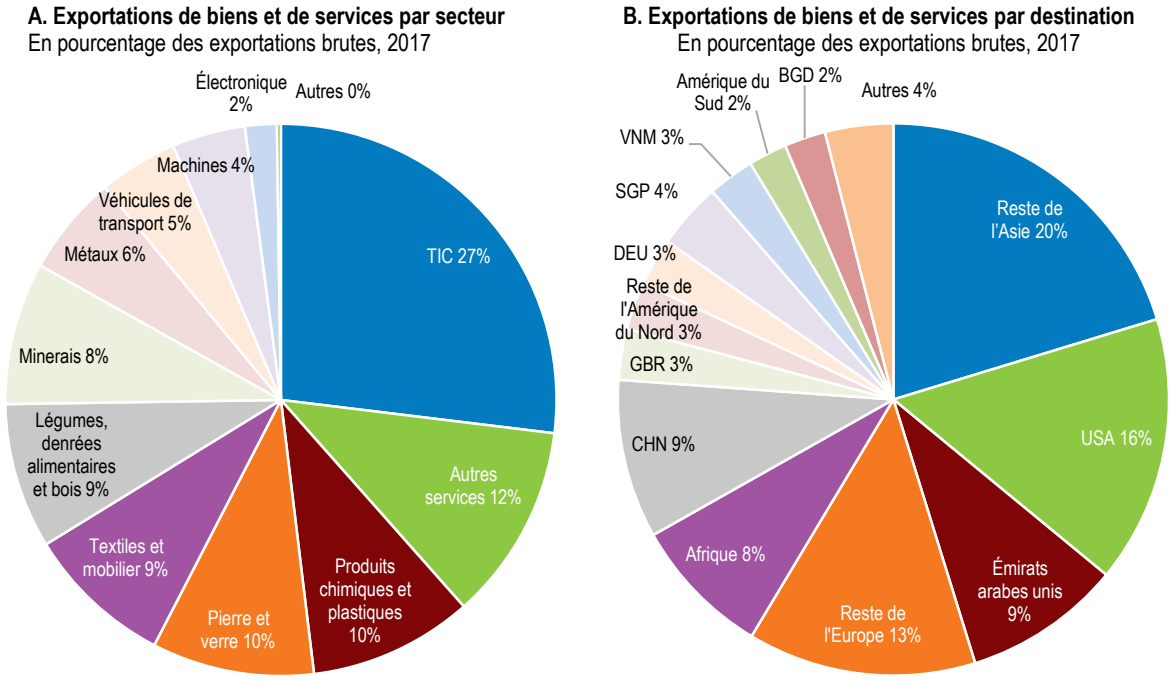


Note : L'inflation globale est mesurée par le taux de variation de l'indice des prix à la consommation. L'inflation sous-jacente exclut l'alimentation, les boissons et les combustibles.
Source : Bureau national de la statistique de l'Inde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047159

Le déficit des paiements courants fluctue en deçà de 2.5 % du PIB, soit un niveau bien inférieur à celui de 2012-13, malgré l'écart de croissance qui existe entre l'Inde et d'autres grandes économies. Le dynamisme des exportations s'explique en partie par la spécialisation de l'Inde dans des secteurs (en particulier de services) et des destinations à forte croissance (graphique 7). Le niveau modéré des prix du pétrole, dont le pays est importateur net, y contribue aussi, de même que les envois de fonds de l'étranger, qui sont les plus élevés au monde. Le niveau des réserves de change est suffisant, et peut couvrir plus de huit mois d'importations de biens et de services et quasiment quatre fois la dette extérieure à court terme. Globalement, l'Inde reste peu vulnérable sur le plan extérieur, grâce à une dette extérieure plus faible que celle de nombreuses autres économies de marché, et dont les échéances sont pour la plupart à long terme.

Graphique 7. L'Inde s'est spécialisée dans les marchés à forte croissance



Source : Atlas of Economic Complexity, Centre for International Development, Harvard University.

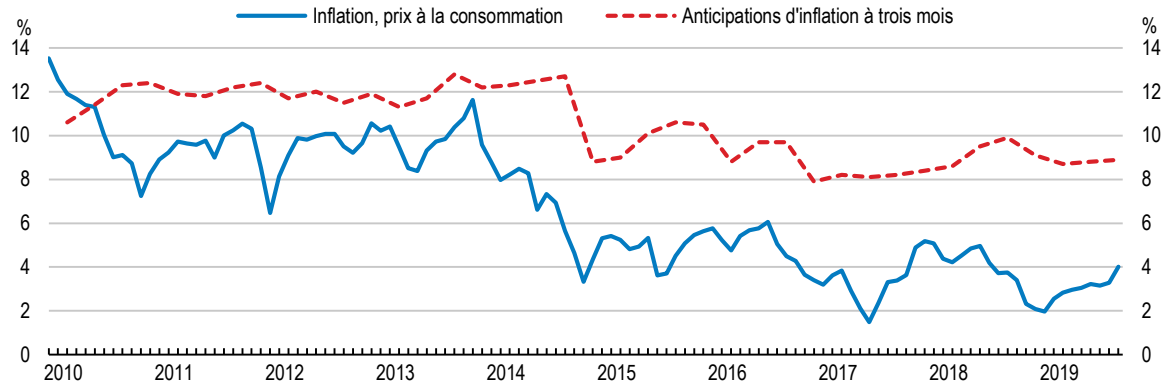
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047178

L'orientation et la composition des mesures en place peuvent encore être ajustées

Politique monétaire : des progrès restent à faire pour l'assouplir

Avec une inflation inférieure à l'objectif de 4 %depuis août 2018, la Banque de réserve de l'Inde (Reserve Bank of India – RBI) a réduit les taux de mise en pension et assoupli les contraintes de liquidités qui pesaient sur les banques (graphique 8).Le Comité de politique monétaire estime qu'une marge existe pour que la politique monétaire reste accommodante. Compte tenu des incertitudes qui entourent l'évolution des prix des produits alimentaires et de la rigidité des anticipations d'inflation, cet assouplissement devrait rester prudent.

Graphique 8. De nouvelles baisses des taux de prise en pension sont possibles



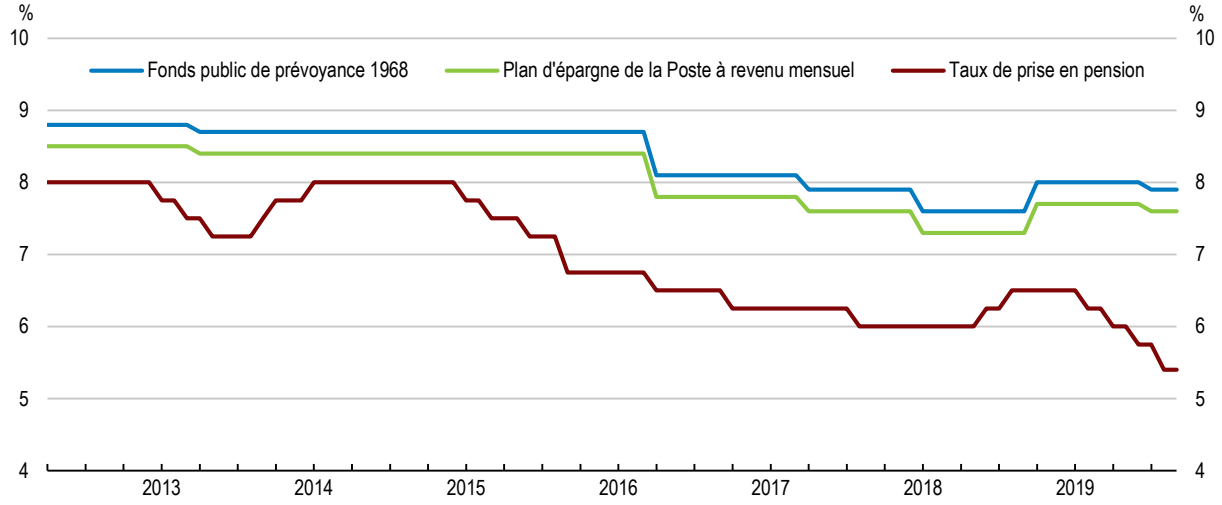
Source : Banque de réserve de l'Inde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047197

Les taux débiteurs ont tendance à ne s'ajuster qu'en partie, et avec retard, à la baisse des taux directeurs, malgré les mesures prises récemment pour accélérer la transmission. Depuis 2016, les banques doivent fixer leur taux débiteur de référence sur la base du coût marginal de financement, mais la transmission est restée lente. La forte proportion de créances douteuses ou litigieuses (voir ci-après) qui pèsent sur la rentabilité des banques, et le niveau élevé d'endettement du secteur public font pression sur les taux débiteurs et empêchent les réductions des taux directeurs de se transmettre intégralement. Les écarts de taux d'intérêt avec la petite épargne se sont également accrus (graphique 9).

Pour accélérer la transmission aux prêts individuels, prêts à la consommation et prêts aux petites et moyennes entreprises, la RBI a décidé en août 2019 de mettre en œuvre la recommandation formulée en 2017 par une groupe d'étude interne qui préconisait d'obliger les banques à lier tout nouveau prêt à taux variable à un taux de référence extérieur à compter d'octobre 2019 (RBI, 2017[2]). Trois taux de référence extérieurs sont proposés : le taux des prises en pension, le taux des bons du Trésor à trois mois et le taux des bons du Trésor à six mois. Pour améliorer encore la transmission de la politique monétaire et limiter les financements hors bilan, il conviendrait de réduire l'écart entre les taux administrés de la petite épargne et les taux du marché.

Graphique 9. La baisse récente des taux de prise en pension n'a pas été pleinement répercutée sur les taux de rémunération de la petite épargne



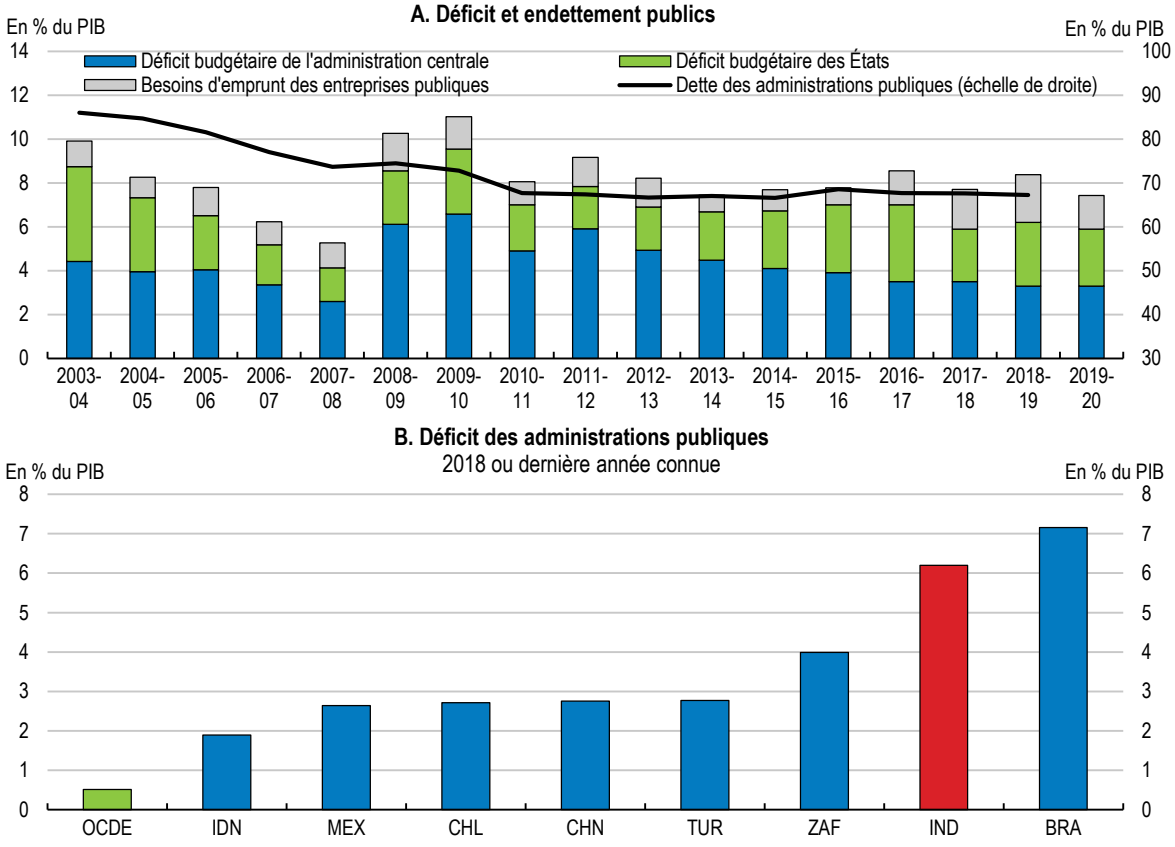
Note : La petite épargne se compose de dépôts administrés par l'État auprès des bureaux de poste et de fonds de prévoyance qui sont utilisés exclusivement pour financer la dette de l'État central et des États de l'Union indienne. Les taux d'intérêt appliqués à ces dépôts sont fixés par le gouvernement.
Source : Banque de réserve de l'Inde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047216

La marge de manœuvre budgétaire de l'Inde est faible

Le déficit du secteur public et le ratio dette/PIB de l'Inde sont élevés en comparaison de la plupart des autres économies émergentes. Des mesures d'assainissement budgétaire ont été prises au niveau de l'administration centrale et plus récemment, dans les États (graphique 10). De même, le budget central pour l'exercice 2019-20 traduit à juste titre le maintien d'un cap prudent, avec un objectif de déficit de 3.3 % du PIB, malgré le ralentissement économique et l'engagement de ramener le déficit à 3 % au cours de l'exercice 2020-21. Les déficits se sont cependant creusés au niveau des États (graphique 8). Le transfert d'un niveau record de dividendes de la Banque de réserve (représentant l'équivalent d'environ 0.9 % du PIB) aidera à compenser en partie le niveau moins élevé que prévu des recettes de la TPS et la baisse de l'impôt sur le revenu annoncée en septembre 2019. Cependant, certains projets d'infrastructures publiques et dispositifs de subventions sont en partie financés hors budget et les besoins d'emprunt des entreprises publiques ont augmenté.

Graphique 10. Les besoins d'emprunt du secteur public sont importants



Note : Le déficit budgétaire tient compte des recettes des privatisations. Les besoins d'emprunt des entreprises publiques correspondent aux emprunts bruts sur le marché (total des ressources moins ressources internes) des entreprises publiques détenues par l'administration centrale. Ils comprennent les besoins d'emprunt liés à des projets d'investissement mais excluent les emprunts effectués par des entreprises détenues par des États ou des collectivités locales. Les données relatives à l'Inde correspondent à des estimations révisées établies par la Banque de réserve de l'Inde pour l'exercice 2018-19 et à des estimations budgétaires pour 2019-20. .
Source : Banque de réserve de l'Inde ; Union Budget Expenditure Profile (Resources of Public Enterprises) ; OCDE, Base de données du Panorama des administrations publiques.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047235

La croissance devrait se redresser après un ralentissement temporaire

À terme, la croissance devrait s'accélérer repartir (tableau 1). L'investissement privé repartira à la hausse à mesure que l'utilisation des capacités progressera. Le récent assouplissement de la politique monétaire, combiné à l'orthodoxie budgétaire, permettra d'abaisser le coût de l'emprunt pour les entreprises. Le règlement en cours de la question des actifs compromis des entreprises non financières au titre du Code de la faillite et de l'insolvabilité devrait débloquer des ressources au profit de nouveaux projets d'investissement. Les réformes visant à rendre plus facile l'exercice des affaires, notamment les mesures récentes de libéralisation de l'IDE et les efforts déployés pour améliorer le fonctionnement de la justice et l'exécution des contrats, seront également utiles. Les exportations souffriront peu du retrait des droits préférentiels accordés par les États-Unis aux pays à faible revenu, car les produits visés représentent une faible part du panier d'exportation de l'Inde. La consommation en milieu rural se redressera à mesure que le nouveau dispositif d'aide au revenu des agriculteurs sera pleinement mis en œuvre.

Tableau 1. La croissance de l'Inde devrait repartir progressivement à la hausse

Inde	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	En prix courants (milliers de milliards INR)	Variation annuelle en pourcentage, volume (prix de 2011/2012)				
PIB aux prix du marché	153.6	7.2	6.8	5.8	6.2	6.4
Consommation privée	91.2	7.4	8.1	5.9	6.0	6.5
Consommation publique	15.8	15.0	9.2	7.1	6.0	6.5
Formation brute de capital fixe	43.4	9.3	10.0	4.9	6.6	6.8
Demande intérieure finale	150.3	8.8	8.8	5.7	6.2	6.6
Variation des stocks[1,2]	6.0	0.2	0.1	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	156.3	9.9	7.7	5.0	6.1	6.5
Exportations de biens et de services	29.5	4.7	12.5	5.0	4.4	4.9
Importations de biens et de services	32.2	17.6	15.4	2.2	4.4	5.6
Exportations nettes[1]	-2.7	-2.8	-1.1	0.5	-0.2	-0.4
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	3.8	4.1	3.1	3.7	3.8
Indice des prix à la consommation	_	3.6	3.4	3.5	3.9	4.2
Indice des prix de gros[3]	_	2.9	4.3	1.5	3.0	3.7
Solde financier des administrations publiques[4] (en % du PIB)	_	-5.8	-6.2	-6.2	-6.3	-6.1
Solde des paiements courants (en % du PIB)	_	-1.9	-2.1	-1.7	-1.8	-2.0

Note : Les données correspondent à des exercices budgétaires commençant en avril.
1. Contribution aux variations du PIB réel.
2. Les données de 2016 tiennent compte du niveau de la constitution des stocks, des écarts statistiques et des objets de valeur. Les contributions aux variations du PIB réel ne concernent que la constitution des stocks.
3. Indice des prix de gros, ensemble des produits de base.
4. Solde budgétaire brut des administrations centrales et locales.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

Certains risques pèsent sur les perspectives (tableau 2). Bien que les prix du pétrole se soient repliés, ils restent volatils et constituent un risque pour l'inflation, les paiements courants et les finances publiques – l'Inde importe en effet la plus grande partie de son pétrole. Une inflation plus élevée réduirait le pouvoir d'achat des ménage. Une forte aggravation des déficits du budget et des paiements courants entraînerait une dégradation de la confiance qui se manifesterait par d'importantes sorties de capitaux, des pressions sur la roupie et des tensions accrues sur l'inflation. La hausse des prix du pétrole se traduirait également par une contraction des marges bénéficiaires et pèserait sur l'investissement. Les tensions commerciales affectent la confiance des entreprises, même si l'Inde s'est davantage spécialisée dans les échanges de services que de marchandises et si, à ce jour,

elle a pu s'emparer de certains marchés de biens perdus par la Chine à la suite de la hausse des droits d'importation appliquée par les États-Unis (chapitre 1). La confortable majorité acquise par le parti au pouvoir à la suite des récentes élections législatives facilite l'adoption et la mise en œuvre de réformes, comme on le voit avec la récente libéralisation de l'IDE, ce qui constitue un risque positif pour les perspectives.

Tableau 2. Événements susceptibles de modifier les perspectives

Risques positifs et négatif	Conséquences possibles
Hausse des prix du pétrole	La hausse des prix du pétrole ferait pression sur l'inflation, les paiements courants et les finances publiques
Aggravation des tensions commerciales	La montée des tensions commerciales entamerait la confiance des entreprises et à l'investissement
La vaste majorité dont dispose le parti au pouvoir facilite l'adoption et la mise en œuvre de réformes structurelles	Les réformes amélioreraient l'environnement des entreprises, et stimuleraient l'investissement, la productivité et la croissance
Événements peu probables	
Défaillance d'établissements financiers non bancaires se propageant aux banques et fonds communs de placement	Une contraction du crédit dans les établissements financiers non bancaires se répercuterait sur la croissance, et en particulier sur le secteur immobilier, dans la mesure où ce sont ces établissements qui financent en grande partie les investissements locatifs
Dans le secteur bancaire, les créances douteuses et litigieuses ont diminué, mais restent importantes.	Un regain de tensions financières empêcherait la diffusion du crédit dans l'économie.
Exacerbation des tensions géopolitiques	Les tensions géopolitiques accentuent l'incertitude et pèsent ainsi sur l'investissement et la consommation. Elles peuvent aussi déclencher des dépenses militaires supplémentaires et se répercuter sur les finances publiques.

Améliorer la gouvernance

Finances publiques : créer une marge de manœuvre pour répondre aux besoins en infrastructures sociales et matérielles

Maîtriser la dette publique pour soutenir l'investissement et assurer l'équité intergénérationnelle

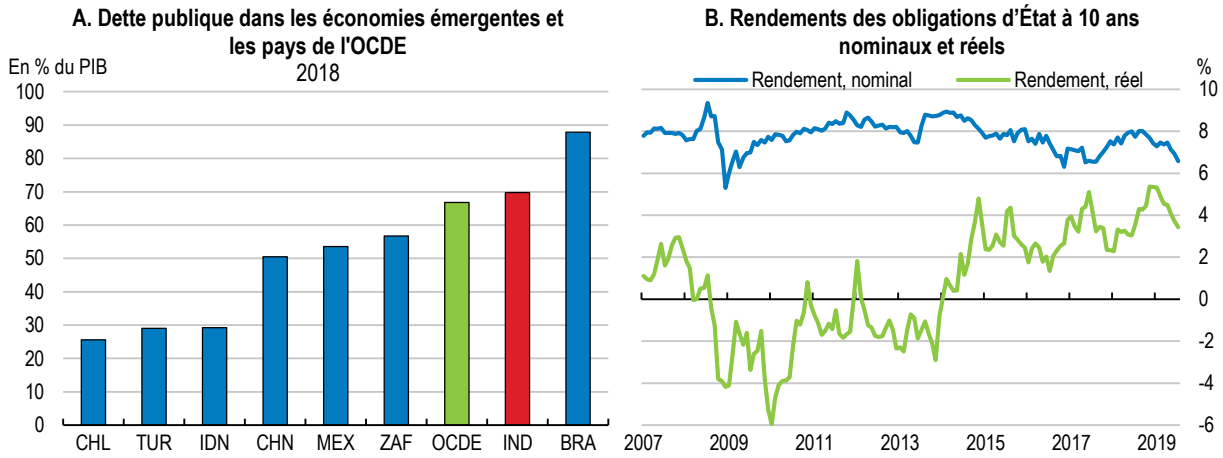
La dette combinée de l'administration centrale et des États atteignait près de 67 % du PIB lors de l'exercice 20118-19, soit un niveau supérieur à celui enregistré dans la plupart des EME. Les risques de financement ont jusqu'à présent été limités, car : i) la dette publique est en grande partie libellée en roupies, ce qui réduit les facteurs de vulnérabilité externes ; ii) l'échéance de la dette publique est relativement longue (plus de 8 ans en moyenne), d'où des risques de refinancement plus faibles ; et iii) l'Inde dispose d'un important potentiel de recettes dans la mesure où l'État pourrait vendre des actifs provenant des nombreuses banques et entreprises qu'il possède. Cependant, les charges d'intérêts représentent une part élevée du PIB, même si les obligations d'État s'échangent sur un marché captif, car les banques sont tenues de détenir des titres d'État. La note de la dette souveraine indienne a bien été relevée par une agence de notation en novembre 2017, mais pour les autres, elle reste la plus basse de la catégorie « investissement » avec une perspective stable, ce qui reflète les risques liés aux finances publiques, du moins tels que les agences de notation les évaluent.

Afin de favoriser la viabilité des finances publiques, les autorités ont accepté la recommandation du Comité d'examen de la responsabilité budgétaire et la gestion du budget consistant à faire du ratio dette publique/PIB le principal objectif budgétaire. La dette combinée de l'administration centrale et des États doit ainsi diminuer pour passer à 60 % (soit 40 % pour la dette de l'administration centrale et 20 % pour celle des États) lors de l'exercice 2024-25. Il n'est pas facile de définir le niveau au-delà duquel la dette publique exerce un effet de freinage sur la croissance (Reinhart and Rogoff, 2010[8] ; Égert, 2012[9]). Toutefois, le niveau recommandé par le Comité d'examen de la responsabilité budgétaire et la gestion du budget est proche de l'objectif d'endettement prudent tel que défini par (Fall et al., 2015[10]), en tenant compte des différents liens existant entre la dette publique et l'activité économique, les estimations relatives à l'Inde étant présentée dans (Joumard et al., n.d.[11]). Dans ces conditions, le déficit combiné de l'administration centrale et des États deviendrait alors l'objectif opérationnel : déficit de 3 % du PIB pour l'administration centrale à la fin de l'exercice 2020-21 tandis que la règle des 3 % continue de s'appliquer pour les États.

Les besoins d'emprunt des entreprises publiques ont augmenté. En ce qui concerne les entreprises sous contrôle du gouvernement central, les besoins d'emprunt tels qu'estimés par l'OCDE sont passés de 1 % du PIB lors de l'exercice 2014-15 à 2.2 % en 2018-19, hors excédent des sociétés financières. Une part considérable des subventions alimentaires sont reportées à l'exercice budgétaire suivant sous la forme de paiements différés à la *Food Corporation of India* (Government of India, 2019[12]), qui a dû emprunter l'équivalent d'environ 0.9 % du PIB au cours de l'exercice 2018-19. Parmi les autres programmes de dépenses publiques en partie financés hors budget figurent : les subventions aux engrais, le dispositif en matière d'irrigation, les projets concernant les réseaux ferroviaire et électrique et la recapitalisation de banques publiques. Certaines entreprises publiques contrôlées par les États accumulent elles aussi des pertes, en particulier les Conseils de l'électricité de certains États. Les engagements implicites des banques et des entreprises publiques sont comptabilisés dans la dette de l'administration centrale et des États. Les emprunts du secteur public représentaient au total quelque 8 % du PIB lors de l'exercice 2018-19, selon des estimations de l'OCDE, qui sont conformes à d'autres estimations (HSBC, 2019[13]).

Le recours régulier du secteur public au crédit a poussé la dette publique à la hausse, ce qui a accru les tensions sur les marchés financiers. La loi sur la responsabilité budgétaire et la gestion du budget (FRBMA, *Fiscal Responsibility and Budget Management Act*) a permis de maîtriser les garanties explicites accordées par l'administration centrale — la loi limite les nouvelles garanties d'emprunt à 0.5 % du PIB. Cependant, au cours des trois années entre les exercices 2014-15 et 2016-17, les nouveaux engagements ont atteint respectivement 4.1 %, 4.7 % et 3.2 % du PIB (Government of India, 2019[12]), contre 2.2 % du PIB au cours de l'exercice 2017-18 (Government of India, 2019[14]).Sachant que l'épargne financière brute des ménages est estimée à 11 % du PIB, le niveau important des emprunts du secteur public risque potentiellement d'entraîner des tensions sur les coûts d'emprunt des petites entreprises et ralentit la transmission de la politique monétaire (graphique 11). L'instauration d'un conseil budgétaire permettrait de suivre les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs budgétaires et favoriser la transparence sur le coût des programmes publics exécutés hors budget et les passifs éventuels liés banques et aux entreprises publiques.

Graphique 11. Dette publique et rendements des obligations d'État



Note : Le rendement réel est calculé en fonction de la variation des prix à la consommation en glissement annuel.
Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2019 ; calculs de l'OCDE à partir de données communiquées par CEIC.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047254

L'analyse de la viabilité de la dette met en évidence des évolutions et des risques futurs éventuels (encadré 1). Dans le scénario fondé sur l'hypothèse de politiques inchangées (*scénario de référence*), le ratio dette/PIB diminue progressivement tant que la croissance est dynamique. En revanche, lorsque la croissance ralentit, le ratio dette/PIB repart à la hausse. Un *programme accéléré de réformes* générerait une croissance plus vigoureuse et aboutirait par conséquent à un ratio dette/PIB plus faible (graphique 12). À l'inverse, en cas de gonflement de la dette publique en raison de la recapitalisation des banques publiques et de l'absorption par l'État des pertes des entreprises publiques (*scénario de reprise de dette*), le ratio dette/PIB augmenterait de façon régulière. La mise en œuvre d'un *programme axé sur le bien-être social et la réduction de l'économie informelle* constitue le scénario le plus prometteur à long terme. Une augmentation progressive des dépenses dans la santé et l'éducation permettrait d'améliorer le bien-être et de relever le PIB par habitant. Elle entraînerait dans un premier temps une hausse du ratio dette/PIB, mais les gains de productivité et les avantages résultant de la réduction de l'économie informelle ramèneraient progressivement le ratio dette/PIB sur une trajectoire descendante.

Encadré 1. Analyse de la viabilité de la dette

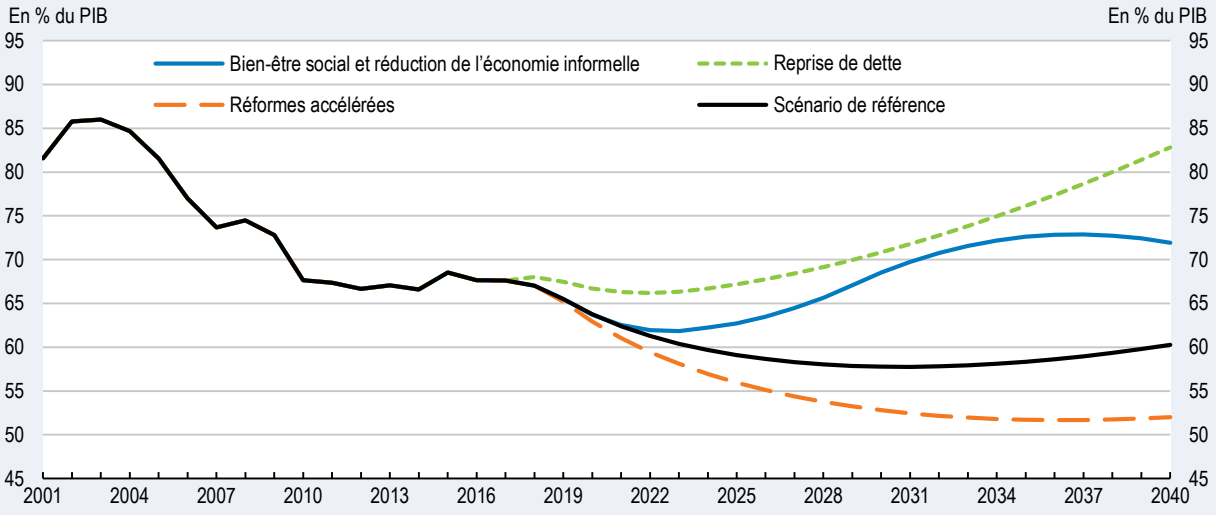
La dette combinée de l'administration centrale et des États est passée de 86 % du PIB lors de l'exercice 2003-04 à 67 % lors de l'exercice 20118-19 (graphique 12), malgré un déficit budgétaire relativement élevé. Dans une optique prospective, la viabilité de la dette indienne, étudiée à l'aide du ratio dette publique combinée/PIB, peut être évaluée à partir d'hypothèses stylisées concernant : la croissance économique, l'inflation, les coûts de financement et la politique budgétaire (dont le niveau et la composition du déficit primaire). Les différents scénarios étudiés sont présentés ci-après.

- Dans le **scénario de référence**, on suppose que le ratio déficit primaire/PIB est égal à 1.7 % du PIB (ce qui correspond à son niveau en 2017-18) ; l'inflation à 4 %

(l'objectif de hausse des prix à la consommation) ; le taux d'intérêt réel à long terme à 2.1 % (son niveau moyen au cours des cinq années précédant l'exercice 2017-18) et le taux de croissance à son niveau calculé par l'OCDE dans ses prévisions pour les exercices 2019-20 et 2020-21 et dans son scénario à long terme pour la période courant jusqu'à 2040 (Guillemette and Turner, 2018[15]). Le ratio dette/PIB passe sous la barre des 60 % d'ici à 2025 et tend à augmenter à la fin de la période de projection parallèlement au ralentissement de la croissance.

- Dans le **scénario de mise en œuvre d'un programme accéléré de réformes**, les autorités engagent des réformes ambitieuses de la réglementation des marchés de produits et du travail quasiment sans incidence sur les finances publiques. Ces réformes font augmenter le taux de croissance du PIB d'un point de pourcentage. Le ratio dette/PIB diminue rapidement pour atteindre un peu plus de 50 % du PIB d'ici 2040.
- Dans le **scénario de reprise de dette**, les autorités reprennent la dette des entreprises publiques ou recapitalisent des banques pour un coût estimé à un point de pourcentage de PIB chaque année à partir de 2020. Les taux d'intérêt augmentent progressivement d'un demi-point de pourcentage entre 2019 et 2023 avant de se stabiliser. Le ratio dette/PIB s'engage sur une trajectoire intenable et atteint plus de 80 % en 2040.
- Dans le **scénario de mise en œuvre d'un programme axé sur le bien-être social et la réduction de l'économie informelle**, les dépenses publiques dans l'éducation et la santé sont multipliées par deux d'ici 2030 — ce qui correspond à une augmentation progressive des dépenses publiques de 4. ¼ points de pourcentage du PIB sur 10 ans. L'amélioration des résultats dans les domaines de la santé et de l'éducation se traduit par des gains de productivité et le taux annuel de croissance enregistre une hausse de 0.7 point de pourcentage d'ici 2030. Ce contexte favorise la réduction de l'économie informelle et le ratio impôts/PIB augmente progressivement de 4. ½ points de pourcentage d'ici 2040. Le déficit primaire se creuse jusqu'à ce que les recettes générées par la réduction de l'économie informelle compensent les nouvelles dépenses. Le ratio dette/PIB tend à augmenter, mais il se stabilise lorsque tous les avantages des mesures dans les domaines de la santé et de l'éducation se concrétisent et font augmenter les revenus. En 2040, le PIB par habitant est environ supérieur de 18 % à celui obtenu dans le scénario de reprise de la dette, mais le ratio dette/PIB est plus faible.

Graphique 12. Évolution du ratio dette publique/PIB suivant quatre scénarios stylisés



Source : Simulations du Secrétariat de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047273

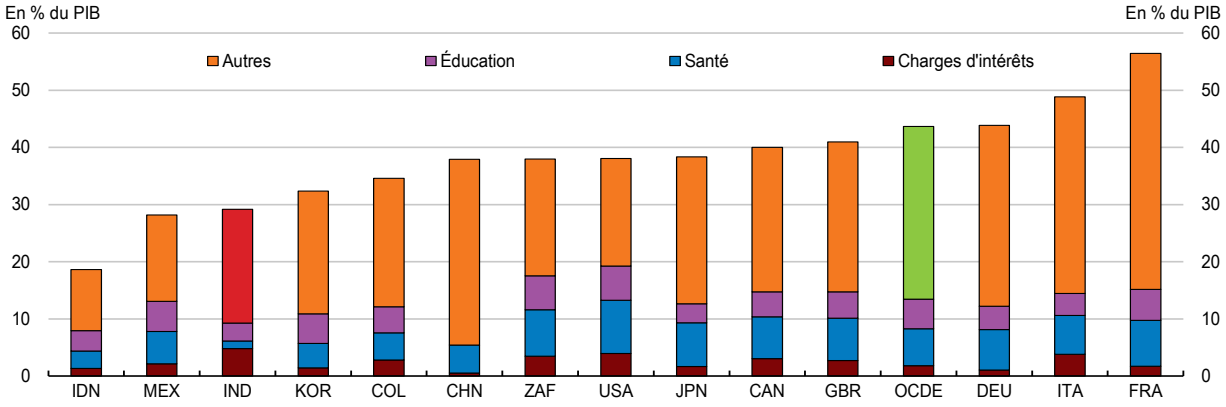
Dépenses : efficience et équité accrues pour les aides en faveur des ménages, mais les montants consacrés aux infrastructures sociales et matérielles restent modestes

Les tensions sur les dépenses ont été fortes. La hausse des salaires des agents de l'administration centrale, qui ont augmenté de 14 % depuis 2016, conformément à la recommandation de la 7e Commission des rémunérations, a pesé sur le budget de l'administration centrale et ensuite sur celui des États. D'autres facteurs ont créé des tensions sur les dépenses : la recapitalisation de banques publiques (qui a représenté environ 0.5 % du PIB en 2017 et 2018 ; l'absorption par les États de la dette des entreprises publiques de distribution de l'électricité (équivalant à environ 0.7 % du PIB lors des exercices 2016-16 et 2016-17) ; la hausse des prix de soutien minimums de certains produits agricoles ; l'acquisition de matériel militaire visant à moderniser les équipements de défense vieillissants dans un contexte de recrudescence des tensions géopolitiques dans la région ; la mise en œuvre de la politique « *One Rank One Pension* » (OROP) visant à garantir les mêmes prestations de retraite à tous les militaires de même rang ; l'instauration d'un nouveau dispositif d'assurance concernant les soins hospitaliers, et l'augmentation des subventions pour les prêts au logement (chapitre 2).

Malgré ces tensions, les dépenses publiques totales sont restées relativement modérées et stables : elles s'élevaient à 27.5 % du PIB lors de l'exercice 2018-19, soit un niveau proche de la moyenne enregistrée sur la période 1980-2018. Les dépenses publiques consacrées aux infrastructures, dont le multiplicateur budgétaire est relativement important, ont diminué (Reserve Bank of India, 2019[16]). Les dépenses publiques dans la santé et l'éducation, légèrement supérieures à 1¼ pour cent et à 3.1 % du PIB respectivement, sont, elles aussi, toujours faibles (graphique 13). Pour l'avenir, le gouvernement s'est engagé à investir 100 000 milliards INR (soit l'équivalent de quelque 1 400 milliards USD) dans le secteur des infrastructures sur les cinq prochaines années.

Graphique 13. Les dépenses publiques restent modérées, mais les charges d'intérêts en représentent une part élevée

Dépenses des administrations publiques, pourcentage du PIB, 2017 ou dernière année connue



Note : Pour l'Inde, les données correspondent aux estimations révisées pour l'exercice budgétaire 2015-16. Pour la Chine, la catégorie « Autres dépenses » comprend les dépenses dans l'éducation. Pour l'OCDE, les valeurs correspondent à la moyenne arithmétique des valeurs enregistrées dans les 29 pays membres pour lesquels les données de 20167 sont disponibles.
Source : Gouvernement de l'Inde, *Indian Public Finance Statistics : 2016-2017* ; OCDE, base de données des Comptes nationaux ; Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde ; OCDE, Statistiques de l'OCDE sur la santé 2017 ; OCDE, Regards sur l'éducation 2018.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047292

La réforme des dispositifs d'aides en faveur des ménages a permis au pays de parvenir à un bien-être social plus juste et plus efficace, permettant ainsi de dégager une marge de manœuvre budgétaire. Afin de faciliter l'accès des ménages à certains biens de consommation (denrées alimentaires, pétrole, engrais, eau et électricité notamment), l'Inde applique depuis longtemps une politique de subvention des prix, qui s'est révélée coûteuse (l'équivalent de 1½ pour cent du PIB comptabilisé dans le budget de l'exercice 2017-18, auquel s'ajoutent d'importants coûts indirects comme la reprise de la dette d'entreprises distribuant des biens subventionnés). Le système de virement direct des prestations (encadré 2), qui a été progressivement mis en place depuis 2013 a permis de réaliser des économies considérables — en moyenne un sixième du coût des programmes concernés — grâce à l'élimination des faux ayant-droits et à l'instauration de dispositifs de retrait volontaire. Les économies les plus importantes jusqu'à présent concernent les subventions au gaz de cuisson et aux produits alimentaires et le programme en faveur de l'emploi rural (NREG, *National Rural Employment Guarantee Scheme*). Les économies réalisées entre 2013 et mars 2019 s'élèvent à 1 400 milliards INR (soit plus de 0.7 % du PIB de l'exercice 2018-19). L'extension progressive des programmes pilotes portant sur deux importantes subventions, aux produits alimentaires et aux engrais, pourrait générer des économies supplémentaires.

Il est possible de rationaliser les dispositifs d'aide aux agriculteurs. Le nouveau dispositif de soutien des revenus destinés aux agriculteurs s'ajoute aux autres subventions en faveur du secteur agricole, comme celles concernant les engrais, l'électricité, l'irrigation, le crédit et d'autres intrants (OECD/ICRIER, 2018[17]). Son coût est estimé à 750 milliards INR (0.4 % du PIB) à partir de l'exercice 2019-20, auxquels s'ajouteront 200 milliards INR supplémentaires (0.1 % du PIB) dès l'exercice 2020-21. Par ailleurs, plusieurs États ont effacé des prêts agricoles — pour un montant représentant 0.9 % du PIB au Rajasthan

et 2.4 % du PIB au Karnataka en 2018 — ce qui pourrait nuire à la discipline de crédit et aggraver les inégalités de revenu, étant donné que cette mesure n'a pas bénéficié aux agriculteurs les plus pauvres puisqu'ils font principalement appel aux prêteurs informels plutôt qu'à des banques pour se financer (Government of India, 2013[3]).. Afin de maîtriser les dépenses publiques et d'éviter un recours excessif aux intrants subventionnés ayant un effet préjudiciable sur l'environnement (en particulier les engrais, l'électricité et l'eau), le dispositif destiné aux agriculteurs devrait remplacer progressivement d'autres dispositifs de subventions agricoles ainsi que l'effacement de prêts agricoles.

Encadré 2. Réformer le système de subvention des prix : l'instauration d'un système de virement direct de prestations

L'Inde a lancé une réforme de son système de subvention des prix en 2013 en appliquant un nouveau système qui pourrait constituer une bonne pratique dans de nombreux pays. Le système de virement direct de prestations (DBT, *Direct Benefit Transfer*) vise à améliorer l'efficacité et l'équité des subventions publiques et des transferts aux ménages (Subramanian, 2018[19]). Il repose sur trois éléments clés : i) un système d'identification biométrique reposant sur un numéro unique (*Aadhaar*) ; ii) l'ouverture d'un compte bancaire pour tout ménage qui n'en disposait pas auparavant et iii) des systèmes de paiement dématérialisés afin d'éviter les intermédiaires.

Cette réforme a contribué à :

- renforcer l'équité en éliminant le biais en faveur des plus riches que les subventions aux prix comportent souvent — les ménages ayant de faibles revenus ou vivant dans des zones reculées ont tendance à consommer moins d'énergie, d'eau, de denrées alimentaires et d'autres produits subventionnés que les ménages urbains plus aisés ;
- accroître l'inclusion financière dans la mesure où les ménages pauvres ont désormais un compte bancaire, ce qui leur donne accès à des produits d'assurance vie et au crédit ;
- réduire les distorsions de prix et les incitations à consommer des ressources environnementales de façon excessive (comme l'énergie et l'eau) et à recourir au marché noir ;
- réaliser des économies budgétaires.

À partir de 2014, un système de virement direct de prestations, identique pour tous les ménages, est venu progressivement remplacer la subvention au gaz de cuisson (GPL, gaz de pétrole liquéfié). En mars 2019, cette réforme avait généré environ 8.4 milliards USD d'économies en réduisant la fraude et en éliminant les « bénéficiaires fantômes ». La réforme a également permis de lever le biais défavorable aux ménages pauvres et à ceux vivant dans des zones reculées qui achetaient moins de bonbonnes de GPL que les ménages plus aisés, voire pas du tout. Afin d'améliorer le ciblage des prestations, l'Inde a lancé en 2015 une campagne baptisée « *Give it up* » demandant aux ménages riches de renoncer à la subvention au GPL pour favoriser la justice sociale.

Sur les 1 200 dispositifs administrés par différents ministères, 439 sont maintenant gérés selon le modèle DBT. Dans certains cas, les dispositifs ont été assortis d'incitations (par exemple, le versement de prestations de maternité est désormais conditionné à la

vaccination des enfants). La dématérialisation du système d'aides a fait augmenter les demandes de certaines prestations, notamment celles de bourses d'études nationales destinées aux étudiants méritants dont le revenu familial annuel est inférieur à 600 000 INR.

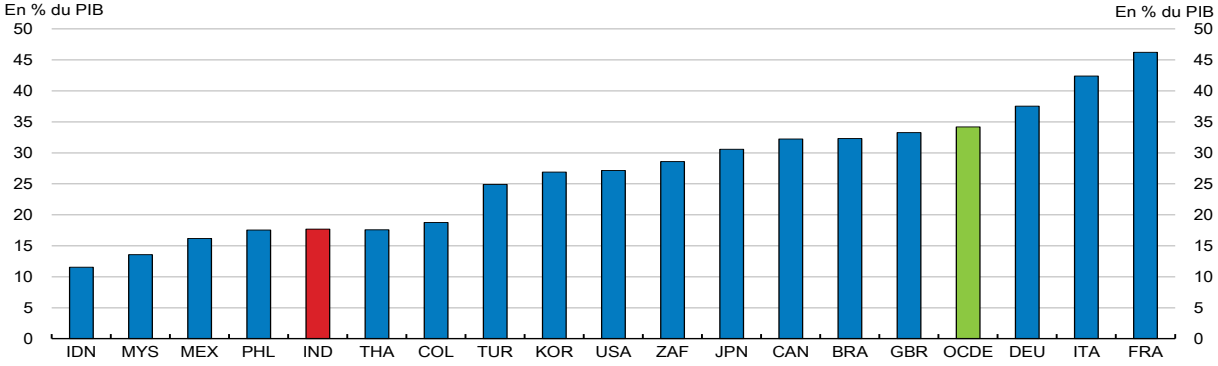
Augmenter les recettes fiscales et améliorer la fiscalité

L'Inde peut augmenter ses recettes fiscales et améliorer sa fiscalité pour réduire la dette publique et financer ses importants besoins de dépenses en infrastructures sociales et matérielles. Le recouvrement des impôts reste faible (graphique 14), traduisant en partie la faiblesse des revenus, l'importance de l'économie informelle et l'étroitesse de l'assiette fiscale résultant des nombreux allègements fiscaux.

Plusieurs réformes contribuent à améliorer le respect des obligations en matière fiscale, en particulier l'application de la taxe sur les produits et services (TPS) qui permet aux entreprises respectant leurs obligations de récupérer les taxes payées sur leur consommation intermédiaire. Parmi les autres mesures, citons : le durcissement de l'application des règles sur l'impôt sur le revenu ; l'obligation pour les personnes physiques d'indiquer leur numéro d'identification unique (*Aadhaar*) sur leur déclaration de revenus à compter d'avril 2019, l'instauration de restrictions aux transactions en espèce et d'incitation aux paiements numériques ; la mise en œuvre du projet baptisé « Project Insight » qui met en relation entre autres bases de données fiscales, paiements par carte de crédit et achats de bijoux ; et l'application de programmes d'amnistie fiscale limités dans le temps. Dans l'ensemble, le nombre d'entreprises et de personnes physiques qui déclarent leurs revenus a augmenté de 22 % lors de l'exercice 2017-18 et les recettes tirées de l'impôt sur le revenu ont progressé de 19 %.

Graphique 14. Le ratio impôts/PIB reste faible

Recettes fiscales, 2017 ou dernière année connue



Note : Les données sur l'Inde correspondent à l'exercice budgétaire 2018-19.
Source : Rapport annuel de la Banque de réserve de l'Inde ; OCDE, base de données des Statistiques des recettes publiques.

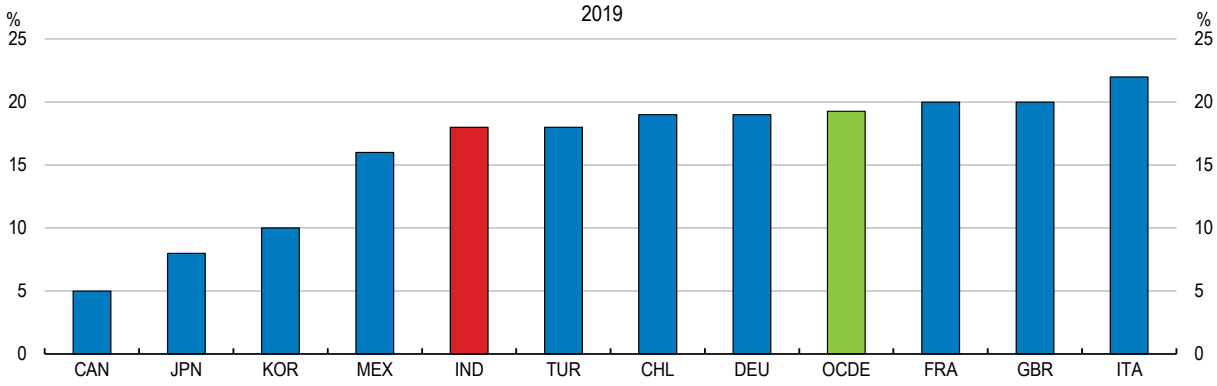
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047311

Une nouvelle simplification de la TPS permettrait d'améliorer le respect des obligations fiscales relatives à cette taxe. Des mesures ont été prises pour faciliter le respect de ces obligations et accélérer le versement des remboursements. Depuis l'instauration de la TPS en juillet 2017, le Conseil de la TPS a fait passer un grand nombre de produits de base de

la liste des produits taxés à 28 % dans la liste des produits taxés au taux normal de 18 %, soit un taux proche de la moyenne de la zone OCDE (graphique 14). Plus de 12 millions de contribuables étaient identifiés aux fins de la TPS en juillet 2019, dont 3.8 millions de nouveaux identifiés. En avril 2019, le nombre de déclarations de TPS avait augmenté d'environ 20 % en un an. Cependant, le nombre de taux réduits reste élevé (tableau 3). Afin de réduire le coût très élevé du respect de la réglementation pour les petits commerçants, le seuil d'exonération a été doublé pour être porté à 4 millions INR en avril 2019. Ce nouveau seuil est élevé par rapport aux autres pays, ce qui conduit à un relâchement du mécanisme d'autodiscipline fiscale inhérent à la TPS. En outre, les produits pétroliers et l'électricité sont toujours exonérés de cette taxe. Le taux effectif de la TPS a diminué et s'établit désormais à moins de 12 % (Reserve Bank of India, 2019[4]). Les efforts visant à simplifier la TPS et à élargir l'assiette devraient être poursuivis pour permettre d'accroître les recettes, de réduire les coûts de recouvrement et d'améliorer le respect des obligations fiscales en la matière.

Dans son *Étude* économique de l'Inde réalisée en 2017 (OECD, 2017[1]), l'OCDE a recommandé que le pays réforme la fiscalité du patrimoine et du revenu des personnes physiques afin d'accroître les recettes et de renforcer l'effet redistributif de l'impôt. Selon cette *Étude*, un alignement plus poussé du seuil de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sur ceux appliqués par d'autres économies de marché émergentes et la suppression de dépenses fiscales permettraient d'accroître les recettes de l'impôt sur le revenu d'environ 50 %. Le budget pour l'exercice 2019-20 a relevé les taux d'imposition des tranches de revenu les plus élevées. Cependant, alors que moins de 4 % de la population a rempli une déclaration de revenus lors de l'exercice 2017-18, le budget a multiplié par deux l'abattement à la base pour le porter à 500 000 INR (7 000 USD environ), augmenté le seuil d'imposition des revenus tirés de la location et du capital, et exonéré les résidences secondaires de l'impôt sur le loyer notionnel jusqu'à un certain plafond. Cet ensemble de mesures pèsera sur les recettes fiscales et atténuera l'effet redistributif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Dans son *Étude* de 2017, l'OCDE a également recommandé à l'Inde de mettre en place un impôt sur les successions et de donner aux administrations locales plus de pouvoirs pour déterminer l'assiette et le barème d'imposition des impôts périodiques sur la propriété immobilière. Ces recommandations restent de mise (tableau 4).

Graphique 15. Taux normaux de TPS/TVA dans différents pays du monde



Source : Conseil de la TPS ; OCDE, *Consumption Tax Trends 2018: VAT/GST and Excise Rates, Trends and Policy Issues*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047330

Tableau 3. TPS/TVA : taux réduits et seuils d'enregistrement dans différents pays

2019

	Nombre de taux réduits	Fourchette des taux réduits	Seuil d'enregistrement/Seuil d'exonération (USD)
Inde	5 taux réduits, plus un taux sur les produits de luxe (28 %)	0 à 12 %	220 006 depuis avril 2019
Canada	1	0 %	23 976
Chili	0	-	Aucun
France	3	2.1 à 10 %	103 913
Allemagne	1	7 %	22 456
Israël	1	0 %	26 132
Italie	3	4 à 10 %	90 381
Japon	0	-	100 408
Corée	1	0 %	34 205
Mexique	1	0 %	Aucun
Turquie	2	1 à 8 %	Aucun
Royaume-Uni	2	0 à 5 %	119 167

Note : Les taux de change utilisés pour convertir les montants en USD sont les taux de parité du pouvoir d'achat (PPA) du PIB.
Source : OCDE, *Consumption Tax Trends 2018: VAT/GST and Excise Rates, Trends and Policy Issues* ; Secrétariat de l'OCDE.

Les réformes recommandées dans la présente *Étude* pourront avoir un effet net léger, mais positif, sur les finances publiques (tableau 5).

Tableau 4. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant les finances publiques

Principales recommandations	Mesures prises depuis février 2017
Remettre le ratio dette publique/PIB sur une trajectoire descendante.	Les autorités ont accepté la recommandation du Comité d'examen sur la responsabilité budgétaire et la gestion du budget consistant à faire de la dette le principal objectif budgétaire et à faire passer le ratio dette/PIB au-dessous de la barre des 60 % pour l'exercice 2024-25.
Augmenter les dépenses publiques dans les infrastructures physiques et sociales et étendre progressivement la réforme des subventions à un plus grand nombre de produits, notamment aux engrais et aux produits alimentaires.	Un dispositif public d'assurance concernant les soins hospitaliers a été instauré et 150 000 centres de bien-être et de soins de santé primaires devraient être créés. Des programmes pilotes de réforme des subventions aux denrées alimentaires et aux engrais ont été menés.
Augmenter les recettes fiscales, en particulier au titre des impôts sur le patrimoine et sur le revenu des personnes physiques Éliminer les dépenses fiscales qui profitent le plus aux riches et geler les tranches d'imposition sur le revenu des personnes physiques	Le taux d'imposition majoré des revenus de la tranche supérieure (revenu annuel > 20 millions INR) a été relevé. Cependant, le seuil d'imposition du revenu des personnes physiques a été multiplié par deux lors de l'exercice 2019-20 et les abattements fiscaux applicables aux investissements en logements ont été relevés, ce qui a pesé sur les recettes et atténué l'effet redistributif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.
Accroître le nombre d'agents de l'administration fiscale et développer leur formation.	Aucune mesure n'a été prise.
Permettre aux communes de tirer davantage de recettes des impôts fonciers.	Aucune mesure n'a été prise.

Tableau 5. Impact budgétaire indicatif de plusieurs réformes

Réforme	Impact sur le solde budgétaire, en % du PIB	Commentaires et hypothèses
Augmenter les recettes fiscales au titre des impôts périodiques sur le patrimoine et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en supprimant les dépenses fiscales qui bénéficient aux ménages les plus riches et geler les tranches de l'impôt sur revenu.	1.2	Augmentation des recettes fiscales provenant de l'impôt sur le revenu de 50 %.
Augmenter le nombre de juges et recruter des professionnels plus nombreux et mieux formés dans les tribunaux commerciaux.	-0.0	Augmentation des dépenses dans la justice de 20 %.
Renforcer les ressources dans la santé en augmentant les effectifs et la qualité des formations de médecins et de personnel infirmier, et en donnant la priorité aux soins primaires (effet net à court terme — 2 ans).	-0.2	La hausse des dépenses de santé entraîne des gains de productivité. Les salaires augmentent, ce qui se traduit par des recettes fiscales supplémentaires. Au bout de 10 ans, le ratio dépenses publiques/PIB augmente de 1.1 point de pourcentage et les recettes de 0.6 points de pourcentage. Au bout de 20 ans, l'impact net est positif.
Effet net à long terme (10 ans).	-0.6	
Étendre, aux fermiers et aux ouvriers agricoles, le nouveau dispositif destiné aux agriculteurs et regrouper ce dispositif avec les autres subventions au secteur agricole, en particulier celles portant sur les engrais.	-0.1	
Abaisser de nouveau les droits de douane et simplifier leur structure afin de faciliter l'accès des consommateurs et des producteurs à des produits de meilleure qualité et moins chers, et améliorer le respect des obligations fiscales	0	Selon (NITI Aayog, 2017[5]), ramener tous les droits de douane à 7 % n'entraînerait aucune baisse des recettes douanières. Cette mesure supprimerait l'incitation à mal classer les importations afin de payer moins de droits de douane.
Appliquer des mesures de lutte contre la pollution atmosphérique (10 ans).	-0.3	Les mesures sont celles qui sont décrites dans la partie consacrée à la croissance verte.
Recettes potentielles de la tarification du carbone (effets à long terme)	3.5	Estimation haute, sans réponse comportementale à une hausse des prix effectifs du carbone qui réduirait les émissions et, par voie de conséquence, les recettes fiscales.
Total (effets à court terme)	**0.9**	

Note : La simulation de l'impact d'une réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est décrit dans (Joumard, Thomas and Morgavi, 2017[6]). Les mesures prises pour lutter contre la pollution de l'air et les coûts qu'elles représentent sont décrits dans (IIASA and CEEW, 2019[7]). Des estimations des recettes potentielles de la tarification du carbone sont présentées dans (Marten and van Dender, 2019[8]) et sont basées sur le taux effectif médian sur le carbone calculé à partir des taux effectifs sur le carbone (non nuls) relevés au niveau sectoriel (principalement dans les transports, les autres services, l'industrie et la construction) dans tous les pays. Pour les autres réformes, l'impact budgétaire a été calculé à l'aide d'une méthode comptable.
Source : Calculs de l'OCDE.

Réduire la prévalence de la corruption

D'après des indicateurs de perception, le niveau de corruption en Inde est semblable ou inférieur à celui de nombreuses EME, mais il est plus élevé que celui enregistré dans les pays de l'OCDE (graphique 16). Selon l'Indice de perception de la corruption de Transparency International, la corruption a même reculé ; l'Inde a ainsi progressé dans le classement, passant de la 85e place sur 174 pays en 2014 à la 78e place sur 180 en 2018.

S'agissant de la passation de marchés publics, qui constitue souvent une source majeure de corruption, l'un des principaux problèmes rencontrés par l'Inde est l'absence de législation

complète (Hazarika and Ranjan Jena, 2017[25]). Le régime des marchés publics est fragmenté, les pratiques et les interprétations variant d'un ministère ou d'une organisation à l'autre. Le pouvoir discrétionnaire dont disposent les entités adjudicatrices pour interpréter les règles et les réglementations expose la passation de marchés à un risque important de pratiques déloyales et de corruption. Il conduit en outre à des infrastructures inefficientes et à un alourdissement des coûts pour les contribuables. Afin de réduire le risque de corruption, des mesures ont été prises pour favoriser la passation électronique de marchés publics et les paiements électroniques. Toutefois, si les appels d'offres prévoient des clauses interdisant les pratiques de corruption lors de la procédure d'appel d'offres, ils ne prévoient aucune sanction.

La corruption au niveau des entreprises constitue également un problème, qui a un effet dissuasif sur l'investissement étranger et génère une concurrence déloyale. Lors de l'enquête de la Banque mondiale auprès des entreprises menée en 2014, une grande partie des entreprises ont déclaré que leurs interlocuteurs s'attendaient à ce qu'elles offrent des cadeaux pour obtenir des contrats publics, une licence d'exploitation ou d'importation ou encore un permis de construire. La complexité des régimes fiscaux et des systèmes de délivrance d'autorisations, à laquelle s'ajoutent l'existence de nombreux « points de contact » avec l'administration et les insuffisances en matière d'application du droit ont été citées comme les principales raisons pour lesquelles les entreprises se livrent à des pratiques de corruption (Ernst & Young, 2013[26]). La situation s'est légèrement améliorée depuis lors, grâce à des efforts de simplification des réglementations et de promotion de l'administration en ligne. D'après l'indice « incidence de la corruption » du Rapport 2019 sur la compétitivité dans le monde (*Global Competitiveness Report),* l'Inde était classée 66e sur 141 pays (World Economic Forum, 2019[9]).

La population souffre aussi de la corruption, qui pèse généralement de façon disproportionnée sur les pauvres, car les personnes mieux insérées disposent souvent des contacts pour y échapper. (CMS India, 2018[28]) constate que la petite corruption dans les services de base a diminué, un résultat encourageant. Toutefois, en 2018, 27 % des ménages avaient été confrontés à la corruption au moins une fois lors de l'utilisation de l'un des 10 services publics étudiés, contre 52 % en 2005. Les interactions les plus sujettes à la corruption sont celles relatives aux services publics suivants : police, logement/registres fonciers et services de santé/services hospitaliers. Il existe des différences notables entre États, le Madhya Pradesh, le Maharashtra et le Bengale occidental étant ceux où le degré de corruption est le plus faible.

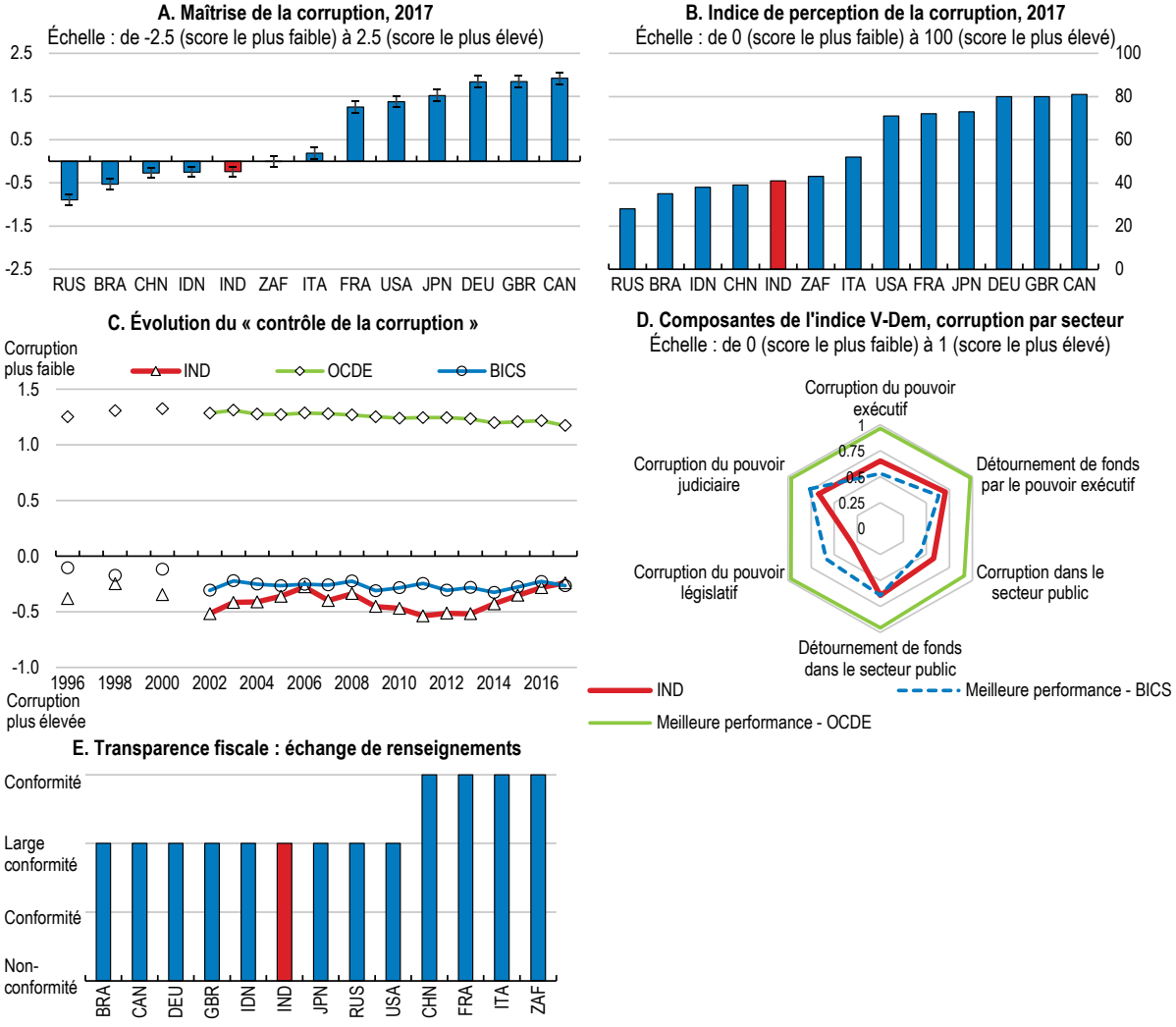
D'importantes mesures ont été prises pour lutter contre la corruption

L'utilisation accrue des services administratifs en ligne et des paiements numériques contribue à réduire la corruption et les pots-de-vin. De nombreux services publics ont été dématérialisés, comme le paiement des impôts ou la délivrance d'autorisations, réduisant ainsi le nombre d'interactions en face à face avec des agents de l'administration et donc les possibilités de corruption. S'agissant de la passation de marchés publics, la mise en place d'une plateforme publique a amélioré la transparence. En ce qui concerne les ménages, le remplacement du système de subvention des prix par un système de virement direct des prestations aux bénéficiaires sur leur compte bancaire constitue une initiative majeure. Les mesures visant à réduire le coût des paiements numériques ont accru l'utilisation de ce type de paiements, renforçant ainsi la transparence et la reddition de comptes.

Différentes mesures ont également été prises pour améliorer la transparence et éviter la corruption et le blanchiment d'argent. La loi anticorruption (*Lokpal Act*), adoptée en 2016,

dispose que les fonctionnaires sont tenus de déclarer leurs biens chaque année. La loi sur les transactions *benami* (*Benami Act*) de 2016 interdit les transactions immobilières au nom de tiers, éliminant ainsi un moyen important de blanchiment d'argent noir, tandis que la loi sur la réglementation de l'immobilier (*Real Estate Regulation Act*, RERA) mise en œuvre en 2017 a favorisé la transparence et la reddition de compte dans le secteur immobilier. Afin d'éviter que des intérêts particuliers ne s'approprient le processus d'élaboration des politiques, le budget pour l'exercice 2017-18 a abaissé le plafond des dons en espèces qu'une personne peut verser à un parti politique, le faisant passer de 20 000 INR à 2 000 INR.

Graphique 16. Indicateurs de la corruption



Note : L'indicateur « Maîtrise de la corruption » regroupe plusieurs indicateurs de base. Le graphique indique à la fois l'estimation ponctuelle et la marge d'erreur. Pour plus de détails sur « l'Indice de perception de la corruption » (partie B), voir https://www.transparency.org/cpi2018. L'indicateur de corruption défini par le Varieties of Democracy Project (V-Dem) (partie D) est l'un des composants de l'indicateur « Maîtrise de la corruption » de la Banque mondiale. L'acronyme BICS désigne le Brésil, l'Indonésie, la Chine et l'Afrique du Sud. La partie E présente les résultats de l'évaluation globale de l'échange de renseignements dans la pratique. Pour plus de détails, voir http://eoi-tax.org/library#reviews.

Source : Banque mondiale ; Transparency International ; Varieties of Democracy Institute, Université de Göteborg, et Université Notre Dame ; (Kaufmann, Kraay and Mastruzzi, 2010[29]) ; calculs du Secrétariat de l'OCDE à partir des informations provenant du Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047349

Les autorités sont aussi en train de modifier la législation pour faire de la corruption une infraction. La loi sur la prévention de la corruption (*Prevention of Corruption Act*), adoptée en 2018, a fait de la corruption d'agents publics indiens une infraction qui engage la responsabilité pénale de l'entreprise fautive. Auparavant, l'Inde ne pouvait poursuivre la partie qui versait le pot-de-vin que comme complice de la partie bénéficiaire. Autre changement, l'Inde peut désormais engager des poursuites à l'encontre des entreprises qui versent des pots-de-vin, et pas seulement des personnes physiques. L'organe chargé d'enquêter sur les plaintes pour corruption déposées à l'encontre de fonctionnaires de l'administration centrale, prévu par la loi anticorruption (*Lokpal Act*) de 2013, a été créé en mars 2019. L'Inde pourrait envisager de signer la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, comme l'ont déjà fait plusieurs économies de marché émergentes non membres de l'OCDE. Aux termes de cette Convention, la corruption d'agents publics étrangers constitue une infraction, ce qui permettrait à l'Inde de renforcer son arsenal de lutte contre la corruption et de faciliter l'entrée d'entreprises étrangères dans des marchés étrangers.

Il est essentiel de veiller à ce que le système judiciaire dispose des moyens nécessaires pour engager des poursuites dans des affaires de délinquance économique et financière afin de lutter contre la corruption. Les trois principales institutions chargées d'enquêter sur les cas de corruption — le Bureau du contrôleur et du vérificateur général (CAG, *Comptroller and Auditor General*), le Bureau central d'enquête (CBI, *Central Bureau of Investigation*) et la Commission centrale de vigilance (CVC, *Central Vigilance Commission*) — rencontrent toutes des problèmes de recrutement (Central Vigilance Commission, 2018[30] ; Mathur, 2018[31]) ; de fait, sur 7 274 postes au CBI, 1 312 étaient vacants à la fin de 2018. Le processus de recrutement est souvent long et les niveaux de rémunération sont parfois trop faibles pour attirer des fonctionnaires originaires d'autres régions du pays. Afin de réduire encore la corruption et les coûts pour la population, l'Inde devrait accélérer le processus de recrutement dans les institutions existantes. Elle devrait également s'assurer que la coordination entre les institutions de lutte contre la corruption est suffisante.

Relever les grands défis sociaux et garantir à tous l′accès aux services publics de base

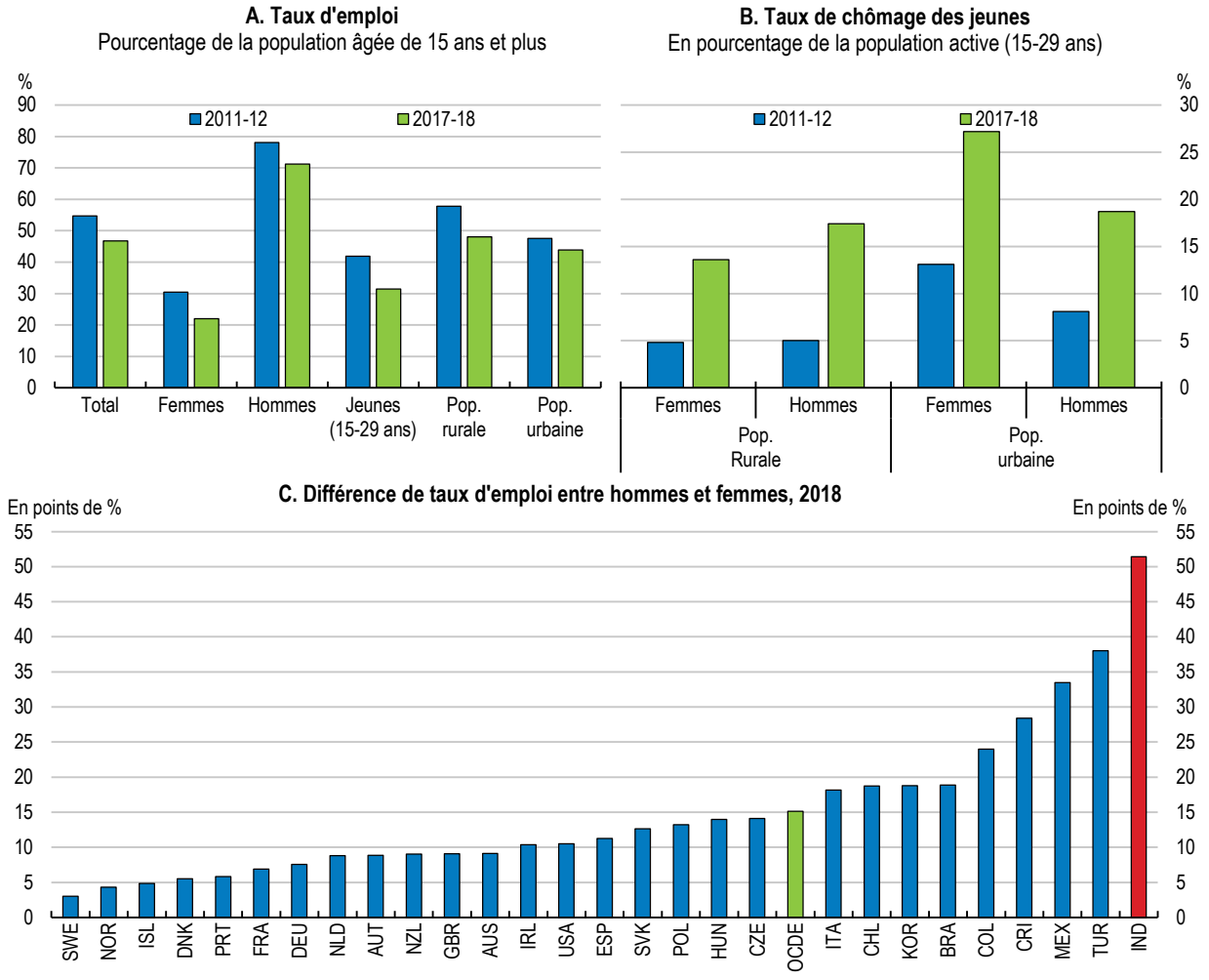
Le rythme et la qualité de la création d'emplois restent trop faibles

Il est essentiel de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour répondre aux aspirations des quelque 11 millions de personnes qui entrent chaque année sur le marché du travail, intégrer davantage de femmes dans l'emploi, et réduire le sous-emploi et le secteur informel, qui contribuent aux inégalités de revenus. D'après la dernière enquête 2017-2018 auprès des ménages, le taux d'emploi a diminué. Le taux d'emploi des femmes est inférieur à celui observé dans bien d'autres économies émergentes (graphique 17). Les jeunes femmes urbaines ayant fait des études sont les plus exposées au chômage. Le sous-emploi et la piètre qualité des emplois restent des problématiques importantes (NITI Aayog, 2017[21]).

Des efforts ont été faits pour mieux utiliser les sites d'emploi publics et privés. Le portail National Career Service (NCS), créé en 2015, regroupe désormais la plupart des bourses d'emploi du pays, afin de faciliter l'inscription en ligne et la publication d'offres d'emploi. En mai 2019, quelque 10 millions de demandeurs d'emploi et 13 000 employeurs ont utilisé ce portail. Le NCS propose également des services liés à l'emploi, comme une orientation professionnelle et des informations sur les programmes de perfectionnement professionnel et les stages.

Différentes mesures ont été prises pour rendre la réglementation du travail et les institutions du marché du travail plus favorables à la création d'emplois. Le gouvernement a cherché à simplifier, rationaliser et fusionner 44 lois du travail de l'administration centrale, et à les structurer en quatre codes du travail portant respectivement sur les salaires, les relations professionnelles, la sécurité sociale et la sécurité au travail, la santé et les conditions de travail. Certaines parties du Code des salaires de 2017 ont été adoptées : un salaire minimum de 178 INR (soit environ 2.5 USD) fixé par l'administration centrale a été mis en place en 2019 et s'appliquera à tous les salariés ; les salaires peuvent désormais être versés par virement bancaire, et le versement de primes a été étendu à tous les salariés. La loi sur l'emploi à durée déterminée a été modifiée en mars 2018 pour permettre à toutes les entreprises qui embauchent des travailleurs pour une durée déterminée de leur offrir des conditions salariales égales à celles des travailleurs titulaires d'un contrat à durée indéterminée. Les autres codes en sont encore au stade de la consultation prélégislative.

Graphique 17. Le taux d'emploi a diminué et celui des femmes est faible



Source : Annual Report, Periodic Labour Force Survey (PLFS) 2017-18, Bureau national de la statistique de l'Inde ; OCDE, base de données sur l'emploi.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047368

La réglementation du travail reste complexe, l'administration centrale et les États ayant des compétences communes. Elle est parfois stricte, notamment la législation sur la protection de l'emploi, qui interdit aux entreprises de plus de 100 salariés de licencier le moindre employé sans l'autorisation du gouvernement. La plupart des règles s'appliquent à mesure du développement des entreprises, avec des seuils variables, ce qui décourage la création d'emplois et empêche de nombreux travailleurs de sortir du secteur informel. La priorité reste de continuer à réduire les obstacles à l'emploi formel en instaurant un droit du travail plus simple et plus souple, qui ne fasse pas de distinction entre les entreprises en fonction de leur taille. La réglementation du travail devrait aussi être modernisée pour assurer aux femmes une égalité des chances au travail, comme recommandé dans l'*Étude économique de l'Inde* publiée en 2014 (OCDE, 2015[10]).

L'absence de statistiques officielles du travail complètes et à jour rend difficile l'évaluation des résultats et des priorités stratégiques. L'enquête nationale auprès des ménages (NSSO) est très dense, mais jusqu'ici, elle n'a été réalisée que tous les cinq ans et publiée avec un certain décalage – l'enquête menée de juin 2017 à juin 2018 a été publiée en juin 2019. En outre, plusieurs autres enquêtes officielles mais partielles ne sont plus publiées, notamment l'enquête annuelle du Bureau du travail, les enquêtes trimestrielles sur l'emploi et l'Enquête annuelle sur les industries. Il faudrait œuvrer prioritairement pour que les données relatives au marché du travail soient plus actuelles et de meilleure qualité.

Lutter contre la pauvreté dans les zones rurales

La pauvreté dans les zones rurales – où vivent encore les deux tiers de la population – est élevée, en raison de la faiblesse du revenu agricole et de la rareté des possibilités d'emploi non agricole. Selon les données les plus récentes, 36 % des ménages agricoles vivent en dessous du seuil de pauvreté, et 5 % dans l'extrême pauvreté (Government of India, 2014[32]). La faiblesse du revenu agricole résulte d'un ensemble de facteurs (encadré 3). Premièrement, la productivité est faible, ce qui est en partie dû à la fragmentation extrême des parcelles (OECD, 2017[1]) et au faible taux de mécanisation. Une réforme agraire, notamment une amélioration de l'attribution des titres fonciers, permettrait de regrouper des parcelles et d'améliorer la productivité. Ensuite, les prix à la production de certaines des principales cultures ont été fixés à des niveaux inférieurs aux prix de référence comparables sur les marchés internationaux (OECD/ICRIER, 2018[17]). Enfin, la forte dépendance aux subventions aux engrais et à la consommation d'eau a pollué les sols et épuisé les eaux souterraines.

Encadré 3. Le secteur agricole en Inde : principales caractéristiques et politiques suivies

En Inde, le secteur agricole reste important, représentant une part de 16 % du PIB en 2018 et 44 % de l'emploi total. La productivité est faible, en partie à cause de la fragmentation des terres. Parallèlement, l'Inde s'est aussi imposée comme un grand exportateur de plusieurs produits de base agricoles et a diversifié sa production au profit de légumineuses, fruits, légumes et produits d'élevage à forte valeur ajoutée. Les évolutions survenant dans le secteur agricole joueront également un rôle majeur à l'avenir en termes d'offre de main-d'œuvre et de création d'emplois, mais aussi de résultats environnementaux et de performances à l'export ainsi que du point de vue de l'exode rural.

Au cours des dernières décennies, les politiques agricoles en Inde ont surtout eu comme objectif d'assurer le bien-être des agriculteurs aussi bien que des consommateurs. Dans un

pays où environ 80 % des pauvres vivent en milieu rural, agir face à l'ampleur de la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire au niveau national sont des objectifs primordiaux.

On trouve une analyse complète des politiques agricoles de l'Inde dans l'étude intitulée Agricultural policies in India (OECD/ICRIER, 2018[11]). Les auteurs montrent que, pour maintenir les prix à des niveaux bas, on a eu recours à des mesures restrictives tirées de la réglementation relative à la commercialisation des produits agricoles, ainsi qu'à des restrictions aux exportations visant plusieurs produits de base. En conséquence, les agriculteurs indiens ont été rémunérés à des prix inférieurs à ceux pratiqués sur les marchés internationaux pour la plupart des produits de base au cours de deux dernières décennies. En revanche, il existe des programmes qui subventionnent très largement les intrants agricoles comme les engrais, l'électricité ou l'eau d'irrigation. À côté de cela, le financement des services publics dans des domaines comme les infrastructures physiques, l'inspection, la recherche-développement et l'éducation et les compétences, tous indispensables pour assurer à long terme la productivité et la durabilité du secteur, n'a pas suivi le même rythme. La conjonction entre les politiques nationales et les politiques commerciales ont entraîné une réduction du revenu agricole indien estimée à 5.7 % au cours des trois dernières années.

Pour accroître le revenu des agriculteurs, le gouvernement a pris plusieurs initiatives et mis en œuvre un certain nombre de programmes, conformément aux recommandations formulées par le Comité sur le doublement des revenus des agriculteurs d'ici 2022. Il a par exemple mis en place un transfert monétaire (*PM-Kisan*) en mars 2019. Ce dispositif de revenu s'écarte de la méthode traditionnelle de soutien à l'agriculture par le biais de subventions aux intrants. En ce qu'il permet de faire face aux risques extrêmes propres à l'agriculture (mauvaise mousson, mauvaises récoltes ou épizooties par exemple), il peut donc favoriser l'investissement et la production dans le secteur agricole. Visant initialement les petits exploitants, c'est-à-dire ceux possédant moins de deux hectares de terres (soit plus de 80 % des propriétaires exploitants), il a été étendu en mai 2019 à tous les agriculteurs. Quelque 145 millions de bénéficiaires ont droit à un transfert monétaire de 6 000 INR par an (environ 85 USD). Le coût global de ce dispositif a été estimé à quelque 0.4 % du PIB).

Le dispositif PM-Kisan s'appuie sur diverses expériences menées à l'échelle nationale. En prenant en charge l'ensemble des propriétaires exploitants, à l'instar du dispositif *Rythu Bandhu* du Telangana, *PM-Kisan* évite le risque d'exacerbation de la fragmentation des terres, qui limite la productivité agricole. Toutefois, les dispositifs ciblant les propriétaires exploitants ne bénéficient probablement pas aux plus pauvres, à savoir les exploitants fermiers et les travailleurs journaliers occasionnels. Les dispositifs de l'Andhra Pradesh et de l'Odisha s'adressent bien aux agriculteurs sans terre. En outre, les dispositifs d'aide au revenu viennent s'ajouter aux subventions aux intrants existantes, ce qui alourdit le coût budgétaire global et accentue les distorsions sur les prix. Ils sont également susceptibles de ralentir la transition du secteur agricole vers des activités plus productives. Les résultats des dispositifs existants en termes de réduction de la pauvreté, d'amélioration du bien-être et de productivité agricole devraient faire l'objet d'une évaluation, et des ajustements devraient être faits pour améliorer leur efficacité.

Garantir à tous l'accès aux soins

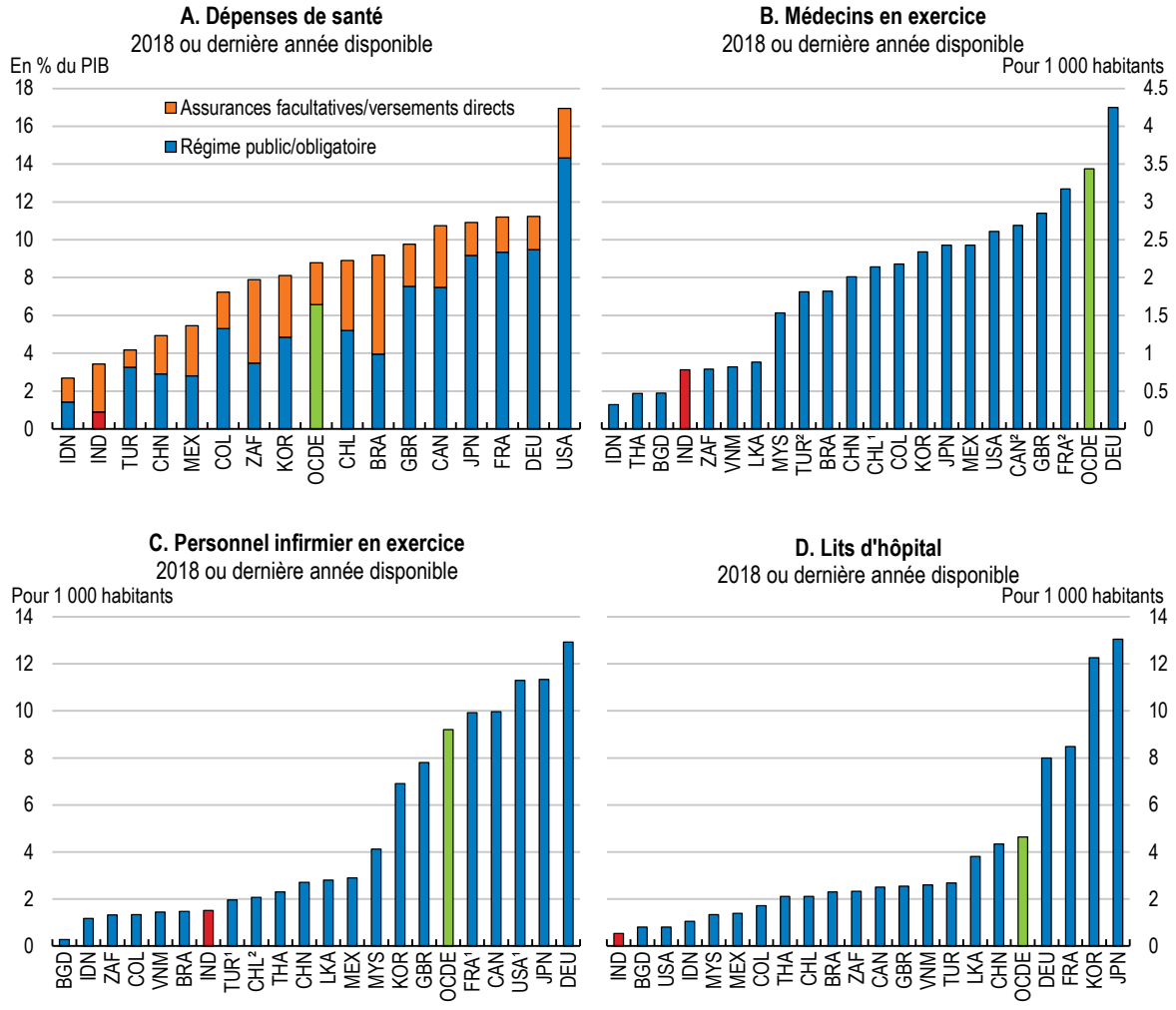
Pour améliorer les résultats de l'Inde en matière de santé, le gouvernement encourage les soins préventifs et les mesures de santé publique, conformément aux recommandations de l'Étude économique de l'Inde publiée par l'OCDE en 2014 (OCDE, 2015[10]). La mission *Clean India,* lancée en 2014, visait principalement à améliorer l'accès aux installations sanitaires et à garantir une couverture universelle d'ici à la fin de 2019. La réduction de la défécation en plein air devrait contribuer à réduire la contamination des aliments et de l'eau, et éviter ainsi la propagation des maladies transmissibles, auxquelles les enfants sont les plus vulnérables. Plus de 100 millions de latrines ont été construites depuis octobre 2014.

La mission Indradanush, lancée en 2014 et accélérée en octobre 2017, vise à vacciner les enfants et les femmes enceintes contre plusieurs maladies évitables (dont la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite, la tuberculose, la rougeole et l'hépatite B), notamment les groupes de population mal desservis et vulnérables (Gurnani et al., 2018[33]). Globalement, la couverture vaccinale a augmenté de 18.5 points, alors qu'elle n'était que de 50 % dans les districts ciblés.

Pour que les résultats de santé et, partant, le bien-être, continuent de s'améliorer pour tous, il est nécessaire d'augmenter les dépenses publiques au titre des soins de santé, actuellement inférieures à 1.½ pour cent du PIB (graphique 18). Des soins primaires solides sont essentiels pour améliorer l'accessibilité financière et l'équité des soins dans tout le pays. Le Sri Lanka et la Thaïlande sont des exemples de réussite en termes d'amélioration de la couverture universelle de santé, en grande partie parce qu'ils ont investi dans des services universels gratuits beaucoup plus axés sur les soins primaires (Harlem Bruntland, 2018[34]). Le gouvernement indien envisage désormais de créer 150 000 centres de bien-être et de soins primaires au cours des cinq prochaines années, qui permettront d'accéder gratuitement à des soins primaires, des médicaments et des services de diagnostic.

Le nombre de médecins et d'infirmières est faible, surtout dans les zones rurales. Les centres publics de soins primaires souffrent d'une pénurie de personnel suffisamment formé et motivé, les rémunérations proposées étant relativement faibles (NITI Aayog, 2018[35]). Pour combler ces besoins non satisfaits en matière de soins primaires, la population s'adresse à des établissements privés, qui risquent d'employer des médecins et des infirmières non qualifiés (Sharma, 2015[36] ; Patel et al., 2015[37]). Alors que les établissements de soins publics offrent en principe des services de santé de base gratuits pour tous, les ménages qui dépendent de prestataires privés informels doivent faire face à des dépenses élevées. Augmenter le nombre de médecins généralistes et d'infirmiers devrait être une priorité. Le gouvernement a décidé en août 2019 de créer 75 nouvelles universités de médecine correspondant à une capacité d'accueil de 15 700 étudiants supplémentaire, ce qui constitue un signal encourageant. Étant donné que l'éducation et la formation des professionnels de santé sont très longues, la hausse associée des dépenses publiques au titre des soins de santé doit être progressive.

Graphique 18. Les ressources de santé sont restreintes



Note : Dans toutes les parties, « OCDE » correspond à une moyenne non pondérée des dernières données observables disponibles. Partie B : 1. Les données se rapportent à tous les médecins autorisés à exercer, d'où une surestimation importante du nombre de médecins en exercice. 2. Les données incluent non seulement les médecins dispensant des soins aux patients, mais aussi ceux exerçant dans le secteur de la santé en tant qu'administrateur, professeur, chercheur, etc. (soit 5 à 10 % de médecins en plus). Partie C : 1. Les données incluent non seulement les médecins dispensant des soins aux patients, mais aussi ceux exerçant dans le secteur de la santé en tant qu'administrateur, professeur, chercheur, etc. 2. Les données du Chili se rapportent à l'ensemble du personnel infirmier autorisé à exercer.
Source : OCDE/OMS, *Health at a Glance: Asia/Pacific 2018* ; OCDE, base de données sur la santé.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047387

Pour garantir à tous un meilleur accès aux soins hospitaliers, le gouvernement a lancé en avril 2018 un nouveau régime d'assurance. Le PM-JAY vise à permettre à quelque 500 millions de démunis d'accéder gratuitement à un ensemble d'actes prédéfini dans les hôpitaux publics et privés. Ce nouveau régime d'assurance remplace le *Rastriya Swasthya Bima Yojana* (RSBY), créé en 2008. Il porte le plafond annuel de dépenses par famille de 30 000 INR à 500 000 INR (7 000 USD), et ne restreint plus le nombre de bénéficiaires par famille. Ce régime devrait permettre de réduire le risque de pauvreté lorsqu'un membre de la famille est hospitalisé. En offrant aux utilisateurs le choix entre les hôpitaux publics

et privés, les régimes d'assurance financés par l'État incitent les prestataires publics à augmenter le volume des soins.

Plusieurs pays de l'OCDE, le Mexique notamment, ont étendu avec succès l'assurance maladie aux groupes à faible revenu. Toutefois, seule l'Inde s'est concentrée sur l'hôpital. En augmentant la demande de services hospitaliers, le nouveau régime d'assurance maladie risque de mettre les rares professionnels de santé sous pression. Le gouvernement doit veiller à ce que la mise en œuvre du régime d'assurance-hospitalisation ne détourne pas les ressources des soins primaires et préventifs, jugés plus rentables, et des zones rurales mal desservies par les hôpitaux.

Favoriser l'accès des travailleurs du secteur informel à un régime de retraite

Bien que la population indienne soit jeune, le pays devrait commencer dès aujourd'hui à se doter d'un système de retraite solide et équitable. Près de la moitié de la population est âgée de moins de 25 ans, mais la population âgée de 60 ans et plus devrait progresser de 200 millions d'ici à 2050 (CRISIL, 2019[38]). Au moins 85 % des travailleurs ne cotisent à aucun régime de retraite (Kumar Anand and Chakraborty, 2019[39]), notamment ceux des entreprises de moins de 10 salariés (le secteur dit non structuré), ainsi que des travailleurs contractuels du secteur structuré. Moins d'une personne sur quatre ayant passé l'âge de la retraite touche une pension.

La faible proportion d'Indiens couverts par un régime de retraite est composée en grande partie de personnes issues de la classe supérieure ou de la classe moyenne supérieure. Pour eux, les régimes de retraite sont généreux, avec un taux de remplacement stable et très élevé par rapport aux autres économies du G20 (OCDE, 2017[40]). Les dépenses au titre des pensions des fonctionnaires ont atteint 2.2 % du PIB au cours de l'exercice 2015-2016. Il existe une pension (sociale) minimale pour ceux qui ne bénéficient pas d'un plan de retraite. Fixée à 200 INR (moins de 3 USD) par mois pour les personnes âgées de 60 à 79 ans, et à 500 INR (7 USD) pour les plus de 80 ans, elle est faible par rapport à celles versées dans la plupart des autres pays émergents. D'après les données du recensement, une personne âgée de 80 ans sur 5 travaille encore, ce qui donne à penser que les pensions sociales sont trop faibles, et que les personnes âgées pauvres doivent souvent travailler pour joindre les deux bouts.

En février 2019, le gouvernement a annoncé l'instauration d'un nouveau régime de retraite facultatif et contributif pour les travailleurs du secteur non structuré. Le PM-SYM vise à couvrir 100 millions de travailleurs, sur les 420 millions de travailleurs estimés du secteur non structuré, en leur garantissant une pension mensuelle d'au moins 3 000 INR (43 USD) après l'âge de 60 ans. Ceux qui peuvent prétendre à ce régime sont des travailleurs âgés de 18 à 40 ans dont le revenu mensuel ne dépasse pas 15 000 INR (environ 215 USD) – les souscripteurs plus jeunes versent des cotisations inférieures, mais sur une période plus longue. Le gouvernement verse alors un abondement égal à 100 % de la cotisation – un niveau généreux par rapport aux normes internationales (tableau 6). Cet abondement doit être versé pendant toute la période de cotisation. |À l'inverse, dans le cadre du programme *Atal Pension Yojana* (APY), lancé en 2015, le gouvernement verse un abondement uniquement au début de la période d'investissement. Pour le moment, les affiliations au PM-SYM sont encourageantes – 3 millions de personnes étaient affiliées à la mi-juillet 2019. En juin 2019, le gouvernement a ouvert le PM-SYM aux petits commerçants et aux détaillants, et leur impose de fournir un minimum de documentation – numéro *Aadhaar* et coordonnées bancaires – pour pouvoir s'inscrire.

Tableau 6. Incitations financières non fiscales du gouvernement visant à promouvoir l'épargne retraite

	Abondements (taux d'abondement)	Subventions nominales fixes
Pays de l'OCDE	Australie (50 %), Autriche (4.25 %), Chili (50 % ou 15 %)[1], Hongrie (20 %), Mexique (325 %)[2], Nouvelle-Zélande (50 %), Turquie (25 %) États-Unis (50 % à 100 %)[3],	Allemagne, Chili, Lituanie, Mexique, Turquie
Certains pays non membres de l'OCDE	Colombie (20 %), Croatie (15 %)	

1. Il existe au Chili deux programmes d'abondement distincts, l'un destiné aux jeunes à faible revenu (taux d'abondement de 50 %) et l'autre aux cotisants volontaires (taux d'abondement de 15 %).
2. Le programme d'abondement du Mexique s'applique uniquement aux travailleurs du secteur public.
3. Le programme d'abondement des États-Unis désigne le *Thrift Savings Plan* réservé aux fonctionnaires fédéraux. Le taux d'abondement est de 100 % pour les 3 premiers % de cotisation des salariés, et de 50 % pour les 2 % suivants.
Source : (OECD, 2018[41])

Pour réduire la pauvreté des personnes âgées et améliorer l'équité de l'aide publique aux retraites, le gouvernement doit évaluer la progression des affiliations au PM-SYM. Si ces affiliations sont peu nombreuses, certains paramètres pourraient être ajustés. L'expérience d'autres pays (comme la Colombie) donne à penser qu'il est important de faire preuve de souplesse en ce qui concerne le montant des cotisations et des retraits, étant donné la nature erratique du revenu informel. Le gouvernement doit également allouer des ressources supplémentaires aux pensions sociales. Ces recettes pourraient provenir des économies réalisées grâce au généreux régime des employés du secteur public. Le régime de retraite à prestations définies des fonctionnaires pourrait être plafonné, ou le taux de remplacement pourrait être rendu progressif.

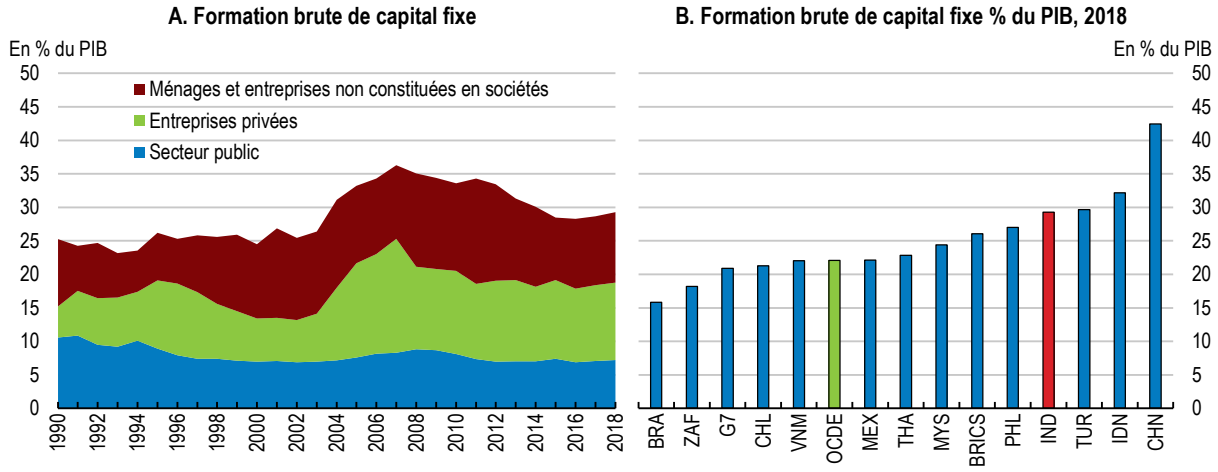
Tableau 7. Précédentes recommandations de l'OCDE pour favoriser une croissance plus inclusive

Principales recommandations	Mesures prises depuis février 2017
Mettre en place une réglementation du travail plus simple et plus souple qui supprime les obstacles à la création d'emplois dans les entreprises	Le gouvernement a proposé de fusionner 44 lois du travail de l'administration centrale et de les structurer en quatre codes du travail portant sur les salaires, les relations professionnelles, la sécurité sociale et la sécurité au travail, la santé et les conditions de travail. La plupart des codes en sont encore au stade de la consultation. La réglementation sur les contrats de travail instaurée en 2016 dans le secteur textile et de l'habillement a été étendue à tous les secteurs en mars 2018, ce qui offre davantage de souplesse aux entreprises pour embaucher des salariés en contrat à durée déterminée. Le Code des salaires, adopté en 2019, réglemente les salaires et primes versés à tous les salariés, autorise le paiement des salaires par virement bancaire et fixe un salaire minimal pour tous les salariés.
Moderniser les infrastructures électriques et hydrauliques, et faire en sorte qu'elles approvisionnent l'ensemble de la population	En 2018, tous les villages étaient raccordés au réseau électrique, mais pas tous les habitants. La couverture de l'assainissement a rapidement progressé (plus de 100 millions de latrines ont été construites depuis 2014).
Fixer les prix de l'électricité et de l'eau à un niveau suffisamment élevé pour couvrir les coûts d'investissement, en remplaçant les subventions par des aides financières mieux ciblées en faveur des ménages	Les entreprises de distribution d'électricité de certains États ont révisé à la hausse les prix de l'électricité, mais pas toutes. Certaines enregistrent encore des pertes importantes.
Poursuivre les efforts déployés pour rendre les services publics de base accessibles à tous	Les soins de santé préventifs ont été intensifiés, notamment les campagnes de vaccination et l'amélioration de l'assainissement. Le gouvernement a annoncé la création de 150 000 centres de soins primaires et de bien-être, et a mis en place un nouveau régime d'assurance des soins hospitaliers financé par l'État. L'évaluation comparative des États a été étendue aux services de santé et d'éducation.
Produire rapidement des statistiques sur l'emploi pour contribuer à l'élaboration de meilleures politiques	Une nouvelle enquête périodique sur les forces de travail (annuelle et trimestrielle) a été mise en place avec les données annuelles de 2017-18 et les données trimestrielles du deuxième trimestre 2018.

Promouvoir l'investissement et la productivité pour favoriser la convergence des revenus

Il est indispensable d'accroître l'investissement pour stimuler la productivité et la croissance. Le taux d'investissement est revenu de 36 % à 28 % du PIB entre 2007 et 2016, sous l'effet d'une baisse de l'investissement des entreprises privées (graphique 19). L'érosion du stock de capital pèse sur le potentiel de croissance de l'économie (graphique 20). Bien que le taux d'investissement se redresse progressivement, il demeure inférieur à celui de la plupart des autres économies de marché émergentes à croissance rapide. Pour que la progression des revenus dépasse la barre des 7.5 %, des investissements seront nécessaires pour remédier à la pénurie d'infrastructures (chapitre 1) et moderniser les capacités de production. Cette évolution apportera à son tour des gains de productivité et des créations d'emplois. Pour atteindre cet objectif, il faudra adopter des réformes structurelles (encadré 4).

Graphique 19. Le taux d'investissement se redresse progressivement

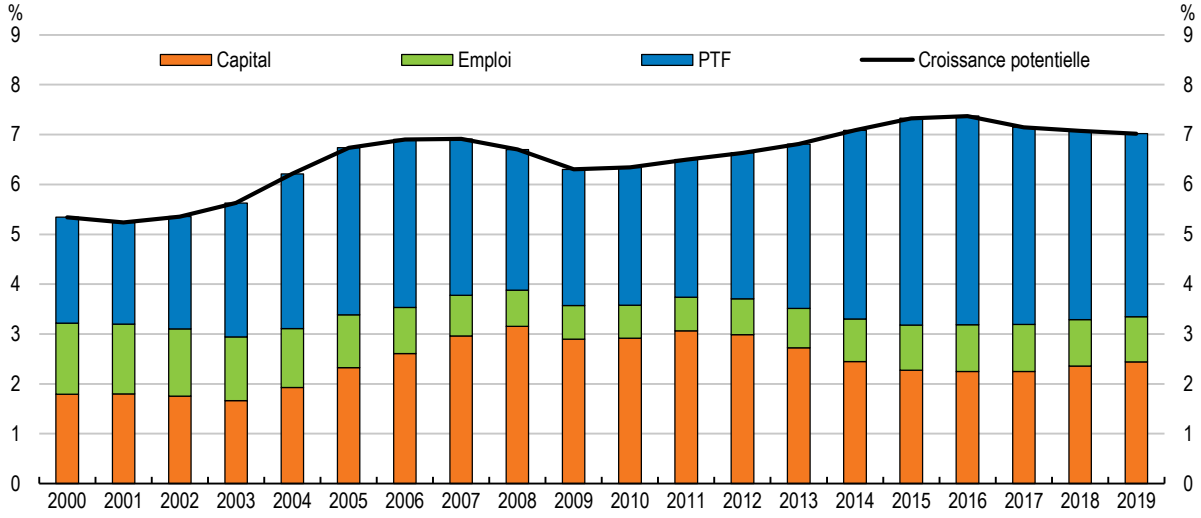


Note : Dans les deux parties, les données pour l'Inde se rapportent aux exercices budgétaires.
Source : CEIC; RBI; FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047406

Graphique 20. La croissance potentielle ralentit

Contributions à la croissance potentielle



Note : Les données se rapportent aux années calendaires. La croissance potentielle est modélisée à l'aide d'une fonction de production Cobb-Douglas à rendements d'échelle constants et à parts de facteurs fixes. Les trois principaux facteurs sont le travail, le capital fixe hors logement et l'efficience du travail (Chalaux and Guillemette, 2019[42]). Les données indiquées pour 2019 sont des estimations.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 105, révisées pour tenir compte des données disponibles les plus récentes.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047425

Encadré 4. Incidence des réformes structurelles sur le revenu par habitant

Les réformes structurelles peuvent stimuler la croissance économique et la progression des revenus. L'OCDE a estimé la relation existant entre les réformes et la productivité totale des facteurs, l'intensité capitalistique et le taux d'emploi pour un échantillon de pays de l'OCDE et de grands pays hors OCDE (Égert, 2017[43]). Cette analyse laisse penser que, si l'Inde mettait en œuvre certaines réformes, le revenu par habitant pourrait augmenter de près de 10 % sur dix ans. Il convient toutefois de noter que, bien que l'Inde soit incluse dans l'échantillon, les résultats des estimations ne rendent peut-être pas tout à fait compte des particularités propres à ce pays.

Les principales conclusions des simulations sont présentées au tableau 8.

- Une baisse de 20 % des droits de douane entraînerait un relèvement de 3.5 % du revenu par habitant sur dix ans.
- Si le Code de la faillite et de l'insolvabilité était pleinement appliqué, c'est-à-dire si la durée effective des procédures d'insolvabilité était réduite d'environ 50 jours, le revenu par habitant pourrait augmenter de 1.7 % sur dix ans.
- Un renforcement des droits fonciers (c'est-à-dire une réduction de moitié de l'écart avec la moyenne de l'OCDE) améliorerait l'état de droit, et le revenu par habitant pourrait ainsi augmenter de 1.4 % sur dix ans.
- Une baisse du degré de corruption (c'est-à-dire une réduction de moitié de l'écart avec la moyenne de l'OCDE) susciterait un relèvement du revenu par habitant de 2.7 % sur dix ans.

Tableau 8. Incidence des réformes sur l'accroissement du PIB potentiel

	Effets sur le niveau du revenu par habitant (%) sur dix ans
Réglementation des marchés de produits	
Obstacles aux échanges et aux investissements	3.5
Coût de création d'une entreprise	0.3
Durée des procédures d'insolvabilité	1.7
Réglementation du marché du travail	0.2
Gouvernance publique	
Efficacité de l'administration	0.1
État de droit	1.4
Lutte contre la corruption	2.7
Total	9.8

Note : Le cadre a été établi à l'aide d'une fonction de production. L'influence des politiques publiques sur le PIB est généralement estimée à partir de leur impact sur les composantes du côté de l'offre que sont la productivité du travail et l'emploi. Chacune de ces composantes peut elle-même être scindée entre intensité capitalistique et productivité multifactorielle d'une part et taux d'activité et chômage d'autre part. L'impact des réformes structurelles est quantifié à l'aide d'un ensemble de régressions de panel sous forme réduite relatives à un échantillon de pays pour trois canaux : la productivité multifactorielle, l'augmentation de l'intensité capitalistique et l'emploi. L'impact global sur le PIB par habitant s'obtient en agrégeant les effets des différents canaux au niveau de l'action publique à l'aide d'une fonction de production.
Source : Calculs de l'OCDE à partir de (Égert, 2017[43]).

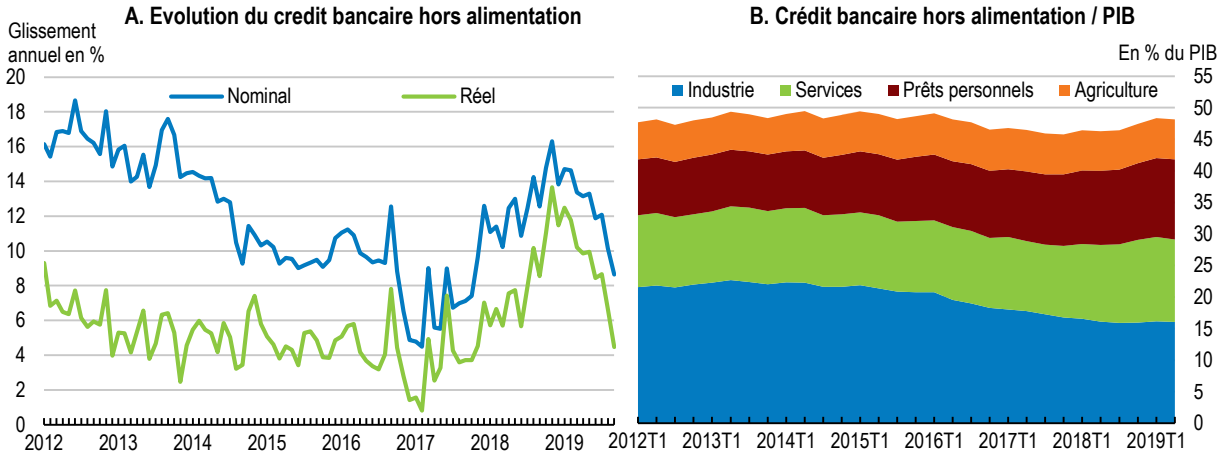
Poursuivre l'amélioration de la solidité du secteur financier pour soutenir l'investissement des entreprises

Le crédit à l'économie fléchit depuis le début de 2019 et sa composition évolue. Le crédit bancaire, à environ 50 % du PIB, est faible par rapport au niveau moyen des BIICS. Les prêts au secteur industriel ont cessé de diminuer en proportion du PIB (graphique 21). Du côté de l'offre, les sociétés financières non bancaires (SFNB) et les banques privées jouent un rôle croissant tandis que la part de marché des banques publiques dans le total du crédit s'est rétrécie de quelque 10 points de pourcentage depuis 2012 (graphique 22). Cette évolution laisse penser que le secteur financier devient plus compétitif et inclusif. En effet, les SFNB ont tendance à desservir des emprunteurs souvent exclus du secteur bancaire officiel en proposant de petits prêts aux particuliers ou des services financiers innovants aux petites entreprises (Ray, 2019[44]). Elles font en outre concurrence aux banques dans certains domaines, comme le financement des infrastructures et les projets immobiliers.

Le redressement des prêts bancaires et le récent reflux des créances douteuses ou litigieuses (CDL) semblent indiquer que les mesures visant à remettre sur pied le système bancaire produisent peu à peu leurs effets (encadré 5). Dans le cadre du programme d'action corrective rapide, opérationnel depuis avril 2017, la Banque de réserve de l'Inde (RBI) surveille des indicateurs clés de performance pour les banques à des fins d'alerte précoce. Si une banque franchit un seuil en matière de fonds propres, de qualité des actifs ou de rentabilité, elle risque de se voir imposer des restrictions relatives à la distribution de dividendes et de devoir réduire ses actifs pondérés en fonction de risques élevés, atténuer

la concentration de ses prêts, augmenter la portée de ses provisions, mettre en place un calendrier de réduction des créances douteuses et litigieuses et revoir à la baisse le développement de son réseau d'agences et ses dépenses d'investissement. Entre avril 2017 et janvier 2018, onze banques publiques ont fait l'objet d'une action corrective rapide ; à ce jour, cinq banques publiques et l'unique banque privée sont sorties du programme, après avoir amélioré la situation de leurs fonds propres et la qualité de leurs actifs.

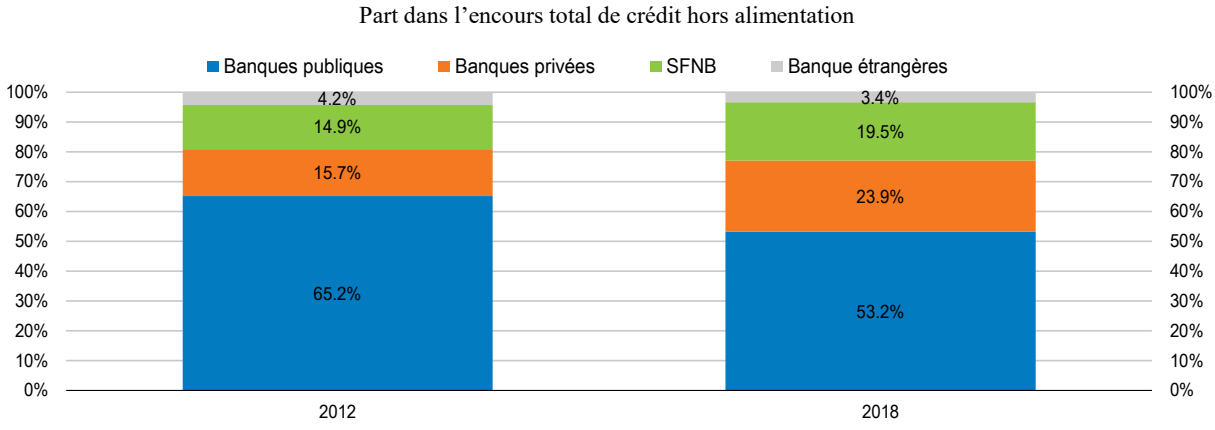
Graphique 21. Les prêts bancaires sont en recul, après deux années de forte croissance



Note : Total du crédit bancaire hors alimentation. Les données sur le crédit sont des moyennes trimestrielles de données mensuelles. La composition du crédit se fonde sur des données provenant de 41 banques commerciales, qui représentent quelque 90 % du total du crédit bancaire hors alimentation.
Source : Banque de réserve de l'Inde ; base de données analytique de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047444

Graphique 22. La part des banques publiques dans le crédit diminue



Note : L'empilement des barres montre la part de chaque catégorie dans l'encours total de crédit. La catégorie NBFCs (*Non-Banking Financial Companies*) correspond aux sociétés financières non bancaires. La catégorie « banques publiques » regroupe les banques nationalisées, les banques rurales régionales, State Bank of India (SBI) et ses filiales. Les banques privées sont les banques du secteur privé et les banques de financement local (SFB).
Source : Banque de réserve d'Inde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047463

Encadré 4. Mesures prises concernant les créances douteuses et litigieuses

Afin d'identifier et de corriger le problème des CDL dans le secteur bancaire, la Banque de réserve d'Inde (RBI) a pris un certain nombre de mesures :

- Un examen de la qualité des actifs a été mené en 2015 dans plusieurs banques.
- La RBI a obligé les banques à publier des informations lorsque la différence entre la classification des actifs et les provisionnements, tels qu'évalués par la RBI, dépassait un certain seuil.
- Un Référentiel central de données sur les crédits de gros volume a été constitué pour aider les banques à prendre des décisions éclairées.
- Un cadre permettant aux banques de repérer, de signaler et de suivre les cas d'insolvabilité volontaire a été mis en place.
- Des mécanismes d'alerte précoce et de signalement des comptes ont été créés pour réduire les délais d'intervention en cas de mauvaise utilisation des fonds bancaires par des emprunteurs.
- Le cadre relatif aux expositions significatives destiné à limiter la concentration des prêts à un emprunteur donné et les grands principes énoncés dans le cadre de résolution des actifs compromis ont été révisés.
- Des obligations de provisionnement supplémentaires en cas de retard dans la mise en œuvre d'une procédure de résolution ou dans l'engagement d'une procédure d'insolvabilité aux termes du Code de la faillite et de l'insolvabilité ont été imposées.

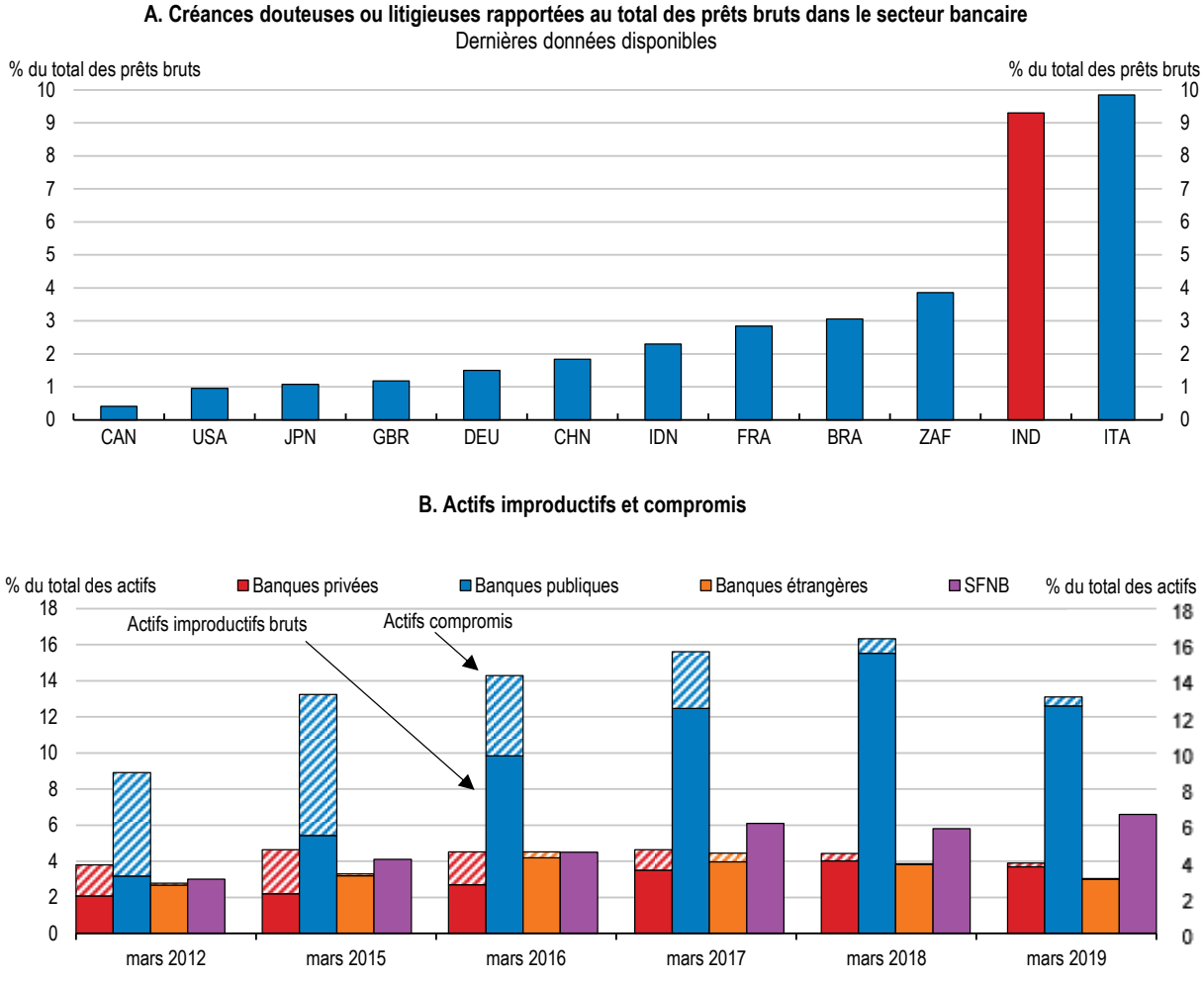
Pour permettre aux banques de respecter les exigences réglementaires, une opération de recapitalisation des banques publiques a eu lieu en 2017 et 2018, subordonnée à des mesures de renforcement de la gouvernance et des opérations (IMF, 2018[45]). Une enveloppe supplémentaire de 700 milliards INR (0.3 % du PIB) a été prévue dans le budget 2019-20. Depuis 2017, le gouvernement encourage en outre la consolidation des banques publiques. En août 2019, dix banques publiques ont été fusionnées en quatre établissements, si bien que le nombre de banques publiques est passé de 27 en 2017 à 12. Ce mouvement de consolidation sera accompagné par des réformes de la gouvernance, une amélioration des rémunérations et une rationalisation des conseils d'administration.

Ces mesures sont les bienvenues, mais des réformes supplémentaires permettraient d'améliorer l'attribution du crédit et l'allocation des ressources. Le niveau des CDL reste élevé au regard des niveaux internationaux, surtout pour les banques publiques (graphique 23). Le provisionnement pèse sur la rentabilité bancaire (graphique 24) et se traduit par de lourds coûts d'intermédiation (FICCI, 2018[46]). Bien que l'adéquation des fonds propres bancaires se soit améliorée et se situe désormais au-dessus des exigences réglementaires (Reserve Bank of India, 2018[47]), les ratios de fonds propres sont relativement bas. Un abaissement du seuil minimal de participation de l'État – actuellement de 51 % – pourrait contribuer à renforcer le bilan des banques publiques, à améliorer la gouvernance et l'efficience et à limiter les ponctions futures sur les deniers publics (OECD, 2017[1] ; IMF, 2018[45]).

Les SFNB affichent un niveau relativement faible de CDL, qui est toutefois en hausse. Le fait de prêter à long terme en mobilisant principalement des ressources à court terme a exposé quelques SFNB à des asymétries entre actifs et passifs et provoqué des tensions sur les positions de liquidité. Récemment, cette asymétrie a exacerbé les risques de défaut,

faisant naître des tensions dans les SFNB. Si certaines SFNB doivent faire face à une hausse des coûts d'emprunt, les plus performantes continuent de lever des fonds. Le gouvernement et la Banque de réserve de l'Inde ont mis en place différents mécanismes d'apport de liquidités au bénéfice des SFNB (encadré 6). La décision prise en mai 2019 de créer une structure spécialisée au sein de la Banque de réserve de l'Inde pour renforcer le contrôle et la réglementation des banques et des SFNB constitue une mesure bienvenue. Un projet de cadre de gestion du risque de liquidité destiné aux SFNB a été proposé. Il prévoit notamment l'introduction progressive, à compter d'avril 2020, d'un ratio de couverture des liquidités. Suivre de près la qualité des actifs améliorerait la transparence et réduirait les incertitudes.

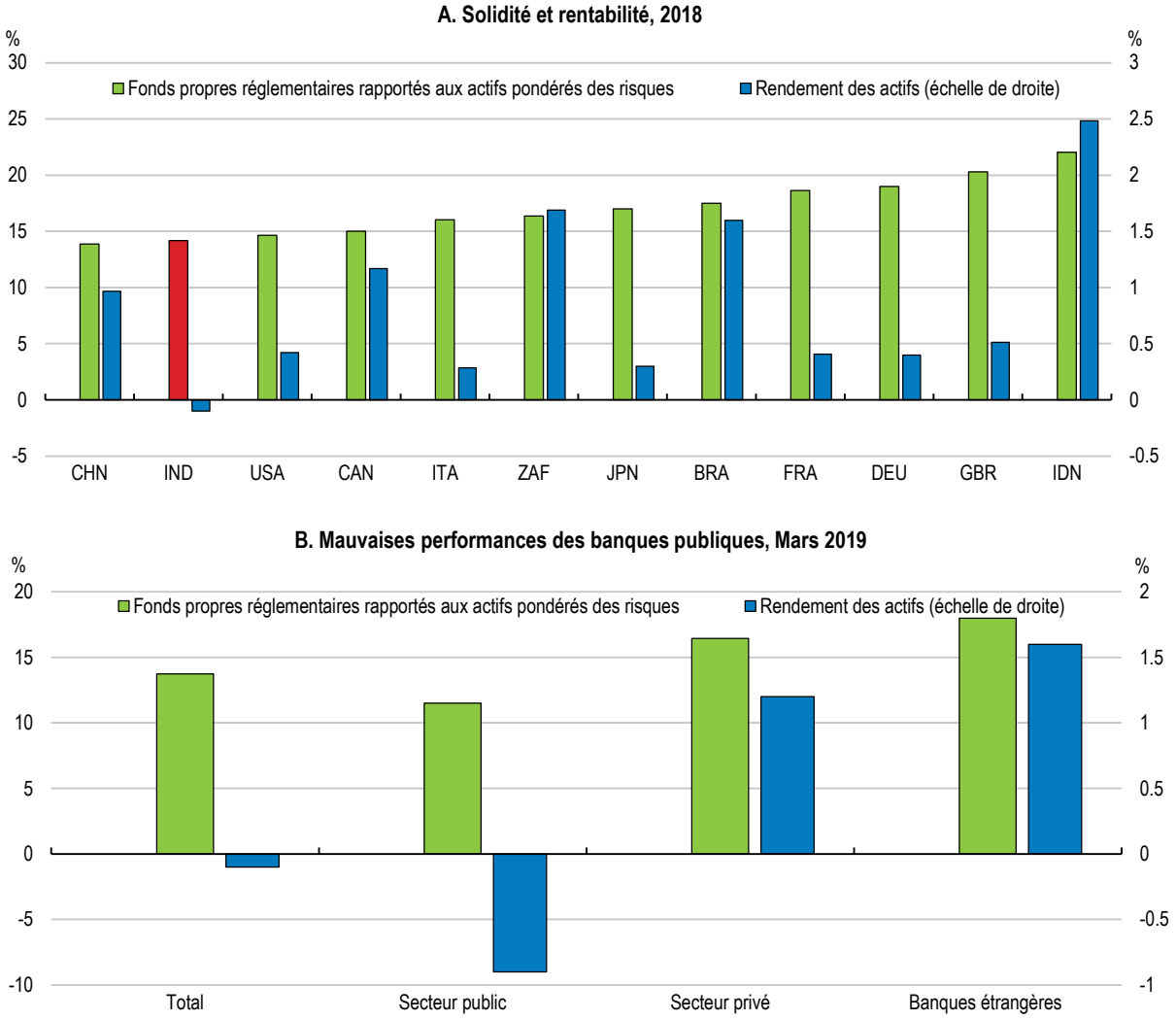
Graphique 23. Les créances douteuses ou litigieuses ont commencé à diminuer mais demeurent élevées dans les banques publiques



Note : Dans la partie A, les données se rapportent : à mars 2019 pour l'Inde ; à février 2019 pour l'Afrique du Sud ; au T4 2018 pour le Brésil, le Canada et la Chine ; au T3 2018 pour la France, le Japon et les États-Unis ; au T2 2018 pour l'Italie et le Royaume-Uni ; et à l'année 2018 pour l'Allemagne et l'Indonésie. Dans la partie B, les données sur les actifs compromis ne sont pas disponibles pour les SFNB.
Source : FMI, base de données des indicateurs de solidité financière ; Banque de réserve de l'Inde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047482

Graphique 24. La qualité des actifs et la rentabilité des banques demeurent faibles



Note : Dans la partie A, les données représentent une moyenne fondée sur toutes les observations trimestrielles disponibles pour 2018.
Source : FMI, base de données des indicateurs de solidité financière ; Banque de réserve de l'Inde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047501

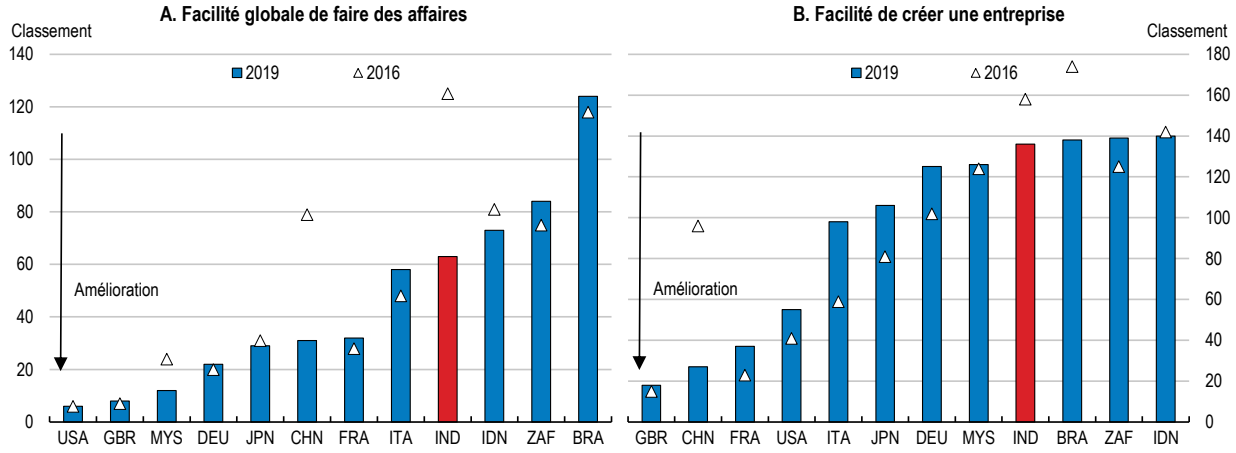
Encadré 5. Mesures prises pour renforcer la surveillance et la réglementation des sociétés financières non bancaires

- La Banque de réserve de l'Inde (RBI) surveille les bilans des grandes sociétés financières non bancaires pour évaluer les signes de faiblesse et prescrit les mesures correctrices qui doivent être prises.
- Le cadre de réglementation des sociétés financières non bancaires est en cours d'harmonisation, ce qui devrait faciliter la mise en œuvre de réglementations fondées sur l'activité.
- La RBI a proposé d'introduire progressivement, sur une période de quatre ans étalée entre avril 2020 et avril 2024, un ratio de couverture des liquidités pour toutes les sociétés financières non bancaires collectant des dépôts et pour les SFNB non collectrices ayant des actifs supérieurs à 50 milliards INR (700 millions USD).
- Il a été conseillé aux SFNB ayant des actifs supérieurs à 50 milliards INR (700 millions USD) de nommer un responsable des risques de manière à garantir la meilleure qualité possible de gestion des risques.

Continuer d'améliorer l'environnement des affaires

Ces dernières années, la conduite des affaires est devenue plus aisée. En 2019, l'Inde figurait à la 63e place (graphique 25) parmi les 190 pays classés sur l'indice *Doing Business* de la Banque mondiale (alors qu'elle était 130e en 2016). Grâce aux procédures de certification et d'homologation environnementale en ligne, au guichet unique de délivrance des permis de construire à Delhi et au système en ligne de validation des permis de construire à Mumbai, il est devenu plus facile de créer une entreprise. Depuis que la taxe sur les biens et services s'est substituée aux nombreuses taxes indirectes imposées par les États et l'administration centrale, la fiscalité est devenue plus simple. Le scellement électronique des containers, la modernisation des infrastructures portuaires et la soumission électronique de la documentation, avec signature numérique, ont contribué à réduire les délais et les coûts d'exportation (chapitre 1).

Graphique 25. La conduite des affaires est plus facile



Source : Banque mondiale, *Doing Business*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047520

Il est possible d'améliorer encore l'environnement des affaires. L'exécution des contrats reste un point difficile. Les délais et le coût d'enregistrement d'une entreprise sont plus élevés que dans de nombreuses EME. De plus, en 2018, il fallait 1 445 jours pour résoudre un différend commercial, contre environ 400 en Indonésie, en Malaisie et au Vietnam (World Bank, 2018[48]). Le système judiciaire est lent, parce que les juges sont trop peu nombreux, que le soutien administratif dont ils peuvent bénéficier est insuffisant, que le recours à l'informatique est peu répandu et que le système est encombré d'affaires injustifiées. Le gouvernement estime qu'une augmentation d'environ 10 % du nombre de juges permettrait de traiter le volume annuel des affaires sans gains d'efficience. Résorber les dossiers en souffrance en cinq ans exigerait des gains de productivité ambitieux certes, mais réalisables (Ministry of Finance, 2019[49]).

Malgré la promulgation de la loi de 2013 sur le droit à une rémunération équitable et à la transparence dans l'acquisition, la rénovation et le reclassement des terres, l'acquisition de terrains reste une entreprise compliquée, ce qui dissuade de se lancer dans des projets manufacturiers nécessitant de la surface au sol. Le régime des titres de propriété est réparti entre plusieurs types de documents, comme les actes de vente inscrite, les avis de taxe foncière et les résultats d'enquêtes publiques. Comme dans nombre d'économies émergentes, les registres fonciers sont déficients, car ils ne reflètent souvent pas la situation sur le terrain [(OECD/ICRIER, 2018[17]) ; Gopalan and Venkataraman, 2015[50]) ; Mishra and Suhag, 2017[51])].

Le programme de modernisation des registres fonciers, dans le cadre de l'initiative *Digital India* (2008), a contribué à faire progresser l'informatisation de ces registres, avec des expériences encourageantes au niveau des États. Le Karnataka, l'Andhra Pradesh et le Tamil Nadu ont informatisé les dossiers fonciers de leurs villages Dans l'Odisha, des drones sont utilisés pour la cartographie géospatiale et se révèlent une option rapide et peu onéreuse. À la fin avril 2019, l'informatisation des registres fonciers était achevée dans 90 % des villages indiens, et les cartes étaient numérisées dans 53 % d'entre eux. Cependant, de nombreux États n'ont pas encore les moyens d'inventorier les terres (National Real Estate Development Council, 2019[52]). L'allocation des terres sans propriétaire à l'aide d'enquêtes n'est achevée que dans 12 % des villages. Il conviendrait

d'accélérer l'attribution de titres de propriété foncière en développant les capacités grâce à la formation des fonctionnaires locaux.

Une résolution plus rapide des cas d'insolvabilité permettrait d'améliorer l'allocation des ressources

L'application intégrale du Code de la faillite et de l'insolvabilité, adopté en 2016, stimulera la productivité en permettant une réallocation plus rapide des ressources au profit des secteurs et entreprises plus productifs. Les principaux objectifs du Code sont les suivants : i) raccourcir les délais de résolution des faillites, qui étaient en moyenne de 4.3 ans avant l'entrée en vigueur du Code ; ii) maximiser la valeur des actifs ; et iii) éliminer les CDL en offrant aux créanciers une meilleure maîtrise du processus de résolution. Le Code encourage en outre un comportement plus sain des débiteurs, ce qui devrait contribuer à limiter les CDL à l'avenir.

La conception du Code est conforme aux bonnes pratiques internationales (encadré 7) et sa mise en œuvre s'est progressivement améliorée. Au départ, la priorité avait été donnée à la résolution de douze affaires clés, représentant 25 % des CDL. À la fin juin 2019, des plans de résolution avaient été approuvés pour six entreprises, et une société avait fait l'objet d'un arrêté de liquidation. Globalement, à la fin de juin 2019, des plans de résolution avaient été adoptés pour 120 entreprises et des ordonnances de liquidation rendues pour 475 autres. Le taux de récupération des créances en cas de faillite, d'environ 50 %, est supérieur à la moyenne des BIIC (40 % environ), mais inférieur à la moyenne de l'OCDE (environ 0 %) (Insolvency and Bankruptcy Board of India, 2019[53] ; World Bank, 2018[48]).

La durée moyenne des procédures de résolution ressort à 341 jours (tableau 9). Seules un tiers des affaires ont été résolues dans la limite des 270 jours, et les procédures sont souvent plus longues dans les affaires importantes (Insolvency and Bankruptcy Board of India, 2019[53]). La limite a été portée à 330 jours en juillet 2019. Les retards sont imputables à des problèmes de procédure, à l'insuffisance des infrastructures et au manque de professionnels qualifiés ainsi qu'à des procédures injustifiées (PWC and CII, 2018[54]). Pour continuer de raccourcir les délais de traitement, la création de cinq tribunaux supplémentaires a été annoncée l'année dernière. Continuer d'augmenter les ressources et d'améliorer des compétences disponibles dans les cours du tribunal national spécialisé dans le droit des sociétés. Il conviendrait en outre de créer davantage de tribunaux si nécessaire.

Tableau 9. Le Code de la faillite et de l'insolvabilité : des résultats encourageants, mais les délais doivent être encore raccourcis

A. Évolution dans le temps

Période d'approbation des plans de résolution	Nombre de faillites résolues	Montant total dû aux créanciers (milliards INR) (A)	Capital recouvré par les créanciers (milliards INR) (B)	Taux de récupération moyen (B)/(A) (%)	Durée moyenne des procédures de résolution, en jours
T3 2017	2	10.2	0.8	7.4 %	204
T4 2017	7	45.0	17.8	39.5%	238
T1 2018	13	31.0	14.5	46.9%	261
T2 2018	14	430.7	181.6	42.2 %	290
T3 2018	28	95.8	81.3	84.9 %	344
T4 2018	15	74.7	31.1	41.6 %	349
T1 2019	14	93.8	59.8	63.8 %	388
T2 2019	20	43.7	41.8	95.6 %	437
Total	**113**	**824.9**	**428.7**	**50.2 %**	**341**

B. En fonction du volume de créances

Quartiles	Nombre d'entreprises débitrices	Montant total dû aux créanciers (milliards INR) (A)	Capital recouvré par les créanciers (milliards INR) (B)	Taux de récupération moyen (B)/(A) (%)	Durée moyenne des procédures de résolution, en jours
1er quartile (créances les plus modestes)	29	1.9	2.1	109.1 %	309
2e quartile	28	7.5	7.6	101.8 %	307
3e quartile	28	25.7	25.1	97.6 %	363
4e quartile	28	789.8	393.9	49.9 %	387
Total	**113**	**824.9**	**428.7**	**52.0 %**	**341**

Note : La durée moyenne des procédures de résolution, en jours, est une moyenne non pondérée.
Source : Insolvency and Bankruptcy Board of India, Bulletins d'information trimestriels (*Quarterly Newsletters*) T4 2017 à T2 2019.

Encadré 6. Le Code de la faillite et de l'insolvabilité : éléments clés, résultats et comparaisons internationales

Au départ, le Code de la faillite et de l'insolvabilité (CFI) imposait aux créanciers d'accepter un plan de résolution dans les 180 jours (plus une prolongation possible de 90 jours), à compter de la date du début de l'insolvabilité. Aux termes du CFI, les créanciers reprennent les actifs des débiteurs défaillants, contrairement à ce qui était prévu dans le système antérieur où les débiteurs restaient propriétaires des actifs jusqu'à la résolution ou la liquidation. Les propriétaires de la société en défaut ne peuvent pas soumettre d'offre, et l'équipe de gestion existante est écartée. La loi sur le CFI a été modifiée en juillet 2019, avec deux changements majeurs : premièrement, le délai de résolution a été porté à 330 jours. Deuxièmement, la priorité des créanciers financiers par rapport aux créanciers opérationnels est reconnue et rétablie de manière claire. La hiérarchie entre les créanciers financiers privilégiés et chirographaires est également reconnue. Lorsqu'aucun repreneur n'est trouvé et qu'aucun plan de résolution ne peut être conclu dans les délais requis, l'entreprise est convoquée devant le tribunal des faillites.

La mise en œuvre du Code de la faillite et de l'insolvabilité a produit des résultats significatifs. Ainsi, à fin juin 2019 :

- plus de 2 659 professionnels de la faillite avaient été enregistrés ;
- plus de 95 sociétés professionnelles de l'insolvabilité avaient été enregistrées ;
- 16 tribunaux nationaux spécialisés dans le droit des sociétés se chargeaient activement de résoudre des affaires de faillite et d'insolvabilité ;
- plus de 1 290 procédures d'insolvabilité étaient en cours dans divers tribunaux ;
- pas loin de 600 affaires avaient été résolues, dont une partie par mise en liquidation (Insolvency and Bankruptcy Board of India, 2019[53]).

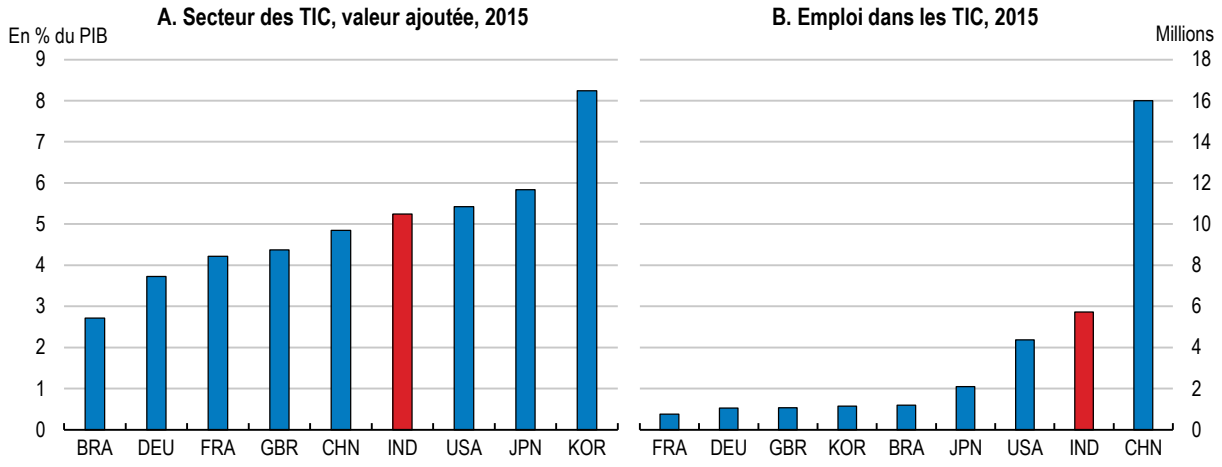
L'OCDE a élaboré des indicateurs relatifs aux principales caractéristiques des régimes d'insolvabilité (Adalet McGowan and Andrews, 2018[55]), qui se répartissent en trois catégories : coût personnel pour les chefs d'entreprises ayant fait faillite ; absence de prévention et rationalisation ; et obstacles à la restructuration. Un indicateur du coût personnel d'une faillite est le délai de libération des débiteurs – plus il est long, plus il en coûte cher au chef d'entreprise. En Inde, le délai de libération *de jure* se classe parmi les meilleures performances. Pour ce qui est de la prévention et de la rationalisation, s'il n'existe pas en Inde de systèmes d'alerte précoce, des procédures spéciales sont en place pour les PME. Un élément qui entrave potentiellement la restructuration est le fait que les créanciers ne sont pas en mesure de lancer une restructuration – seuls les créanciers financiers y sont autorisés.

Débloquer le potentiel de la transformation numérique

En Inde, le rythme de transformation numérique est rapide, la contribution du secteur des TIC à la croissance est en hausse et ce secteur est une vaste source d'emplois (graphique 26). En 2015, le gouvernement a lancé l'initiative « *Digital India* » en vue de transformer le pays pour en faire une société autonome sur le plan numérique et une économie du savoir, en fournissant des infrastructures numériques et une éducation au numérique à tous les Indiens ainsi qu'en encourageant l'administration électronique.

Ainsi, un nombre croissant de formalités administratives peuvent être effectuées en ligne. L'Inde pratique le scrutin électronique, y compris pour les dernières élections législatives. Le développement de la passation des marchés par voie électronique stimule la concurrence et améliore la qualité des infrastructures (Lewis-Faupel et al., 2016[56]). Le nouveau réseau TPS permet à plus de 10 millions d'entreprises d'enregistrer toutes leurs transactions sur une plateforme numérique commune. Associé au système de facturation « *GST e-way* » (un document électronique désormais obligatoire pour la circulation des biens), ce système réduit les possibilités d'évasion et de fraude fiscales. Les droits de propriété sont eux aussi informatisés.

Graphique 26. Le secteur des TIC contribue fortement à l'économie



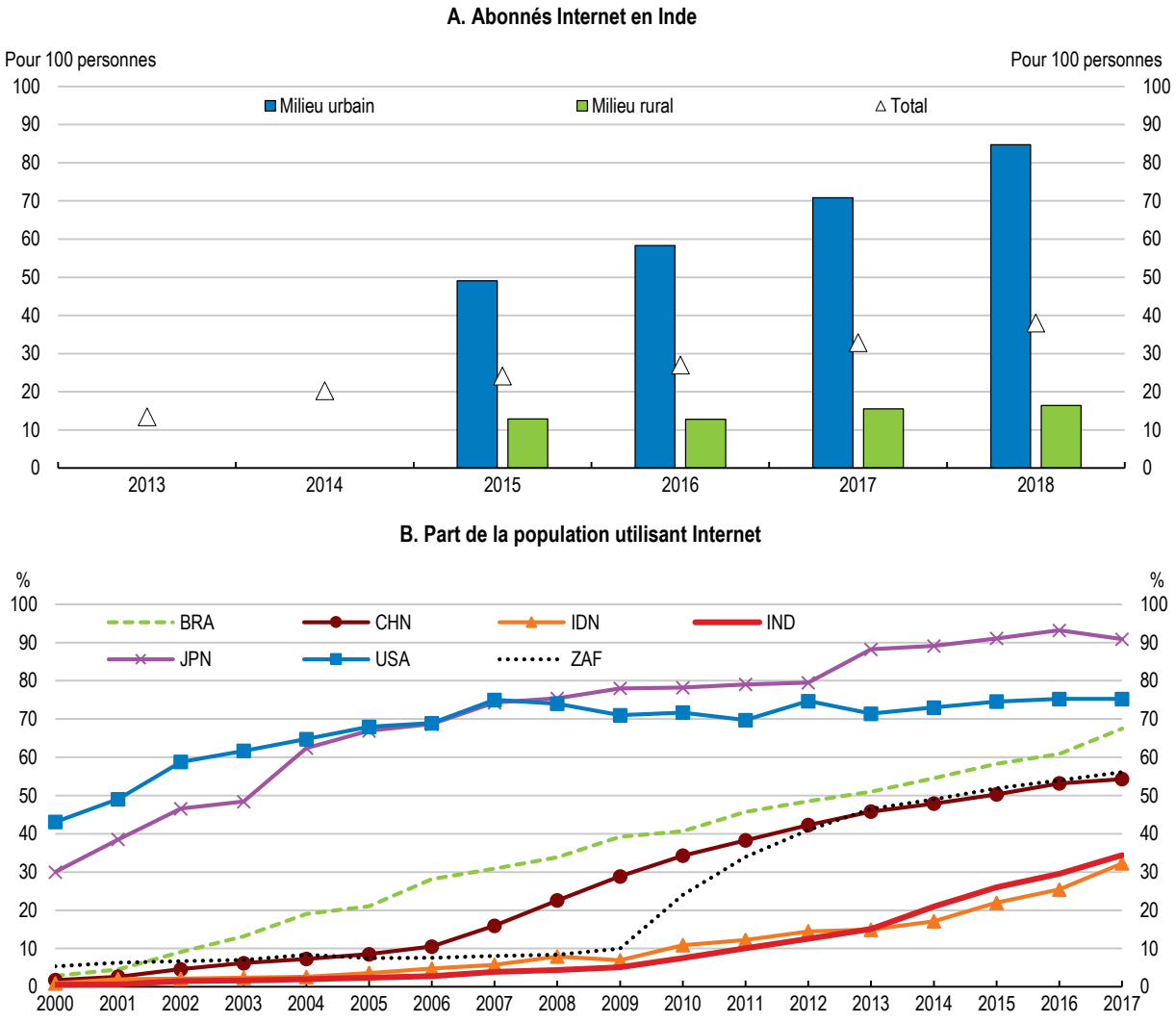
Note : Le secteur des TIC exclut la fabrication des supports magnétiques et optiques ainsi que les échanges dans le secteur des TIC.
Source : Commission européenne, données PREDICT 2018.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047539

Bien qu'une part croissante des ménages et des entreprises adoptent les technologies numériques, une fracture numérique perdure. Le nombre d'abonnements à Internet a doublé en moins de quatre ans, atteignant quelque 600 millions en décembre 2018 (graphique 27). Le débit a augmenté et le coût de la connexion Internet diminue avec l'arrivée de nouveaux acteurs dans le secteur. L'incitation à payer par carte de crédit, associée aux réformes des subventions en faveur des ménages (les aides d'État sont virées directement sur le compte bancaire des bénéficiaires grâce à un numéro unique d'identification biométrique), a contribué à accroître le volume et le montant des paiements numériques, qui partaient, certes, d'un bas niveau (graphique 26). Le commerce électronique se développe rapidement et sa valeur devrait atteindre en 2026 200 milliards USD, huit fois celle de 2017, tandis que le nombre d'acheteurs en ligne pourrait passer de 15 % de la population connectée aujourd'hui à 50 % d'ici 2026 (Deloitte, 2019[57]). Ce secteur pourrait créer plus d'un million d'emplois d'ici 2022 (PwC-NASSCOM, 2018[58]). Cependant, l'écart entre ménages urbains et ruraux ne cesse de se creuser. L'adoption du numérique est inégale aussi parmi les entreprises : les grandes sociétés sont en pointe dans des domaines nécessitant de gros investissements, comme la vente par l'intermédiaire de leur propre site web, tandis que les petites entreprises sont au premier plan dans d'autres domaines, comme l'acceptation de paiements numériques ou l'usage des réseaux sociaux pour atteindre et assister les clients (McKinsey, 2019[59]).

Plusieurs politiques publiques pourraient faciliter l'accélération de la transformation numérique. Pour combler l'écart entre villes et campagnes, il faudrait poursuivre le développement des infrastructures numériques, surtout en milieu rural. Un accès adéquat à l'Internet à haut débit peut nécessiter l'adoption de réformes encourageant la concurrence dans le secteur des télécommunications (favoriser l'émergence de nouveaux entrants ou permettre le partage des infrastructures, par exemple) afin de faire baisser les prix et de susciter des investissements. Répondre aux besoins financiers, en particulier ceux des jeunes entreprises innovantes, stimulerait aussi l'adoption des technologies numériques. L'amélioration des compétences devrait être une autre priorité, car elle peut soutenir la productivité mais aussi l'inclusivité, offrant ainsi un double dividende.

Graphique 27. La pénétration d'Internet s'accroît surtout en milieu urbain

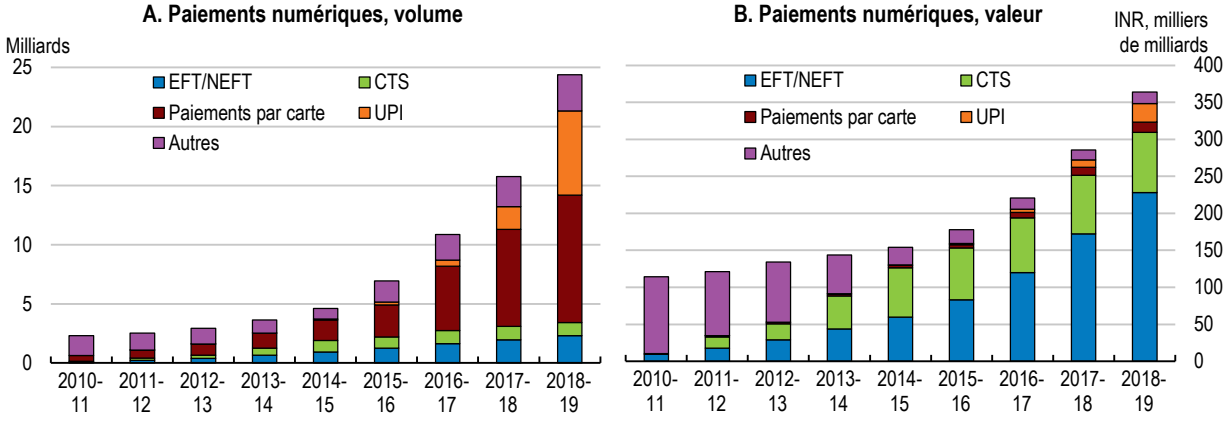


Source : Ministère des Communications, gouvernement indien ; Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047558

La maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul est indispensable au développement des compétences requises par l'économie numérique (OECD, 2016[60]). Dans l'*Étude économique de l'Inde* de 2014 (OCDE, 2015[10]), il était recommandé de continuer d'améliorer l'accès à l'éducation, en particulier au niveau secondaire, et de mettre l'accent sur la qualité de l'enseignement à tous les niveaux. Une formation professionnelle de meilleure qualité et plus précoce était également préconisée (tableau 10). Ces recommandations restent d'actualité. Il conviendrait aussi de favoriser la formation continue.

Graphique 28. Les paiements numériques augmentent rapidement



Note : NEFT : National Electronic Funds Transfer (système national de virements électroniques) ; CTS : Cheque Truncation System (système de dématérialisation des chèques) ; paiements par carte : paiements par cartes de crédit et de débit au point de vente ; UPI : Unified Payment Interface (interface de paiement unifiée), y compris Immediate Payment Services (IMPS) (services de paiement immédiat).
Source : Banque de réserve de l'Inde ; NPCI (National Payments Corporation of India).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047577

Tableau 10. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la promotion de l'investissement et de la productivité

Principales recommandations	Mesures prises depuis février 2017
Aider les banques publiques à renforcer leurs bilans en les recapitalisant, en favorisant leur regroupement et en abaissant le seuil minimum de participation de l'État, actuellement fixé à 51 %.	Le gouvernement a procédé à des opérations de recapitalisation des banques publiques représentant l'équivalent de 0.5 % du PIB en 2017 et en 2018 et l'équivalent de 0.3 % du PIB en 2019. Le gouvernement a achevé deux grandes opérations de fusion en 2017 et 2019.
Alléger progressivement les obligations imposées aux banques en matière de détention d'obligations publiques et de prêt aux secteurs prioritaires.	Le ratio statutaire de liquidité, actuellement de 19 %, est progressivement abaissé, de 25 points de base chaque trimestre, jusqu'à ce qu'il atteigne 18 %, en avril 2020.
Faciliter les réformes de la législation sur la propriété foncière, améliorer le cadastre et accélérer l'informatisation des registres fonciers.	Le numérique progresse dans les États et l'informatisation des registres fonciers existants est presque achevée.
Ramener progressivement le taux l'impôt sur les bénéfices des sociétés de 30 % à 25 % tout en élargissant la base d'imposition.	La structure de l'impôt sur les bénéfices des sociétés a été remaniée, avec la mise en place de taux réduits et la suppression des exonérations ; pour les nouvelles entreprises du secteur manufacturier, un régime de faible imposition restera en vigueur jusqu'en 2023. L'Inde a ratifié en 2019 la convention multilatérale destinée à prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS).
Continuer à ouvrir plus largement l'accès à l'éducation et offrir un enseignement professionnel plus précoce et de meilleure qualité.	Le gouvernement développe la base d'informations disponibles sur les résultats scolaires au niveau des États afin d'encourager la concurrence entre les États.

La croissance verte et le bien-être au défi de la pollution de l'air

L'Inde a vu l'intensité d'émission de CO_2 de son économie diminuer et son efficacité énergétique progresser (graphique 29). Néanmoins, la consommation d'énergie est en forte hausse, à l'image de l'économie en général, et pourrait plus que doubler d'ici à 2040 dans le cadre des politiques prévues, même si elle était peu élevée au départ (IEA, 2018[61]). Les besoins de développement de l'Inde constituent un défi dans un monde qui doit parvenir à la neutralité carbone d'ici 2050 pour pouvoir maintenir la hausse de la température mondiale à 1.5 degré au plus. La façon dont le pays répondra à la demande d'énergie sera déterminante pour sa capacité à relever les défis du développement durable et de la protection de l'environnement.

La part des renouvelables dans les approvisionnements en énergie primaire a diminué pendant de nombreuses années du fait du tassement de la consommation de biomasse, laquelle est surtout utilisée par les ménages pour se chauffer et cuisiner. La biomasse est entrée pour environ 90 % dans les approvisionnements en énergie renouvelable en 2016. Des mesures prises récemment, en particulier le dispositif *Ujjwala* mis en place en 2016 pour aider financièrement les ménages pauvres à supporter les coûts initiaux du raccordement au gaz, ont peut-être contribué à en réduire un peu l'importance. La combustion de la biomasse aggrave toujours la pollution (Chafe et al., 2019[62]). Les approvisionnements en énergie renouvelable ont augmenté récemment grâce au développement du solaire photovoltaïque et de l'éolien. En 2017, les investissements dans la production d'électricité renouvelable – solaire et éolienne principalement – ont dépassé ceux consacrés à l'électricité d'origine fossile (IEA, 2018[63]). Ils sont appelés à augmenter

sensiblement, dans la mesure où les pouvoirs publics ont fixé des objectifs ambitieux en matière d'énergies renouvelables.

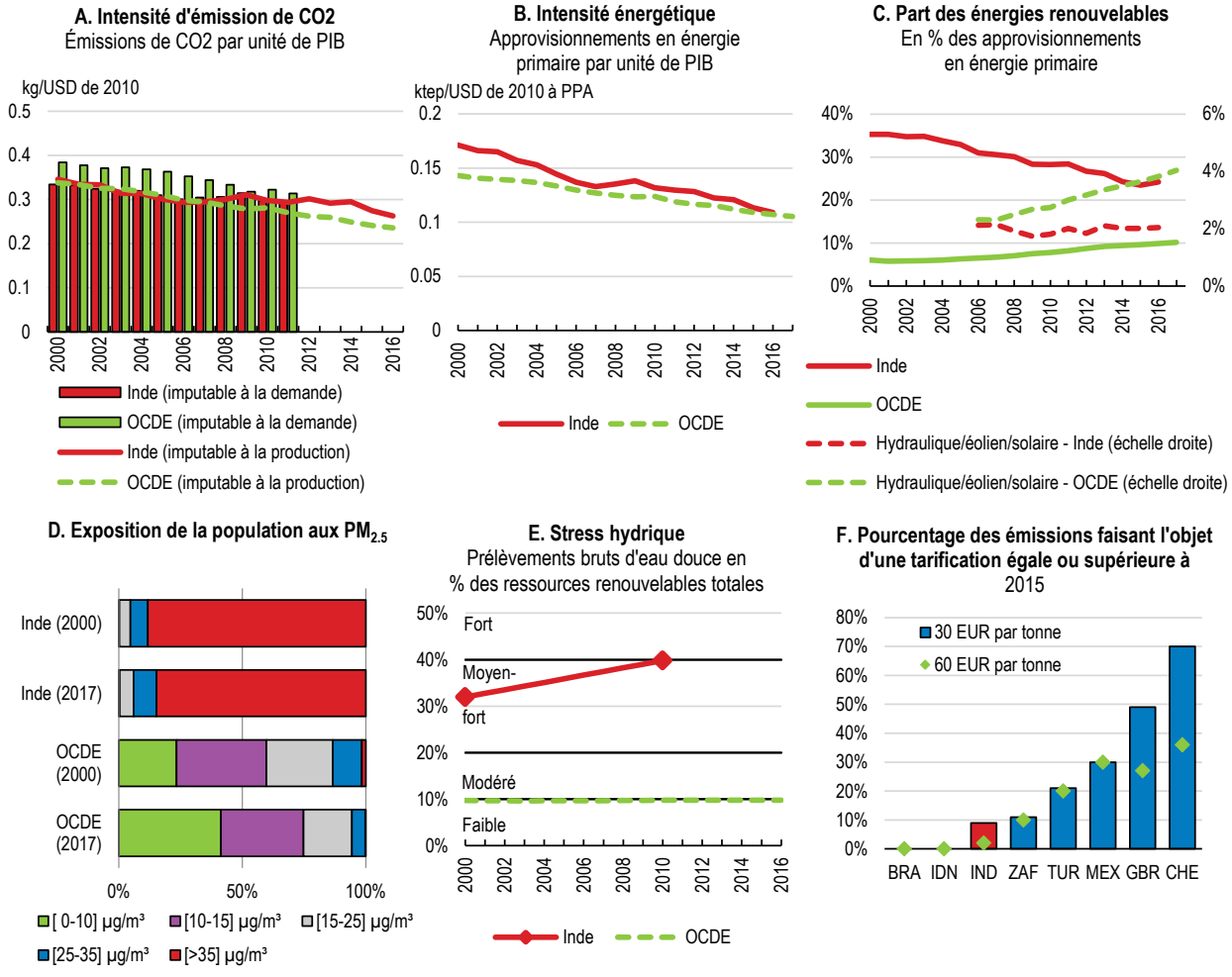
La majeure partie de la population est exposée à une très forte pollution de l'air extérieur par les particules fines. Moins de 1 % de la population jouit d'une qualité de l'air conforme aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (IIASA and CEEW, 2019[23]). Sur les dix villes les plus polluées de la planète en termes de concentration de particules fines ($PM_{2.5}$), neuf sont situées en Inde. La moitié des habitants environ est exposée à des concentrations qui dépassent les normes nationales de qualité de l'air ambiant, ces normes tenant compte de facteur géographiques, topographiques et météorologiques locaux.

Les principales sources de pollution de l'air extérieur varient selon les régions (IIASA and CEEW, 2019[23]). Plus de la moitié de la pollution par les particules fines est imputable à la consommation d'énergie des ménages, en particulier à l'utilisation de combustibles solides qui sont principalement constitués de biomasse, notamment de bois, de déjections animales et de résidus de récolte. Les centrales électriques, les procédés industriels et l'agriculture ont également une part de responsabilité. À Delhi, les transports contribuent grandement à la pollution de l'air. Dans l'Haryana et le Maharashtra, les centrales électriques et les activités industrielles sont les plus importantes sources de pollution.

D'après les estimations issues de travaux d'experts récemment menés, la pollution de l'air extérieur, due en grande partie aux particules fines, a provoqué près de 820 000 décès prématurés dans le pays en 2017, soit 23 % de plus qu'en 2012. Rapportée à la population, la mortalité prématurée imputable à la pollution de l'air extérieur est l'une des plus élevées des grandes économies émergentes et de l'OCDE (Roy and Braathen, 2017[63]). En outre, on estime que quelque 170 millions de ménages, principalement ruraux, sont exposés à la pollution de l'air intérieur, qui est due en grande partie à l'utilisation de combustibles solides dans des foyers de cuisson traditionnels n'assurant pas de bonnes conditions de combustion. Cette pollution est à l'origine de plus de 600 000 décès prématurés par an (IEA, 2018[461]). Le seul coût en bien-être de la mortalité prématurée est estimé à 7 % du PIB pour la pollution de l'air extérieur, et à 4.2 % pour celle de l'air intérieur. La pollution de l'air nuit au développement des enfants (World Health Organization, 2018[65]) et se répercute négativement sur les résultats scolaires (Heissel, Persico and Simon, 2019[66]). Enfin, elle grève la productivité des travailleurs et les rendements agricoles (OCDE, 2016[67]), et elle alourdit les dépenses de soins de santé (Barwick et al., 2018[68]).

Depuis 2010, les pouvoirs publics ont relevé la fiscalité sur le charbon, combustible fossile le plus utilisé dans la production d'électricité et dans l'industrie, et imposé une taxe de 400 INR par tonne en 2017. Néanmoins, la tarification implicite des émissions de CO_2 qui en découle ne représente qu'une petite partie des coûts climatiques de référence utilisés au niveau international. Le gazole est environ moitié moins taxé que l'essence (OECD, 2018[69]), bien qu'il soit plus polluant. Comme les ménages modestes ne possèdent généralement pas de voiture, le renchérissement des carburants ne risque guère d'avoir des effets régressifs. Quant aux répercussions sur les transports collectifs et sur les agriculteurs à faible revenu, il serait possible de les atténuer par des mesures ciblées telles que des transferts de revenus et l'amélioration de l'accès aux transports en commun.

Graphique 29. Indicateurs de croissance verte



Note : Partie A : Émissions de CO2 dues à la combustion de pétrole, charbon, gaz naturel et autres énergies. PIB en USD à PPA constantes. Partie F : La Suisse et le Royaume-Uni sont parmi les pays affichant le plus faible déficit de tarification du carbone.
Source : OCDE (2018), Indicateurs de croissance verte ; OCDE (2018), *Effective Carbon Rates 2018* ; base de données AQUASTAT de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Partie E).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888934047596

L'Inde a pris l'engagement d'abaisser d'un tiers l'intensité d'émission de gaz à effet de serre (GES) de son PIB d'ici à 2030 par rapport à 2005. Il est probable que cet objectif ambitieux pourra être atteint (Climate Analytics, 2018[70]). L'Inde s'est engagée à porter à 40 % la part des énergies non fossiles dans la puissance électrique installée cumulée à l'horizon 2030, en mobilisant des transferts de technologies internationaux et des instruments de financement internationaux à bas coût. De fait, en assurant une expansion rapide des énergies renouvelables conjuguée à des investissements dans l'efficacité énergétique en vue de mettre progressivement fin à la production d'électricité d'origine fossile, le pays peut réduire les coûts de déploiement d'infrastructures énergétiques (World Bank, 2019[71]).

Le Plan national pour l'électricité prévoit également d'augmenter la puissance installée fonctionnant au charbon pour répondre à la hausse de la demande d'énergie. Si la construction de centrales au charbon (sans captage et stockage ni valorisation du CO_2) se poursuit au même rythme, le pays risque de pérenniser des émissions (IEA, 2019[72]). Certaines des centrales en projet se trouvent de surcroît dans des zones soumises à un fort stress hydrique (World Resources Institute,[73] ; Global Coal Plant Tracker, 2018[74]). Au lieu de construire de nouvelles centrales à charbon, le gouvernement devrait envisager de se tourner davantage vers les biocarburants et les énergies renouvelables.

L'Inde est considérée comme l'un des pays les plus exposés aux risques hydriques à l'avenir (OECD, 2017[75]), et le changement climatique ne fera qu'accentuer la rareté de l'eau. Il existe des interactions entre le stress hydrique et l'approvisionnement énergétique. Quelque 40 % des centrales thermiques, fonctionnant pour la plupart au charbon, se trouvent dans des zones de fort stress hydrique. Certaines ont déjà dû être mises à l'arrêt pour cause de sécheresse et de pénurie d'eau (Luo, Krishnan and Sen, 2018[76]). Leurs rejets d'eau chaude polluent les eaux de surface et les écosystèmes, et ces effets délétères sont d'autant plus marqués que l'eau est peu abondante (OECD, 2017[75]). En outre, les mines de charbon et centrales électriques au charbon sont une importante source de pollution chimique de l'eau.

Les pouvoirs publics agissent contre la pollution de l'air, mais ils doivent faire plus

L'Inde applique des mesures destinées à faire baisser la pollution de l'air, notamment des normes d'émission et des normes techniques visant les centrales électriques à flamme, la combustion industrielle et les véhicules routiers (IIASA and CEEW, 2019[23]). Elle a aussi pris des dispositions en vue de doubler la puissance éolienne et solaire installée entre 2018 et 2023 (IEA, 2018[62]). Pour réduire le brûlage des résidus de récolte qui contribue au niveau élevé de la pollution de l'air à Delhi, le gouvernement encourage la gestion in situ des résidus de récolte dans les États voisins. En outre, des programmes ciblés ont été mis en place afin de raccorder les ménages pauvres au gaz de pétrole liquéfié en remplacement des énergies plus polluantes que sont le kérosène et la biomasse ; quelque 80 millions de foyers devraient en bénéficier d'ici à 2020 (IEA, 2018[61]).

Ces mesures devraient faire baisser notablement la pollution de l'air, pour autant qu'elles soient mises en œuvre efficacement. Il n'empêche que 45 % des citoyens indiens vivront toujours dans des zones où les normes nationales ne sont pas respectées en 2030. Le durcissement des critères et normes d'émission pour les aligner sur l'état des technologies dans les pays à revenu élevé aurait un effet bénéfique, mais resterait insuffisant. Le coût de mise en œuvre de telles normes pourrait représenter environ 1 % du PIB (IIASA and CEEW, 2019[23]).

Pour ramener la pollution de l'air dans les limites fixées par les normes nationales à l'horizon 2030, d'autres mesures seraient nécessaires (IIASA and CEEW, 2019[23]) : il conviendrait en particulier d'accentuer l'électrification et de remplacer parallèlement le charbon par le gaz naturel et les renouvelables dans le secteur électrique et l'industrie, de fournir des foyers de cuisson améliorés à l'ensemble des ménages qui utilisent encore la biomasse, de faire progresser l'efficacité énergétique des bâtiments et des appareils, d'améliorer les infrastructures de transport en commun et d'augmenter leur capacité, ainsi que de renforcer les incitations en faveur de l'adoption de véhicules électriques. L'Inde promeut bon nombre de ces évolutions. Au vu de leurs avantages, elles mériteraient d'être accélérées.

En 2019, l'Inde a lancé son Programme national pour la pureté de l'air, pour une durée initiale de 5 ans. Ce programme vise à réduire de 20 à 30 % la pollution de l'air par les particules fines d'ici à 2024 grâce à l'amélioration du réseau de surveillance à l'échelle du pays, à une plus grande sensibilisation du public et à la mise en œuvre d'un plan de gestion pour la prévention, le contrôle et la diminution de la pollution de l'air. Un plan d'action spécifique sera élaboré pour chacune des 102 villes où les normes nationales de sauvegarde de la qualité de l'air sont dépassées (Ministry of Environment, Forest and Climate Change, 2019[78]).

Tableau 11. Conclusions et recommandations

Conclusions (principales en gras)	Recommandations (principales en gras)
Poursuivre l'amélioration des politiques macroéconomiques et de la gouvernance	
Il existe une marge d'accroissement des recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qui permettrait de financer des investissements cruciaux dans les infrastructures ainsi que de relever les dépenses publiques dans la santé et l'éducation et de respecter l'objectif de ratio dette publique/PIB.	**Augmenter les recettes fiscales en supprimant les dépenses fiscales qui profitent le plus aux riches, en gelant les tranches d'imposition sur le revenu des personnes physiques et en améliorant la discipline fiscale.** Les agriculteurs aisés pourraient être assujettis à l'impôt sur le revenu.
Les recettes tirées de la fiscalité sur le patrimoine sont faibles, en particulier celles générées par les impôts périodiques sur la propriété immobilière. Il n'y a pas d'impôt sur les successions.	Donner aux administrations locales le pouvoir exclusif de prélever des impôts fonciers. Mettre en place un impôt sur les successions.
Les recettes provenant de la taxe sur les produits et services ont été décevantes. Le nombre de taux est élevé, tout comme le seuil d'enregistrement. Les biens essentiels (pétrole et électricité) en sont exemptés.	Simplifier davantage la structure de la taxe sur les produits et services en réduisant le nombre de taux et d'exemptions.
Le déficit de l'administration a diminué par rapport au PIB, mais divers programmes de dépenses publiques sont en partie financés par des ressources extrabudgétaires. Les éléments de passif éventuel suivent une pente préoccupante.	**Améliorer la transparence concernant les opérations extrabudgétaires et les passifs éventuels, par exemple en créant un conseil budgétaire indépendant.**
Le ciblage de l'inflation, associé à la baisse des prix du pétrole et à la libéralisation partielle des marchés agroalimentaires, a fait reculer l'inflation, qui est désormais inférieure à la fourchette cible. La transmission de la politique monétaire reste insuffisante.	**La politique monétaire devrait rester accommodante tant que l'inflation demeurera aisément près de sa cible.** **Réduire l'écart entre les taux administrés de la petite épargne et les taux du marché pour améliorer la transmission de la politique monétaire.**
La corruption s'est atténuée, mais elle reste répandue. L'absence de législation complète en matière de passation des marchés publics, qui soit homogène à tous les niveaux de l'administration, est un sujet de préoccupation.	**Harmoniser la législation des marchés publics à tous les niveaux de l'administration.** Envisager d'adhérer à la Convention anticorruption de l'OCDE.
Stimuler l'investissement, la productivité et la croissance	
Les retards sont fréquents dans les procédures menées au titre du Code de la faillite et de l'insolvabilité	**Continuer de créer davantage de tribunaux et employer des professionnels plus nombreux et mieux formés dans les tribunaux commerciaux**
Les risques financiers, en particulier les CDL des banques publiques, ont diminué mais demeurent élevés. Certaines sociétés financières non bancaires (SFNB), en partie financées par des banques, souffrent d'une asymétrie entre actifs et passifs.	**Surveiller de près la qualité des actifs des SFNB.**
Des efforts ont été déployés pour déceler et restructurer plus rapidement les CDL. Les banques publiques ont été recapitalisées. L'amélioration de la gouvernance des banques publiques accuse un retard.	Continuer de renforcer l'indépendance des conseils d'administration et offrir davantage d'autonomie aux instances de gestion pour recruter et fixer des niveaux de salaires propres à attirer des professionnels de talent.
Les participations de l'État restent importantes, ce qui pèse sur la productivité.	Accélérer les cessions de participations publiques.
Relever les défis sociaux	
La réglementation du travail est complexe et dissuade les entreprises de se développer et de créer des emplois de qualité. Peu d'emplois sont créés, et la plupart des emplois se trouvent dans le secteur non structuré/informel, c'est-à-dire sans contrat en bonne et due forme et sans couverture sociale. Les exportations à forte intensité de main-d'œuvre sont à la traîne.	**Mettre en place une réglementation du travail plus simple et plus souple qui supprime les obstacles à la création d'emplois dans les entreprises.** Adopter et faire appliquer rapidement les quatre codes du travail.
L'absence de statistiques officielles du travail à jour et complètes rend difficile l'évaluation des résultats et des priorités stratégiques.	Faire en sorte que les données sur le marché du travail soient de meilleure qualité et plus actuelles.

L'état de santé de la population n'a pas connu une progression aussi rapide que la hausse moyenne des revenus. Les dépenses publiques de santé sont inférieures à 1.5 % du PIB. Le nombre de médecins et de personnel infirmier est faible au regard des normes internationales, surtout dans les zones rurales.	**Former davantage de médecins généralistes et de personnel infirmier.**
Le nouveau dispositif d'aide au revenu des propriétaires exploitants va contribuer à réduire la pauvreté, mais laisse de côté les exploitants fermiers et les travailleurs agricoles. Il vient s'ajouter aux subventions aux engrais, qui ont un effet néfaste sur la qualité des sols et de l'eau et sur la santé.	**Étendre la nouvelle aide au revenu des propriétaires exploitants aux exploitants fermiers et travailleurs agricoles, et réduire les subventions aux intrants dans le secteur agricole, notamment aux engrais.**
Le gouvernement a mis en place un régime de retraite facultatif pour les travailleurs informels, assorti d'un taux d'abondement généreux afin d'encourager les affiliations.	Évaluer la progression des affiliations et ajuster les paramètres si nécessaire, notamment la souplesse du montant et de la durée des cotisations des travailleurs.
Le taux d'activité des femmes est peu élevé.	Continuer de moderniser la législation du travail pour offrir aux femmes une égalité des chances au travail.
Les jeunes sont nombreux à n'être ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation.	Continuer d'améliorer l'accès à l'éducation et offrir des formations professionnelles de meilleure qualité et plus précoces.
Promouvoir une croissance verte	
La majeure partie de la population indienne est exposée à des niveaux élevés de pollution de l'air extérieur et intérieur. La principale source de cette pollution est la consommation d'énergie des ménages.	**Déployer des foyers de cuisson efficaces auprès des ménages qui n'auront pas accès à l'électricité ou au gaz dans les 10 à 20 prochaines années.**
La consommation d'énergie par habitant est faible et augmentera régulièrement.	**Continuer d'accroître la part des renouvelables dans la couverture des besoins en énergie.**
La production d'électricité à partir de charbon contribue à la pollution de l'air et de l'eau et aux pénuries d'eau. La construction de nouvelles centrales au charbon risque de pérenniser un certain volume d'émissions.	**Relever progressivement la taxe sur le charbon et utiliser les recettes fiscales supplémentaires pour financer des mesures de compensation en direction des ménages à faible revenu.**

Références

Adalet McGowan, M. and D. Andrews (2018), "Design of insolvency regimes across countries", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1504, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/d44dc56f-en. [54]

Barwick, P. et al. (2018), "The Morbidity Cost of Air Pollution: Evidence from Consumer Spending in China", *NBER Working Paper*, No. 24688, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, http://dx.doi.org/10.3386/w24688. [67]

Bourguignon, F. (2015), "Revisiting the debate on inequality and economic development", *Revue d'Economie Politique*, Vol. 125, pp. 633-663. [5]

Central Vigilance Commission (2018), "Annual Report 2017", http://cvc.gov.in/sites/default/files/Annual%20Report%202018%20%28English%29.pdf. [30]

Chafe, Z. et al. (2019), *How much do households contribute to air pollution in India*, Ideas for India, https://www.ideasforindia.in/topics/governance/how-much-do-households-contribute-to-ambient-air-pollution-in-india.html. [61]

Chalaux, T. and Y. Guillemette (2019), "The OECD potential output estimation methodology", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1563, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/4357c723-en. [42]

Climate Analytics, N. (2018), *Climate Action Tracker*, https://climateactiontracker.org/ (accessed on 14 February 2019). [69]

CMS India (2018), *CMS-India Corruption Study 2018 -- 2005 to 2018: How well are states placed*, CMS, http://cmsindia.org/cms_ics18/CMS_ICS_2018_Report.pdf. [28]

CRISIL (2019), *Securing life's second innings -- Opportune time to create a sustainable pension system*, https://www.crisil.com/content/dam/crisil/our-analysis/reports/Research/documents/2018/march/securing-lifes-second-innings.pdf. [38]

Deloitte (2019), *Unravelling the Indian Consumer*. [56]

Égert, B. (2017), "The quantification of structural reforms: Extending the framework to emerging market economies", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1442, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/f0a6fdcb-en. [43]

Égert, B. (2012), "Public Debt, Economic Growth and Nonlinear Effects: Myth or Reality?", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 993, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/5k918xk8d4zn-en. [9]

Ernst & Young (2013), *Bribery and corruption: ground reality in India*, https://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/ey-bribery-and-corruption-ground-reality-in-india-india-score/$FILE/ey-bribery-and-corruption-ground-reality-in-india-india-score.pdf. [26]

Fall, F. et al. (2015), "Prudent debt targets and fiscal frameworks", *OECD Economic Policy Papers*, No. 15, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/5jrxtjmmt9f7-en. [10]

FICCI (2018), *Envisionning India 2030*, http://ficci.in/spdocument/23058/Envisioning-India-2030-web.pdf. [46]

Global Coal Plant Tracker (2018), *Global Coal Plant Tracker*, 2018, https://endcoal.org/tracker/ (accessed on 4 July 2018). [73]

Gopalan, K. and M. Venkataraman (2015), "Affordable housing: Policy and practice in India", *IIMB Management Review*, http://dx.doi.org/10.1016/j.iimb.2015.03.003. [50]

Government of India (2019), *Budget 2019-20 -- Receipts budget*, Government of India. [14]

Government of India (2019), *Report of the Comptroller and Auditor General of India on Compliance of the Fiscal responsibility and Budget management act, 2003 for the year 2016-17*, https://cag.gov.in/content/report-no20-2018-compliance-fiscal-responsibility-and-budget-management-act-2003-department. [12]

Government of India (2014), *Key indicators of Situation of Agricultural Households in india, NSS 70th Round.*. [32]

Government of India (2013), *Income, Productive Assets and Indebtedness of Agricultural households in India - NSS Report No. 576.*. [18]

Guillemette, Y. and D. Turner (2018), "The Long View: Scenarios for the World Economy to 2060", *OECD Economic Policy Papers*, No. 22, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/b4f4e03e-en. [15]

Gurnani, V. et al. (2018), "Improving vaccination coverage in india: lessons from Intensified Mission Indradhanush, a cross-sectoral systems strenghtening strategy", *British Medical Journal*, https://www.bmj.com/content/bmj/363/bmj.k4782.full.pdf. [33]

Harlem Bruntland, G. (2018), "India's health reforms: the need for balance", *The Lancet*, Vol. 392, pp. 1174-1175. [34]

Hazarika, B. and P. Ranjan Jena (2017), *Public procurement in India: Assessment of institutional mechanisms, challenges and reforms*, NIPFP, https://www.nipfp.org.in/media/medialibrary/2017/07/WP_2017_204.pdf. [25]

Heissel, J., C. Persico and D. Simon (2019), "Does Pollution Drive Achievement? The Effect of Traffic Pollution on Academic Performance", No. 25489, National Bureau of Economic Research, https://www.nber.org/papers/w25489.pdf (accessed on 8 February 2019). [65]

HSBC (2019), "India's enigmatic state finances", *HSBC Global Research*. [13]

IEA (2019), *Coal-fired power, Tracking Clean Energy Progress*, https://www.iea.org/tcep/power/coal/ (accessed on 9 May 2019). [71]

IEA (2018), *Renewables 2018: Analysis and Forecasts to 2023*, International Energy Agency, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/re_mar-2018-en. [76]

IEA (2018), *World Energy Investment 2018*, OECD Publishing, Paris/International Energy Agency, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/9789264301351-en. [62]

IEA (2018), *World Energy Outlook 2018*, International Energy Agency, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/weo-2018-en. [60]

IIASA and CEEW (2019), *Pathways to Achieve National Ambient Air Quality Standards (NAAQS) in India*. [23]

IMF (2018), *India: 2018 Article IV Consultation—Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for India; Country Report No. 18/254; July 2, 2018*, http://www.imf.org. [45]

Insolvency and Bankruptcy Board of India (2019), *Insolvency and Bankruptcy News*. [53]

International Energy Agency (2017), *Energy Access Outlook 2017: from Poverty to Prosperity*. [6]

Joumard, I. et al. (2017), "Public debt in India: Moving towards a prudent level?", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1400, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/853c014a-en. [11]

Joumard, I., A. Thomas and H. Morgavi (2017), "Making income and property taxes more growth-friendly and redistributive in India", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1389, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/5e542f11-en. [22]

Kaufmann, D., A. Kraay and M. Mastruzzi (2010), *The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues*, https://ssrn.com/abstract=1682130. [29]

Kumar Anand, R. and R. Chakraborty (2019), "Public expenditure on old-age income support in India: largess for a few, illusory for most", Vol. NIPFP working paper No. 253, https://nipfp.org.in//media/medialibrary/2019/02/WP_253_2019.pdf. [39]

Kuznets, S. (1955), "Economic growth and income inequality", *American Economic Review*, pp. 11-28. [4]

Lewis-Faupel, S. et al. (2016), "Can electronic procurement improve infrastructure provision? Evidence from public works in India and Indonesia", *American Economic Journal: Economic Policy*, Vol. 8/3, pp. 258-283, http://dx.doi.org/10.1257/pol.20140258. [55]

Luo, T., D. Krishnan and S. Sen (2018), *Parched Power: Water Demands, Risks, and Opportunities for India's Power Sector.*. [75]

Marten, M. and K. van Dender (2019), "The use of revenues from carbon pricing", *OECD Taxation Working Papers*, No. 43, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/3cb265e4-en. [24]

Mathur, B. (2018), "The Comptroller and Auditor General: Reform the Institution to Enforce Government's Accountability", *Indian Journal of Public Administration*, Vol. 64/3, pp. 442-453, http://dx.doi.org/10.1177/0019556118780092. [31]

McKinsey (2019), *Digital India*. [58]

Ministry of Environment, Forest and Climate Change (2019), *Government launches National Clean Air Programme*. [77]

Ministry of Finance (2019), "Economic survey 2018-2019". [49]

Mishra, P. and R. Suhag (2017), *LAND RECORDS AND TITLES IN INDIA*. [51]

National Real Estate Development Council (2019), *Digitalisation of land records: Benefits for property owners and the sector*. [52]

NITI Aayog (2018), *Strategy for New India@75*. [35]

NITI Aayog (2017), *India – three years action agenda*, http://niti.gov.in/writereaddata/files/coop/IndiaActionPlan.pdf. [21]

OECD (2018), *A Broken Social Elevator? How to Promote Social Mobility*, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/9789264301085-en. [3]

OECD (2018), *OECD Pensions Outlook 2018*, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/pens_outlook-2018-en. [41]

OECD (2018), *Taxing Energy Use 2018: Companion to the Taxing Energy Use Database*, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/9789264289635-en. [68]

OECD (2017), *OECD Economic Surveys: India 2017*, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-ind-2017-en. [1]

OECD (2017), *Pensions at a Glance 2017: OECD and G20 Indicators*, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/pension_glance-2017-en. [40]

OECD (2017), *Water Risk Hotspots for Agriculture*, OECD Studies on Water, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/9789264279551-en. [74]

OECD (2016), *Innovating Education and Educating for Innovation: The Power of Digital Technologies and Skills*, Educational Research and Innovation, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/9789264265097-en. [59]

OECD (2016), *The Economic Consequences of Outdoor Air Pollution*, http://dx.doi.org/10.1787/9789264257474-en. [66]

OECD (2014), *OECD Economic Surveys: India 2014*, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-ind-2014-en. [2]

OECD/ICRIER (2018), *Agricultural Policies in India*, OECD Food and Agricultural Reviews, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/9789264302334-en. [17]

Patel, V. et al. (2015), "Assuring health coverage for all in India", *The Lancet*, Vol. 386/10011, pp. 2422-2435, http://dx.doi.org/10.1016/s0140-6736(15)00955-1. [37]

PwC-NASSCOM (2018), *Propelling India towards global leadership in e-commerce*. [57]

Ray (2019), "Understanding the NBFC Conundrum", *Economic and Political Weekly*, Vol. LIV No 14. [44]

RBI (2017), *Report of the Internal Study Group to Review the Working of the Marginal Cost of Funds Based Lending Rate System*. [7]

Reinhart, C. and K. Rogoff (2010), *Growth in a Time of Debt*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, http://dx.doi.org/10.3386/w15639. [8]

Reserve Bank of India (2019), *Annual report 2018-19*. [20]

Reserve Bank of India (2019), *Monetary Policy Report -- April 2019*. [16]

Reserve Bank of India (2018), *Report on Trend and Progress of Banking in India 2017-18*. [47]

Roy, R. and N. Braathen (2017), "The Rising Cost of Ambient Air Pollution thus far in the 21st Century: Results from the BRIICS and the OECD Countries", *OECD Environment Working Papers*, No. 124, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/d1b2b844-en. [63]

Sharma, D. (2015), "India still struggles with rural doctor shortages", *The Lancet*, Vol. 386/10011, pp. 2381-2382. [36]

Subramanian, A. (2018), *Of Counsel -- the challenges of the modi-Jaitley Economy*, Penguin. [19]

World Bank (2019), *Beyond the gap-How countries can afford the infrastructure they need while protecting the planet*. [70]

World Bank (2018), *Doing Business 2019*, The World Bank, http://dx.doi.org/10.1596/978-1-4648-1326-9. [48]

World Economic Forum (2019), *The Global Competitiveness Report -- 2019*. [27]

World Health Organization (2018), *Air pollution and child health. Prescribing clean air. Summary.*, World Health Organization, Geneva, http://apps.who.int/bookorders. [64]

World Resources Institute (2019), *Thermal Power and Hydropower Plant Locations and Water Stress Level | World Resources Institute*, https://www.wri.org/resources/maps/thermal-power-and-hydropower-plant-locations-and-water-stress-level (accessed on 17 April 2019). [72]

Études économiques de l'OCDE

INDE 2019 (VERSION ABRÉGÉE)

La croissance économique est forte, mais des défis demeurent sur le plan social et celui de la gouvernance. Les revenus convergent rapidement vers les niveaux observés dans d'autres économies de marché émergentes.L'Inde est l'économie du G20 qui connaît la croissance la plus rapide depuis 2014. Si le PIB par habitant à PPA se situait encore à 56 % de la moyenne de l'ensemble constitué par le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, la Chine et l'Afrique du Sud (et à 17 % de la moyenne de l'OCDE) en 2018, le rythme de convergence s'est accéléré. L'Inde est devenue un acteur clé de l'économie mondiale, avec des performances exceptionnelles à l'exportation dans certains secteurs.

Veuillez consulter cet ouvrage en ligne : ***https://doi.org/10.1787/6be3d465-fr***.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.
Rendez-vous sur le site ***www.oecd-ilibrary.org*** pour plus d'informations.

Volume 2019/21
Décembre 2019

éditionsOCDE
www.oecd.org/editions

ISSN 0304-3363
ABONNEMENT 2019
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-87434-3

9 789264 874343